

Silence

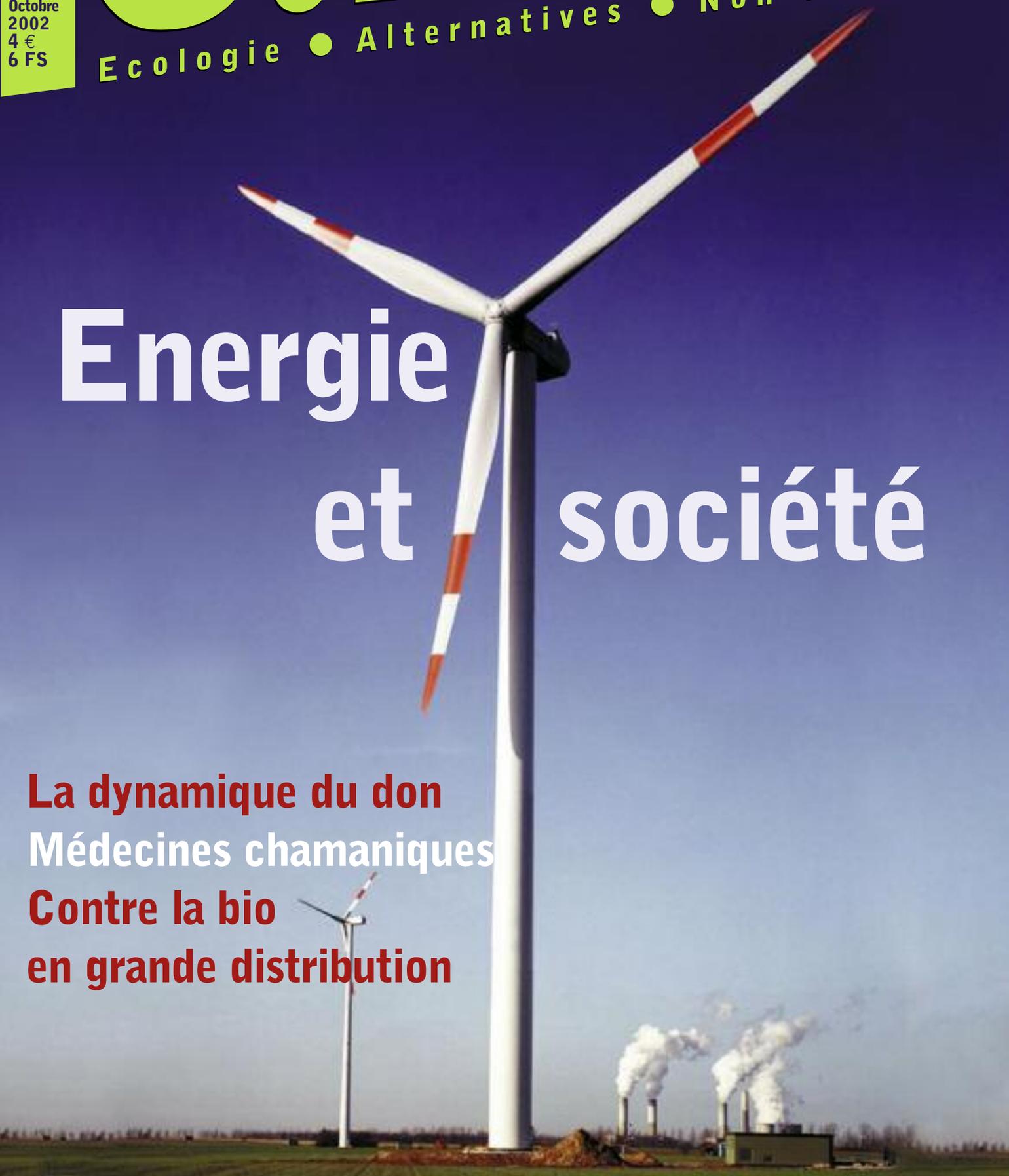
N°288  
Octobre  
2002  
4 €  
6 FS

# S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

## Energie et société

**La dynamique du don**  
Médecines chamaniques  
**Contre la bio**  
**en grande distribution**



## Energie et société

■ **Solaire et biocarburants pour soutenir la croissance ?**

*Jean-Louis Gaby*

■ **Eoliennes : technologie et brise de conscience**

*Christian Maillebois*

■ **Energie et paix**

*Michel Bernard*

Lien social

18 **La dynamique du don**

*Geneviève Corajoud*

24 **Nucléaire L'erreur est humaine**

*Georges Settimo*

29 **Agri-bio Contre la bio en grande distribution**

*Christian Jacquiau*

Santé

33 **Médecines chamaniques**

*Jean-Patrick Costa*

## Brèves

- |                 |                  |
|-----------------|------------------|
| 14 Energies     | 27 Annonces      |
| 15 Paix         | 28 Nord-Sud      |
| 16 Alternatives | 30 Environnement |
| 20 Société      | 32 Santé         |
| 21 Femmes       | 36 Livres        |
| 22 Politique    | 38 Courrier      |
| 26 Nucléaire    |                  |

Les infos contenus de ce numéro ont été arrêtées au 31 août 2002.

# Vu de l'intérieur

## Après les 20 ans...

Nous terminons avec un déficit de 1200 €. Si des personnes sont passées pendant la semaine sans payer leur inscription, elles peuvent encore nous aider à diminuer ce déficit.

## En chantier

Nous préparons pour les prochains numéros des dossiers sur :

■ novembre : vivre dans un monde écolo, ■ décembre : SNCF et service public, ■ janvier : alternatives en Aquitaine, ■ février : les réseaux d'hébergement solidaire... Pour l'été 2003, prochain hors-série régional, trois possibilités pour le moment : Bourgogne, Franche-Comté ou Nord-Pas-de-Calais. Ceux et celles que cela intéressent peuvent nous contacter (reportages en février 2003).

## Un toit pour l'écologie

Pour boucler le budget qui finance l'agrandissement de nos locaux, vous pouvez devenir co-proprétaire en entrant dans le capital (dormant) de la SCI *Un toit pour l'écologie* et donc prendre des parts (à partir de 381 €) ou nous faire des dons (qui nous permettent de prendre des parts au nom de la revue). Dossier complet sur simple demande.

## Correspondants

Nous ne publions plus que les nouveaux et les modifications de contacts pour ne pas envahir la page 2. Si vous n'avez pas la collection de Silence et que vous voulez connaître le correspondant le plus proche de chez vous, téléphonez-nous (le mardi de préférence) ou écrire.

## La place des enfants dans un collectif

Nous aimerions faire un dossier sur ce thème. Nous avons pour cela écrit à un certain nombre de groupes, collectifs, écovillages directement concernés par le sujet. Vous pouvez aussi participer au débat en abordant une des questions suivantes (ou une autre) :

- Dans les groupes, écovillages, communautés, coopératives, quelle place accorde-t-on aux enfants ?
- Qu'est-ce que le fait d'avoir un projet commun modifie dans ses relations avec les enfants ?
- Vivre en groupe se fait-il quelque part au détriment d'une relation familiale ? Peut-on parler d'une famille élargie ? Cela joue-t-il sur la psychologie des enfants ?
- Grandir en groupe : à parents collectifs, enfants collectifs ? Le fait de voir fonctionner un groupe permet-il à l'enfant de vivre autrement son apprentissage de la vie, ses relations avec les adultes, avec les autres enfants ? Plus de coopération ?
- Comment concilier le désir d'avoir un projet «écolo» et laisser la liberté aux enfants de se développer par eux-mêmes ? Que se passe-t-il quand l'enfant s'engage dans une autre voie ?
- Les idées du collectif et le choix de l'éducation : quels sont les rapports avec les écoles, le monde enseignant, certains font-ils le

choix de la déscolarisation, pourquoi ? Est-il nécessaire de compléter l'école par une contre-culture ? comment se posent les questions de santé vis-à-vis de l'institution (alimentation biologique, végétarisme, vaccination...)?

- Les relations extérieures par les enfants sont-elles un moyen de rompre l'isolement des néo-ruraux ? Un moyen de s'investir dans la vie locale ?
  - Le collectif face à la problématique de la désertification en zone rurale : l'arrivée d'un collectif avec des enfants peut-il provoquer une réflexion locale pour lutter contre la désertification ?
  - Génération future : que font les enfants dans les lieux collectifs anciens ? Qu'en pensent-ils ? Peuvent-ils eux aussi écrire ?
- Merci d'illustrer vos propos par des exemples vécus (l'idéal étant de pouvoir nous communiquer des photos de ces exemples). Nous aimerions publier ce dossier en mars 2003. Nous vous demandons de nous envoyer vos contributions avant le **15 novembre 2002**. Merci de toujours nous envoyer une impression papier et pour ceux qui ont accès à un ordinateur d'envoyer également le texte sur une disquette.

**S!lence**  
Écologie • Alternatives • Non-violence

↳ Courriers :  
9 rue Dumenge, F 69004 LYON  
↳ Renseignements  
04 78 39 55 33 mardi et jeudi  
↳ Diffusion - Comptabilité - Abonnements  
04 74 07 08 68 le mardi  
04 78 39 55 33 le jeudi  
↳ Rédaction  
04 78 39 55 33 le mercredi  
↳ Stands, correspondants  
04 77 41 18 16  
↳ Virements bancaires  
CCP 550 39 Y LYON  
↳ Distribution en Belgique  
Brabant-Ecologie  
Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN  
Tel / fax : 02 633 10 48  
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriot - Tel : 04 75 85 51 00  
Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946  
N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 4<sup>e</sup> trimestre 2002  
Tirage : 6000 ex

Editeur : Association Silence  
Présidente : Madeleine Nutchey  
Vice-président : Xavier Sérédine  
Trésorière : Myriam Cognard  
Vice-trésorier : Jacques Caclin  
Administratrice : Suzanne Vignal

### Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru Gestion et abonnements : Michel Jarru Communication et documentation : Alexandre Esteban Maquette et publicité : Vincent Cheynet Stands salons et fêtes : Bruno Clémentin Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen Correcteurs : Raymond Vignal, Françoise Weité Expédition : Mélanie Combes, Claude Crotet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Perez, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schilt, Myriam Travostino Et pour ce numéro : Claude Bourguignon, Geneviève Corajoud, Jean-Patrick Costa, Jean-Louis Gaby, Christian Jacquiau, Christian Maillebois, Georges Settimo.  
Nouveau correspondant : Lozère André Fenouillet, tél : 04 66 48 61 74.

**Venez nous voir !**

### N°289 - novembre

Comité de clôture des articles :  
**samedi 28 septembre à 14 h**  
(clôture brèves : mercredi 2 octobre à 12 h)  
Expédition :  
**vendredi 18 octobre de 14 h à 21 h 30**

### N°290 - décembre

Comité de clôture des articles :  
**samedi 26 octobre à 14 h**  
(clôture brèves : mercredi 30 octobre à 12 h)  
Expédition :  
**vendredi 15 novembre de 14 h à 21 h 30**

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

**Bulletin d'abonnement page 39**



CRIMES DE GUERRE HARBANON  
LE D'N LE PESTIGATE  
POUR BOMBARDER L'IRAKI  
ÉTOUFFER CETTE AFFAIRE.



UNE FEMME CONDAMNÉE  
À LA LAPIDATION AU NIGERIA

MONDORNER ESCORS QUE L'UN DE  
CES ABBOTS DÉTORNE UN ANAÏM  
ET S'ÉGARÉ SUR UN GRAND USA



L'ÉNERGIE DU DÉSÉPOIR

DOUC, SI JE COMPRENS BICH, VOUS VOUS  
MUNITEZ PAR LE FEU POUR ATTÉNER L'ÉNERGIE  
SUR LE RECHAUFFEMENT DE LA PLANÈTE ?



DES MILLIARDS DE PAGES POUR UN N° D'UNIVERSAL



# Polytechnique

**F**aut-il refuser les éoliennes parce qu'elles sont issues d'une haute technologie ? C'est l'un des — mauvais — arguments que l'on entend du côté des plus extrémistes qui disent s'opposer au nucléaire, mais qui dénoncent surtout les éoliennes.

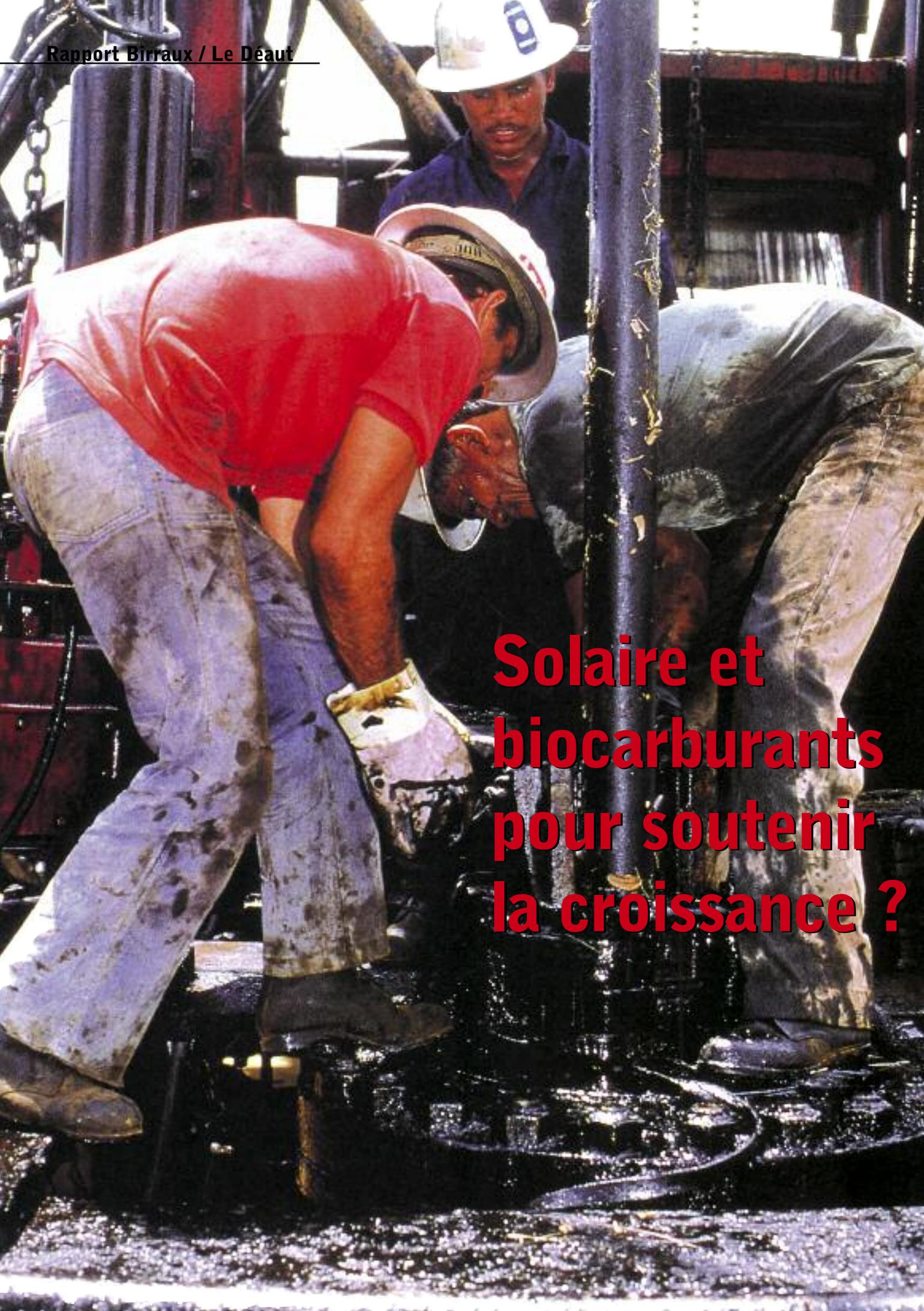
Il est vrai qu'une éolienne d'aujourd'hui, que sa taille soit petite ou grande, s'appuie d'une part sur la chimie pour sa composition (utilisation de fibres de carbone pour avoir des pales légères), sur l'aéronautique (forme des pales pour démarrer au moindre vent), sur l'électromécanique (pour transformer l'énergie éolienne en courant électrique). Il est donc vrai qu'il n'est pas possible de rêver un monde en dehors de l'industrie en passant par les éoliennes. C'est encore pire pour les photopiles : pour monter une cellule au silicium, il faut une haute technologie que ne possèdent que quelques usines dans le monde. S'il est possible de bricoler une éolienne soi-même avec un rendement moindre, il est totalement impossible de couper artisanalement des couches minces d'une roche pour faire des cellules photoélectriques.

Ceci nous amène peut-être à réfléchir aux techniques que nous pouvons accepter et celles que nous refusons. Le mythe de l'écolo le fait souvent représenter sur un vélo (1), pourtant là-aussi, il y a dans ce simple véhicule de la très haute technologie (essayez de fabriquer vous-même votre dérailleur), tout comme il y a déjà une mondialisation de la fabrication : les maillons des chaînes de vélo proviennent tous de deux fabricants situés en Inde. Ne parlons pas de l'origine des alliages...

Sans perdre de vue ces données, il faut donc déplacer le débat : quelles sont les conséquences écologiques et sociales de ces produits, quels sont leurs écobilans (en amont et en aval de l'utilisation) et bien sûr ne jamais oublier que lorsque l'on peut se passer de quelque chose, c'est ainsi que l'on obtient le meilleur bilan écologique.

**Michel Bernard ■**

(1) Affiche des vingt ans de Silence, couvertures des numéros 283, 284...



**Solaire et  
biocarburants  
pour soutenir  
la croissance ?**

# L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, dirigé par des députés de droite, a publié, en septembre 2001, un rapport sur les choix énergétiques. Le programme du futur gouvernement ?

**P**ublié le 22 novembre 2001 ce énième rapport sur l'énergie, présenté par les députés Claude Birraux et Jean-Claude Le Déaut, et remis à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, présente les énergies renouvelables comme une voie d'avenir, et il propose au gouvernement de lancer deux plans d'envergure sur l'énergie solaire thermique et les biocarburants. Hélas, l'objectif final reste de produire de l'énergie propre en quantité (le nucléaire en fait partie), pour assurer le mythique «développement durable», tarte à la crème des politiques de tous bords.

A la lecture de ce rapport, on constate que ni les neuf membres du groupe de travail, dont cinq personnes du CNRS, et trois du CEA, ni les 170 personnes auditionnées, dont 30 d'EDF et du CEA, et six d'associations soigneusement sélectionnées, n'ont vraisemblablement jamais entendu parler de décroissance soutenable...

## 200 000 chauffe-eau solaires par an en 2010 ?

Cette objectif affiché de 200 000 chauffe-eau solaires individuels par an en 2010 est un pari fou quand on constate que seulement 2700 ont été installés l'an passé (1), après plus de deux ans d'activité du «Plan soleil» de l'Ademe (2), et que l'industrie nationale du chauffe-eau solaire n'est plus représentée que par deux industriels.

Mais il faut aussi relativiser cette annonce pour d'autres raisons :

Le Plan soleil de l'Ademe (ou Hélios 2006), qui ne prévoit qu'un total de 50000 chauffe-eau solaires en 2006, présente au bout de deux ans d'existence un retard considérable dans plus de la moitié de la France.

En deux ans seulement 3500 chauffe-eau solaires ont été installés en France, contre 11 000 en Espagne pendant la même durée.

L'Allemagne, avec pourtant une très forte volonté politique, a mis plus de 10 ans pour obtenir en 2001 les 200 000 chauffe-eau solaires installés par an. Le plan «Solar na klar» (3) en prévoit 500 000 par an en 2010 (représentant 2,5 millions de m<sup>2</sup>).

Cette demande forte vers le solaire thermique n'apparaît pas clairement, ce thème ne représente que 23 pages sur les 348 de ce rapport, et encore l'essentiel est consacré au solaire thermodynamique (centrales type Thémis) inenvisageable en France métropolitaine (voir encadré).

Ne sont pas évoqués dans ce rapport les possibilités des chauffe-eau solaires améliorés dits Systèmes solaires combinés (SSC), systèmes d'eau chaude et de chauffage solaires par radiateurs très courants en Allemagne, Suisse, Autriche, et quasiment inconnus en France.

N'ont pas été auditionnés ni Clipsol, ni l'Asder, acteurs majeurs du solaire en France, ni aucune association ni artisan de base qui œuvre efficacement dans ce domaine depuis de nombreuses années.

Les crédits de recherche et développement attribués en France pour le solaire thermique sont 30 fois moins importants qu'en Allemagne.

En bref, l'intention est louable, mais la prise en compte réelle et le chiffrage des possibilités du solaire thermique ne sont que survolés (on découvre quand même dans les conclusions un chiffre de 20 Mtep/an d'économies).

D'autre part, la volonté politique n'est pas clairement affichée et les moyens financiers pour y parvenir ne sont pas abordés, alors qu'ils sont omniprésents dans l'éolien...

Le chiffre annoncé de 200 000 chauffe-eau solaires a été repris de prévisions des industriels français, et plus particulièrement d'un projet d'offre Vivrélec de chauffe-eau solaro-électriques, offre entrant dans le cadre d'une campagne de promotion actuellement lancée...

Cette annonce, qui permettrait de rattraper l'Allemagne, peut aussi avoir pour but d'aider les acteurs du lobby pro-nucléaire, qui cherchent désespérément une virginité pour faire passer leur projet de réacteur européen nouvelle génération, présenté comme sans défauts, dénommé EPR.

## 50 000 toits thermiques-photovoltaïques par an en 2010

«Pour que la France occupe la première place dans la valorisation de l'énergie solaire, le deuxième volet porte sur le solaire du futur, et s'intitule *Face sud* 50 000 toits thermiques photovoltaïques par an pour 2010». Ce deuxième volet, à l'introduction un peu trop emphatique lorsque l'on connaît la réalité du développement des énergies renouvelables en France, tient dans un texte de seu-



Photopiles + capteurs eau + serre solaire.

lement une demi-page (texte qui apparaît à l'identique dans un autre chapitre quelques pages plus loin !). Il est fait allusion à la recherche, à l'habitat bioclimatique, aux règles d'urbanisme, et aux incitations fiscales. Comme il n'y a rien d'indiqué sur la réalisation de ces fameux toits thermiques-photovoltaïques, cela amène à penser qu'il manque un chapitre.

Une proposition mérite quand même d'être soulignée, c'est celle de l'affichage dans tous les bâtiments publics de leur coût énergétique au m<sup>2</sup>.

Fait intéressant à noter, lors de l'audition publique M. Le Déaut a critiqué assez vivement le représentant du ministère de l'industrie sur le fait que le tarif de rachat de l'électricité photovoltaïque est de 2F/kWh en Corse et dans les DOM, alors

qu'il n'est que de 1F/kWh dans la métropole, ce qui est insuffisant pour créer un développement rapide de cette filière.

## Un plan Terre-Energies : 4 millions d'hectares cultivés

Ce plan a comme objectif de parvenir à une réduction de consommation de pétrole de 20Mtep/an (20 millions de tonnes de pétrole). Pour y parvenir, l'exploitation de cultures énergétiques de blé-mais-betterave sur 4 millions d'hectares fournirait 10 Mtep (par comparaison, il y a actuellement 9 millions d'hectares de cultures de céréales).

Cet objectif pourra être atteint par l'amélioration des rendements agricoles et des techniques industrielles de conversion : sans commentaires.

Vu le faible rendement de conversion de l'énergie solaire en biomasse, on peut penser que le poids que représentent les lobbies routiers et agricoles a été un élément déterminant.

D'autre part, les 10 Mtep restants proviendraient d'une baisse de 25 % de la

(1) Chiffre à rapprocher des 1 300 000 chauffe-eau électriques et autres dispositifs de chauffage d'eau sanitaire installés chaque année en France.

(2) Ademe : Agence de l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie, agence dépendant du ministère de l'Ecologie.

(3) Solar na klar : le soleil naturellement.

consommation des véhicules (le transport routier représente actuellement 40 Mtep).

En quelques années, toute l'agriculture devrait devenir productrice de carburant !

## Relancer la géothermie

La France, longtemps considérée comme un pionnier avec des installations importantes dans le Bassin Parisien et en Aquitaine (145 000 logements chauffés et 30 réseaux de chaleur), n'occupe plus maintenant que le dixième rang mondial. Les raisons de cette perte d'intérêt sont la baisse du prix des produits pétroliers et l'augmentation du taux de TVA de 5 % à 19,6 %. Des travaux de prospection seraient à reprendre.

## L'éolien : surcoût, rentes indues et tout électrique

Ce rapport dénonce le développement unilatéral de l'éolien.

Afin de respecter la directive européenne sur les énergies renouvelables, le tarif éolien arrêté le 22 juin 2001 crée une incitation forte au développement d'installation d'aérogénérateurs, tout en prévoyant un ajustement en fonction de la qualité intrinsèque du site. Le tarif de rachat, dégressif et garanti sur 15 ans, va selon les sites de 3 à 9c€/kWh.

L'objectif du gouvernement était la réalisation de 5000 MW, or en quelques mois les industriels ont déposé des demandes pour 13 000 MW ! La cause de cet engouement, inhabituel chez les industriels français pour l'énergie renouvelable, semble être le tarif de rachat, particulièrement attractif.

La Commission de régulation de l'électricité (CRE), estime que le financement du tarif de rachat de l'éolien entraînera un «surcoût du prix d'achat du kWh de 3 % pour les particuliers et de 15 % pour l'industrie».

Et aussi que «le tarif proposé se situe très au-dessus de toutes les estimations raisonnables des coûts de revient de la filière éolienne. Le développement de la spéculation liée aux réservations de sites depuis l'annonce de ce tarif est d'ailleurs le révélateur de rentabilités tout à fait excessives : plus de 20 % après impôts, garantis sur 15 ans, même pour les sites moyennement ventés».

Considérant que «le tarif proposé entraîne des rentes indues aux producteurs éoliens [...] la CRE émet un avis défavorable sur ce projet d'arrêté».

Au cours de l'audition publique du 8 novembre 2001, un membre de cette CRE a même avancé un taux de rentabilité de 28% sur fonds propres pour un site à 3000 heures de vent par an.

D'autre part, M. Günther Handreich, directeur pour les énergies nouvelles à la Commission européenne, reconnaît que le «nouvel arrêté fixe des conditions très favorables pour les éoliennes en France».

Globalement le surcoût total cumulé, à la charge des consommateurs d'électricité, varierait de 111 à 170 milliards de francs selon l'énergie substituée.

*Pour compenser les aléas de la production éolienne, il faut des moyens de production, plus souples que les centrales nucléaires.*

Autre surcoût supplémentaire, le renforcement du réseau qui sera à la charge du Réseau de transport de l'électricité (RTE), qui répercutera ce coût sur EDF, et il est évalué à 22 milliards de francs.

Enfin, un facteur défavorable majeur inhérent à l'énergie éolienne est l'intermittence de la production. Aussi, pour compenser les aléas de la production éolienne, il est envisagé de recourir à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production, qui devraient être plus souples que les centrales nucléaires.

L'entrée récente de Jeumont Industries dans l'éolien (fourniture de 7 éoliennes de 750 kW dans le Pas-de-Calais) en fait un acteur privilégié du développement de l'éolien en France.

Or, Jeumont Industries fait partie du groupe AREVA, issu de la réorganisation de la filière électronucléaire française, groupe qui possède de gros moyens de financement. Les rentes attribuées à l'éolien, par l'intermédiaire de notre consommation d'électricité, vont donc enrichir l'industrie nucléaire française !

Autre avantage non négligeable, le groupe AREVA, par sa participation aux projets éoliens va bénéficier de ce «vecteur d'image» (cité dans le rapport), et l'on peut ajouter, pour mieux faire accepter le projet d'EPR.

La «valeur emblématique de l'éolien» (cité dans le rapport), va aussi pouvoir être exploitée par le gouvernement pour montrer son importante contribution dans le développement des énergies renouvelables, et ainsi faire mieux passer la pilule du projet d'EPR, projet obsolète, dépassé par celui à plus long terme, des réacteurs hybrides.

La faible contribution de ce programme, par rapport à la consommation totale d'énergie, prépare l'argumentation pour le caractère incontournable de l'EPR.

On assiste ainsi à l'émergence d'un programme de «monospécialisation sur l'éolien», comme l'a été celui du programme électronucléaire, programme qui est une nouvelle fuite en avant vers le tout électrique, alors que la voie des économies d'énergie n'a jamais bénéficié d'un soutien financier d'une telle ampleur.

## Climatisation solaire, piles à combustible

Selon EDF, la croissance de 15% par an de la climatisation dans le résidentiel devrait se poursuivre pour atteindre 90% du parc en 2040. Cela représente la production de trois réacteurs ! Pour répondre à la demande des particuliers, et de façon à réaliser une climatisation «propre», il est évoqué la possibilité d'alimentation photovoltaïque, ou par capteurs thermiques sous vide...

Dans une pile à combustible, le rendement de l'électrolyseur pour produire de l'hydrogène à partir d'eau étant de 50%, et le rendement de la pile à combustible étant de 40%, le rendement global est de 20%. Cette technologie est jugée non rentable, et logiquement la pile à combustible alimentée en hydrogène ne devrait donc pas à brève échéance remplacer les moteurs de nos voitures.

Ce rapport souligne que la puissance des centrales nucléaires, qui est sous utilisée la nuit, pourrait permettre de produire des quantités considérables d'hydrogène, capable de générer une économie de l'hydrogène dans les années à venir. Reste à créer des électrolyseurs de grande puissance et à améliorer les procédés de stockage. Le stockage dans des nanotubes de carbone est une possibilité très intéressante, mais malheureusement les nanotubes présentent les mêmes inconvénients que l'amiante...

## Les difficultés de l'Ademe

Ecartelée par des tâches immenses et très diverses, l'Ademe éprouve de nombreuses difficultés liées à une croissance trop rapide. Un audit relève un «manque de rigueur dans la passation et le suivi de marchés du siège».

Plus grave l'Ademe, qui dispose de financements abondants, «n'en utilise qu'une faible proportion, faute de procédures performantes, et s'est vue obligée de décaler ses tranches annuelles à plusieurs reprises». D'autre part, certaines délégations régionales accordent moins d'aides que d'autres. «On peut ainsi aboutir à des différences notables



DR  
Chaudière à bois déchiqueté.

dans les primes versées par des délégations régionales différentes».

Pourtant des aides importantes auraient permis le développement plus rapide des énergies renouvelables, plus spécialement dans les régions défavorisées en installations solaires.

Enfin, «l'Ademe n'entretient pas non plus de relations suffisantes avec les directions départementales de l'Équipement, d'où le faible nombre d'opérations de construction ou de rénovation du logement social bénéficiant de chauffe-eau solaire».

## L'air comprimé

Le stockage d'énergie sous forme d'air comprimé présente un bilan défavorable en raison des mauvaises performances des compresseurs, et du fait qu'il s'agit de compressions isothermes où l'on fabrique autant de chaleur que d'énergie stockée.

Ce rapport juge donc comme non rentable l'utilisation de l'air comprimé comme vecteur d'énergie.

## Les omissions de ce rapport

La principale critique que l'on peut faire de ce rapport est l'absence d'évaluation des possibilités du solaire thermique en France.

Les techniques du solaire thermique, qui peuvent permettre de réaliser des économies d'énergie de 40 à 100% selon l'utilisation, sont nombreuses :

- production d'eau chaude sanitaire et chauffage des locaux, par planchers chauffants, radiateurs ou aérothermes dans le résidentiel individuel et collectif, le tertiaire, les PME et l'industrie.

- chauffage des piscines.

- utilisation industrielle nécessitant le chauffage d'un fluide jusqu'à des températures de plus de 100°C (des exemples existent dans l'agroalimentaire).

Les 20Mtep évoqués dans ce rapport sont notoirement sous évalués, et ne se réfèrent à aucune évaluation sérieuse.

Le rapport ne souligne pas que les capteurs sont la plupart du temps installés sur les toitures des bâtiments, l'absence d'emprise au sol de ces installations leur confère un avantage supplémentaire par rapport aux éoliennes, aux cultures énergétiques et aux centrales solaires thermodynamiques productrices d'électricité.

Le rapport ne relève pas que l'électricité est très mal employée en France. Lors de la production d'électricité à partir de combustibles (nucléaires ou autres), et de son transport, les pertes sont considérables car environ un tiers seulement de l'énergie arrive chez le consommateur.

Tout combustible, mais aussi l'énergie solaire, permettent le chauffage avec d'excellentes performances, tandis que le chauffage électrique, spécificité française, représente une aberration !

Les possibilités de substitution du chauffage électrique de l'eau et des locaux par les énergies renouvelables (solaire, biomasse, géothermie) sont donc très intéressantes car chaque kWh électrique non consommé procure une économie de 3kWh en énergie primaire.

Le potentiel de création d'emplois locaux générés par l'exploitation de la biomasse, mais aussi par le solaire thermique et photovoltaïque et l'éolien est estimé à 900 000 emplois en Europe en 2020. Il est plus que temps que la France se lance dans cette voie où l'Allemagne a déjà créé plusieurs dizaines de milliers d'emplois en 10 ans.

Un point qui peut paraître mineur n'a pas été évoqué, c'est qu'il n'existe pas de loi garantissant le droit au soleil, et c'est très important pour les particuliers qui investissent dans une installation solaire. Les parlementaires devraient se pencher sur ce sujet pas trop polémique.

Ce rapport juge non rentable l'utilisation des piles à combustible comme moyen de production de l'électricité. Il a omis d'évoquer l'utilisation des piles à combustible fonctionnant au gaz naturel en cogénération (4), qui semblent promises à un brillant avenir comme sources fixes décentralisées d'électricité. EDF et GDF expérimentent ce système.

## L'utopie de la croissance durable

Ce rapport insiste à juste titre sur la focalisation excessive de l'Union européenne sur l'électricité verte. Il ne s'agit pas de produire de l'électricité pour qu'elle soit destinée à n'importe quel usage. Il met aussi les choses au point sur l'inefficacité de l'air comprimé.

Ce rapport est très inégal sur le fond car il propose, par exemple, de donner la priorité absolue au solaire thermique, ce qui est essentiel, mais aussi à la climatisation solaire, alors que ces deux utilisations ne présentent pas la même maturité technique, et que la climatisation n'est indispensable dans notre pays seulement dans le cas de bâtiments présentant des graves défauts de conception.

Avoir pris comme hypothèse de calcul une augmentation de la consommation d'électricité de 1 à 2% par an, c'est poursuivre dans les errements du passé, et croire à l'utopie d'une croissance durable.

Heureusement, nous avons évité dans ce rapport l'évocation de la centrale solaire en orbite autour de la terre, qui apporterait par



Barrage hydro-électrique.

micro-ondes une énergie propre dont nous aurons réellement besoin à l'avenir...

Pour finir son intervention, le secrétaire d'Etat à l'industrie, M. Christian Pierret, pro-nucléaire convaincu, a cru bon d'affirmer que «le gouvernement sera intraitable pour atteindre les objectifs qui ont été fixés avec ambition [...] et qu'il est un ministre qui est un militant des énergies nouvelles renouvelables». Un commentaire est-il utile ?

Jean-Louis GABY ■

solaire2000@wanadoo.fr

(4) Cogénération : installation de production d'électricité dans laquelle les pertes de chaleur sont récupérées, de façon à obtenir des rendements parfois supérieurs à 80%.

## La climatisation au secours d'EDF

EDF perdant continuellement des parts de marché dans le chauffage électrique se refait actuellement une santé grâce à la climatisation (croissance de 15% par an, merci l'effet de serre !). Elle ambitionne dorénavant d'inonder le marché du solaire thermique à travers un projet d'offre Vivrélec de chauffe-eau solaro-électrique, avec un million de m2 installés par an en 2010.

Cette décision de faire du solaire a aussi pour but de donner un vecteur d'image favorable aux acteurs du lobby nucléaire, qui cherchent désespérément une virginité, pour faire passer leur «projet bouche trou» de réacteur européen nouvelle génération EPR.

# Technologie et brise de conscience

Christian Maillebouis, auteur d'un article «Hélice au pays des merveilles» (octobre 2001) a été critiqué pour son manque de vision globale par Bertrand Louart (mai 2002). Voici la suite du débat.

**E**n octobre 2001, un article intitulé «Hélice au pays des merveilles» présentait succinctement la réalité éolienne en France. En quelques pages, il était difficile de détailler le sujet au risque de décourager de nombreux lecteurs. Je me contentais alors de rester sur des aspects factuels sans aborder les questions de fond, par exemple le rapport de nos sociétés à l'énergie en général. Cependant en conclusion, j'ouvrais, du moins me semblait-il, la réflexion sur des sujets annexes : nature profonde et projet des industriels de cette filière, problème de l'acceptabilité des populations riveraines, pertinence incontournable de la maîtrise de l'énergie, etc.

Apparemment, cet article «a agacé à cause de contrevérités qu'il contient» un dénommé Bertrand Louart (1). Celui-ci ayant curieusement évité d'énoncer ces dites contrevérités, je suis dans l'incapacité de les reprendre afin de les expliquer et éventuellement de les référer. Par contre, cette mise en cause me permet de revenir sur certains points essentiels évoqués dans ces deux articles.

Déplacer le débat de l'actualité de l'industrie éolienne en France sur celui plus philosophique de la place de l'énergie dans nos civilisations est très salutaire. Comme de nombreux lecteurs de cette revue, j'y souscris totalement (2). Mais ce positionnement radical ne doit pas nous empêcher de regarder autour de nous, d'analyser les modes de vie majoritairement répandus, de sentir les profondes tendances des sociétés tant occidentales que celles des pays dits en «voie de développement», et cela afin de prévoir notre avenir commun. Que cette réflexion amène certains à prôner des solutions idylliques, soit ! Cependant l'urgence est aujourd'hui à un pragmatisme quotidien plutôt qu'à un autisme intellectuel.

Ainsi, quitte à lasser certains rêveurs, je répéterai rapidement l'itinéraire dramatique choisi par les civilisations occidentales pour notre vaisseau planétaire. Ici, quoiqu'on en

pense, l'énergie électrique est devenue un bien revendiqué par tous, au point même que la notion de service public y est étroitement associée. Aux yeux de beaucoup, si ce n'est de tous, elle est incontournable, voire vitale : qu'une tempête vienne à détruire partiellement ce cordon ombilical qui relie nos villages et c'est une catastrophe relevant d'actions humanitaires urgentes... Aujourd'hui notre réalité est ainsi, et la généralisation légitime et attendue de cette «source de vie» aux deux milliards d'êtres humains qui en sont dépourvus est très problématique.

**L'urgence est  
aujourd'hui à un  
pragmatisme  
quotidien plutôt  
qu'à un autisme  
intellectuel.**

Pour obtenir cette électricité, il n'y a guère que trois possibilités en l'état actuel de la technologie. Soit une production thermique classique à partir de combustibles fossiles (charbon, gaz, fuel, etc.) avec le cortège de rejets de gaz à effet de serre (GES) correspondant, et les prévisibles conflits internationaux directement liés à la raréfaction pour la prochaine génération de ces combustibles extrêmement mal répartis sur notre planète. Soit une production nucléaire avec ses dangers radiologiques induits, les problèmes insurmontables de la gestion des déchets multi-séculaires et l'impossibilité technico-économique de diffuser cette technologie en «toute sécurité» militaire et civile à l'ensemble de l'humanité. Soit enfin de développer l'utilisation des énergies renouvelables, propres, diffuses et inépuisables, conjointement avec de fortes actions de maîtrise des consommations. Il est étonnant que cette réalité si simple dans son énoncé soit si peu intégrée par nos dirigeants et, révélation, par quelques lecteurs de Silence !

Devant les effets criminogènes de notre actuelle production électrique, la Communauté Européenne a proposé des objectifs (3) à l'horizon 2010 qui, à mon humble avis, ne résoudront certainement pas la crise du fait de leur faible ambition. Cela a tout de même le mérite de soulever quelques questions fondamentales.



Les éoliennes existent dans toutes les tailles.

1/ Pour la France, ce plan prévoit qu'environ 5% (4) de notre future consommation

(1) Voir Bertrand Louart, *Eoliennes et choix de société* dans Silence n°283, mai 2002.

(2) Au point même que dans mon vécu quotidien, mes consommations familiales de carburants (fuel, essence, gaz, électricité, bois, etc.) extrêmement réduites laissent songeurs bon nombre de visiteurs et me valent localement, une vague réputation d'écologiste extrémiste, gentil mais un peu fou...

(3) Voir Christian Maillebouis, *Hélice au pays des merveilles* dans Silence n°275, octobre 2001.

(4) De toute manière, pour des questions techniques liées à l'état actuel de notre environnement électrique (production centralisée, réseau de distribution, nature de la consommation, etc.) ce ratio peut difficilement dépasser les 20%.



électrique devra être assurée par l'énergie éolienne, soit l'équivalent de la production nette de 4 à 5 réacteurs de 900 MW (5). Ainsi toute argumentation qui tendrait à tromper en faisant miroiter un remplacement total de nos centrales nucléaires seulement par des éoliennes est profondément malhonnête. D'ailleurs, un tel discours n'a été tenu par aucun acteur responsable dans le secteur des énergies renouvelables et les quelques lignes tirées d'une annexe du livre de B et R Belbéoch (6) font preuve d'une grande désinvolture intellectuelle.

Faut-il rappeler que le fondement d'une politique énergétique durable est basé sur la diversification des sources de production en fonction des potentialités locales ? Prôner alors le tout éolien est une aberration profonde qui ne vise qu'à discréditer cette filière et ses acteurs, tout en apeurant inutilement certains esthètes des paysages.

Malgré tout, cette planification nous amène naturellement à réfléchir sur l'empreinte écologique (7) de milliers d'éoliennes dans notre pays. Rappelons d'abord que le nombre programmé d'éoliennes à installer en France se situera entre 5000 (prévision du ministère de l'Industrie) et 10 000 (prévision de l'ADEME), et qu'il est probable qu'à l'horizon 2010, un nombre certain, on parle d'un tiers (?), de ces installations se feront en mer à une dizaine de km des côtes.

Néanmoins dans l'absolu, ces chiffres élevés peuvent apparaître importants et leurs impacts sur le paysage difficiles à imaginer. Une estimation comparée à quelques autres recensements d'édifices similaires en terme de dimension pourra rassurer certains. Ainsi en 2010, il y aura environ deux fois moins d'éoliennes en France que de châteaux d'eau qui, convenez-en, ne caractérisent nullement nos vertes campagnes. De plus, ces éoliennes seront souvent regroupées par dizaines diminuant d'autant leur emprise sur le paysage global d'une région. Enfin, face aux quelques 250 000 pylônes EDF supportant les 95 000 km de lignes de haute tension supérieure à 63 kV étroitement liées à l'actuelle production centralisée, on soupèse assez bien la future prégnance d'implantation d'éoliennes.

Mais pour bien apprécier l'empreinte totale d'une industrie, il est nécessaire d'intégrer le temps de retour à la normalité après sa cessation d'activité. En effet, les surfaces occupées par toute industrie ne se libèrent jamais au claquement de doigt, à la simple fermeture des sites. Quand donc le site de Malville (Seveso, Salsignes, etc.) retrouvera sa virginité d'antan ? Puisque les anti-éoliens prennent si rapidement l'exemple du nucléaire pour dévaloriser les énergies renouvelables, ne faut-il pas rappeler certains faits incontournables ?

En France, les grandes étapes de la déconstruction d'une centrale nucléaire sont régies par le décret du 11 décembre 1963 modifié par celui du 19 janvier 1990. Ce texte impose à l'exploitant d'indiquer les diverses étapes de la fermeture de la centrale nucléaire et la remise en état du site en respectant des règles minimales de surveillance. Ainsi le démantèlement d'une centrale nucléaire se programme actuellement sur 50

ans. Pour une centrale nucléaire classique (8) d'une durée de vie de 30 années, l'empreinte écologique minimale est de 8 500 hectares-années. Il est évident que ce calcul n'intègre absolument pas les aires de stockage ultime des matériaux irradiés du fait même que leur période d'activité porte pour certains sur des dizaines de milliers d'années. Dans ces conditions, l'empreinte écologique calculée serait gigantesque, sans aucune comparaison possible avec d'autres industries ! A l'opposé, une éolienne dont les fondations ont une emprise au sol d'environ 100 m<sup>2</sup> se démonte totalement en quelques jours, sans grande pollution résultante des sites. Ces quelques chiffres montrent combien l'impact sur l'environnement dans la durée — le seul qui vaille — même de quelques dizaines de milliers d'éoliennes, est objectivement dérisoire devant celui d'une unique centrale nucléaire.

2/ Une tout autre interrogation est de savoir si notre mode de consommation énergétique occidentale, aussi condamnable qu'il soit, peut être comblé totalement par l'ensemble des énergies renouvelables. Evidemment, la question est si vaste, que je ne saurais ici la résoudre. Je me bornerai à énoncer quelques données facile-

**La sortie du nucléaire sera d'autant plus rapide que seront actionnés simultanément la maîtrise de nos consommations, le recours aux énergies renouvelables, et une sollicitation de la recherche dans ces domaines énergétiques alternatifs.**

(5) Ce pourcentage correspondra à une production éolienne d'environ 25 à 30 TWh/an. Un réacteur de 900 MW a une production annuelle nette d'environ 5,7 TWh.

(6) Voir Bella et Roger Belbéoch, *Sortir du nucléaire*, c'est possible avant la catastrophe, 1995, Esprit frappeur, Paris.

(7) En référence au livre de M. Wackernagel et W. Rees, *Notre empreinte écologique*, 1999, Les Editions Ecosociété, Montréal.

(8) Sur le modèle de celle de Cruas, soit 4 réacteurs REP de 900 MW.



ment contrôlables en guise d'éléments de réflexion.

En ces temps électoraux incertains, l'Autriche se rappelle à nos bons souvenirs ! Ce pays dont la densité humaine est comparable à la nôtre, produisait en 1999 près de 80% de son électricité par des renouvelables alors qu'en France on en était à peine à 15%. La réglementation sur le chauffage électrique (9) y est si contraignante que dans les faits il est pratiquement impossible de choisir un tel mode de chauffage. De plus, le gouvernement autrichien vient de prendre des mesures similaires pour le chauffage au fuel... Aussi, 150 000 m<sup>2</sup> de capteurs solaires y sont installés par an, alors que la France est sur des bases dix fois moindres et culmine péniblement avec un parc d'environ 400 000 m<sup>2</sup> de capteurs installés (10). Et il ne viendrait vraiment à l'esprit de personne de dire que le niveau actuel de vie des Autrichiens est inférieur au nôtre... Cette rapide comparaison montre qu'avec une volonté politique réelle et soutenue, il est bien sûr possible à nos sociétés occidentales de sortir de l'ère paléocalorifique sans pour autant heurter l'ensemble de nos concitoyens insouciant ou/et égoïstes. A l'aune de l'exemple autrichien, il est évident que cette sortie totale sera d'autant plus rapide si les trois leviers suivants sont actionnés simultanément : la maîtrise de nos consommations (11), le soutien à l'industrie émergente des énergies renouvelables, et enfin une vive sollicitation de la recherche dans ces domaines énergétiques alternatifs.

3/ En septembre 1997, la norme européenne ISO 14040 était homologuée en France. Son domaine d'application, comme indiqué en son titre, est le «management environnemental» (Ouf!). L'intérêt fondamental de cette norme est qu'elle établit les principes et un cadre méthodologique pour les «analyses du cycle de vie» (ACV) (12) d'objets ou de systèmes de production. Aujourd'hui, cette récente notion est encore loin d'avoir pénétré les esprits français (13).

Toute production d'énergie induit diverses charges écologiques (occupation d'espace, émission de rejets dangereux, consommation d'énergie primaire, perturbation du cycle de l'eau, etc.) que seule une ACV détaillée et circonspecte permet de mesurer exactement. Cette approche est



DLI  
Eoliennes géantes offshore.

# Analyse du cycle de vie

L'«Analyse de cycle de vie» (ACV) est une technique d'évaluation de l'empreinte écologique d'un produit tout au long de sa vie, depuis l'acquisition des matières premières nécessaires à sa production, son utilisation jusqu'à sa destruction. La figure suivante synthétise l'ensemble des fonctions analysées dans une ACV. Mais suivant les caractéristiques physiques du produit (nature, dimension, durée de vie), certains domaines d'exploration de l'ACV peuvent être privilégiés. Dans le cas d'un emballage, l'étude critique de la phase post-utilisation est essentielle. A l'inverse pour des produits à longue durée de vie, générateurs d'impacts durant leur usage, c'est la phase d'utilisation qui sera prépondérante.

## Principe d'analyse du cycle de vie d'un produit

Les impacts environnementaux étudiés portent généralement sur l'utilisation des ressources primaires (matière première, énergie, eau, etc.) et sur leurs conséquences notamment en terme de santé publique.

Une ACV ne traite donc pas des aspects économiques ou sociaux (conflit d'intérêt, phénomène de mode, etc.) d'un produit. En cela elle se détache de la relativité de la société humaine pour rechercher une certaine positivité matérialiste. Ainsi pour connaître l'écobilan d'un kilo d'acier, il faudra connaître des données objectives : la quantité de minerais à extraire, l'énergie nécessaire à l'extraction, à son transport, à sa purification (soit en unité physique classique (kWh, Tep, etc.), soit en unité de travail humain), mais jamais de l'état fluctuant du marché financier (cours de la bourse, taux de change, spéculation, etc.), des soutiens économiques à la filière (subvention déguisée ou non, défiscalisation, etc.), voire des inégalités sociales (salaires, statuts des ouvriers, etc.), toutes choses très difficiles à maîtriser au présent et à comparer entre pays et dans le temps.

La finalité d'une ACV est d'apporter des informations pertinentes et comparatives sur un produit en vue d'une quelconque prise de décision. Ainsi suivant la destination de cette étude, l'ACV peut intervenir sur les ventes d'un produit, l'amélioration d'un processus de fabrication, le rejet d'une solution technique, etc.

Si l'intérêt d'une telle démarche est réelle tant pour les industriels que pour les consommateurs (du produit en question au consommateur du vaisseau planétaire), il demeure que sa réalisation est aujourd'hui souvent difficile à mettre en œuvre. Plus la complexité du produit analysé est grande et plus l'ACV sera longue à cerner. Un monde sépare l'ACV des épingle à nourrice, par exemple, et celle des

fusées Ariane 5. La priorité consiste toujours à bien délimiter le système d'étude. Ainsi, étudie-t-on simplement l'objet strict (épingle à nourrice) ou bien un ensemble plus complexe qui produit cet objet (l'ensemble de la filière métallurgique qui aboutit entre autres à cette épingle à nourrice). Pour diminuer certaines de ces difficultés, voire pour répondre aux principales préoccupations des mandants, ces ACV peuvent aussi cibler un registre d'étude plus succinct et donc plus facile à maîtriser : par exemple, le cycle de l'eau mis en jeu par un produit, celui du carbone sous sa forme dioxyde (CO<sub>2</sub>), etc.

Le contenu énergétique est aussi une approche mono critère de ces ACV. L'évaluation complète des énergies consommées par un produit sur l'ensemble de son cycle de vie est encore peu courante. L'étiquette «Label Energie» qui repère les appareils électroménagers en fonction de leur consommation d'électricité par une lettre de A à G va dans ce sens. Malheureusement ce dispositif est très limité et ne s'attache qu'à la période d'utilisation. La prise en considération de plus en plus souhaitée des déchets de toutes natures et notamment des gaz de combustion, ainsi que la raréfaction programmée des sources fossiles d'énergie imposeront à terme de tels labels sur tous les produits et porteront sur l'ensemble de leur cycle de vie. Dans une approche holistique des problèmes énergétiques, la connaissance de la consommation, même réduite, d'un produit à faible durée de vie n'est guère essentielle si par ailleurs ce même produit exige beaucoup d'énergie pour être fabriqué puis recyclé en fin de vie, de grandes quantités de pétrole pour l'élaboration de ses matières plastiques ou pour le transporter, etc.

essentielle dans une comparaison objective des différents systèmes producteurs d'énergie. Nous

connaissons les raisons profondes qui orientent actuellement nos choix de produits énergétiques. Du particulier à l'Etat, ces logiques ne relèvent finalement que du registre économique. Depuis les décisions électronucléaires sous Pompidou jusqu'à la protestation régulière des automobilistes sur le prix des carburants, toutes nos politiques énergétiques se cantonnent sur un court terme financier et

très conjoncturel. Les rapports sociaux, la politique, l'économie, etc. sont évidemment des éléments fondamentaux d'une société

(9) Une aberration en terme de cycle thermique.

(10) Voir MM. Claude Birraux et Jean-Yves Le Déaut, L'état actuel et les perspectives techniques des énergies renouvelables, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Paris, 2001, pages 120 et suivantes.

(11) Il est par exemple inadmissible que notre consommation électrique augmente régulièrement en France de 2 à 3% par an alors qu'en Suisse, pays de structures sociales et macro-économiques comparables, celle-ci a tendance à diminuer.

(12) Voir encadré ci-dessus.

(13) Voir encadré ci-contre.

mais biaisent dès la racine toute vision critique sur la pertinence «durable» d'un choix technologique.

Dans le secteur électrique, ces ACV sont particulièrement éclairantes (14) ! Elles permettent de comparer objectivement les différentes filières et de calculer les temps de retour énergétique (15) de chaque système. Sans sous-évaluer les autres écobilans partiels (sur le CO2 rejeté, le cycle de l'eau, etc.) ou les impacts environnementaux annexes, il est capital dans le domaine de l'énergie (électrique ou non) de connaître précisément le temps mis par un système à être excédentaire en énergie. A quoi bon produire de l'énergie, si l'énergie produite ne couvrira jamais (ou tardivement) celle qui a été nécessaire à la constitution du système de production ? Dans nos sociétés non conviviales (capitaliste, communiste, dictatorial, etc.), certains groupes de pression (industriels, banquiers, etc.) conçoivent encore des systèmes obsoletés producteurs d'électricité, avec des rendements énergétiques globaux catastrophiques, simplement parce qu'ils sont rentables sur le plan économique à court terme. Mais qu'il arrive alors une grave perturbation (catastrophe, guerre, ouverture du marché, etc.) dans cette réalité socio-économique et l'équilibre de ces systèmes énergétiques bascule du fait de leur faible pertinence technologique. A l'opposé, certaines nouvelles filières électrogènes basées sur les énergies renouvelables présenteraient des temps de retour énergétique extrêmement faibles mais ne peuvent apparaître à cause d'une situation économique peu propice (monopole, dumping des énergies concurrentes, industrie émergente, seuil de production, etc.).

Ainsi, des études danoises (16) ont montré que les temps de retour énergétiques des éoliennes sont de trois ou quatre mois suivant les régimes de vent où elles étaient placées, et qu'elles produisaient au cours de leurs vies 80 fois l'énergie initialement mobilisée par elles. Performance inégalée par tous les autres systèmes de production électrique. En tout cas sans aucune commune mesure avec les résultats nets de l'énergie nucléaire dont les temps de retour énergétiques des réacteurs est de quelques années, et avoisinent même pour certains chercheurs la dizaine d'années (17) ! Ainsi, ces centrales nucléaires qui apparaissent pour beaucoup comme incontournables produisent au terme de leur existence environ 6 fois l'énergie nécessaire à leur construction et à leur fonctionnement. Tout cela, bien sûr, si aucun



Petites éoliennes en Mongolie.

**Une éolienne produit au cours de sa vie 80 fois l'énergie initialement mobilisée. Performance inégalée par les autres systèmes de production électrique. Un réacteur nucléaire ne produit au terme de son existence qu'environ 6 fois l'énergie nécessaire à sa construction et à son fonctionnement.**

accident grave ne vient perturber ce bilan énergétique et qu'on considère que tous les problèmes de démantèlement et de gestion des déchets sont totalement connus et maîtrisés pour les quelques siècles à venir !

4/ «Chaque nouvelle technologie technique est beaucoup plus qu'un moyen ; elle est une puissance culturelle. [...] Les technologies modèlent les sentiments et façonnent les conceptions du monde» (18). Les énergies renouvelables n'échappent pas à cette évidence. De par le simple fait de la multiplication des sources énergétiques, elles favorisent un type de société décentralisée où chacun est appelé à une plus grande responsabilité dans sa consommation, envers son environnement et les générations futures. Aux portes du village, l'éolienne, par sa présence, imposera inévitablement des questions fondamentales sur notre avenir énergétique. Chacun assumera alors ses choix énergétiques et

leurs conséquences, notamment sur son paysage chéri et coutumier, sans aliéner, là-bas, de plus opprimés. Qu'une période de calme plat advienne, et les interrogations fuseront

comme à la suite d'une marée noire mais avec ô combien moins de désagrément. Nul doute que cette technologie éolienne apportera une brise de conscience dans nos sociétés aveuglées et que, peu à peu, certaines notions d'émancipation spirituelle s'ancreront. Le Swadeshi, «Le fait de nous restreindre à l'usage et aux ressources de notre environnement immédiat» cher au mouvement gandhien, souvent symbolisé par un rouet à l'allure messianique (19), le Charka, deviendra alors un des fondements de nos civilisations libérées.

Christian Maillebouis ■

(14) Faute de lecture en français, voir *Impactos ambientales de la producción eléctrica. Analisis de Ciclo de Vida de ocho tecnologías de generación eléctrica*, 2000, IDAE, Madrid. Voir aussi R. Frischknecht, *Ökoinventare von Energiesystemen, Grundlagen für den Ökologischen Vergleich von Energiesystemen und den Einbezug von Energiesystemen in Ökobilanzen für die Schweiz*, 1996, EPF de Zurich.

(15) Durée au bout de laquelle la production d'énergie du système (par exemple l'éolienne) équivaut à celle nécessaire à sa fabrication, sa maintenance et son démantèlement. Le calcul de cette durée intègre évidemment la puissance électrique nette des systèmes, ainsi la comparaison du temps de retour énergétique d'une petite cellule photovoltaïque de quelques watts avec celui d'une centrale nucléaire est tout à fait valable et instructive.

(16) Voir [www.windpower.dk](http://www.windpower.dk) et [www.risoe.dk](http://www.risoe.dk).

(17) La précision du chiffre dépend de la durée de vie de la centrale, des techniques encore très incertaines employées pour le démantèlement et de la gestion des déchets, etc.. Autant d'incertitudes qu'il n'autorisent de donner qu'un ordre de grandeur approximatif.

(18) Wolfgang Sachs, «La technologie, cheval de Troie du développement» dans *L'écologiste* n°6, hiver 2001.

(19) N'a-t-il pas une vague ressemblance avec une éolienne ?

## Ecobilan

En Allemagne, le terme synonyme des ACV, «Ökobilanz», est plus connu et a bénéficié de quelques travaux remarquables ayant eu un vif écho médiatique. L'étude la plus réputée est celle de Stefanie Bäge du département des transports de l'Institut Wuppertal qui a mis en évidence le volume de déplacement considérable généré par les yaourts aux fraises. Chaque yaourt représente une accumulation de voyages d'environ 8000 km pour l'ensemble de sa fabrication. Personne n'ignorait que les matières premières (carburants, métaux, plastiques, etc.) et les fruits voyagent d'un bout à l'autre du monde, mais les Allemands sous-estimaient totalement la complexité extravagante de ces échanges. A la suite de cette révélation, de nouveaux yaourts aux fruits, à basse consommation énergétique, furent proposés et obtinrent une juste reconnaissance des consommateurs. Depuis, les écobilans se multiplient à la satisfaction de tous.

On peut imaginer que dans une société future, pleinement responsable de son avenir, les étiquettes des pots de yaourts indiquent conjointement le nombre de calories du met et celui nécessaire à sa production, sa teneur en eau et les quantités de liquides utilisées en amont de sa consommation, etc. Cette information permettra au consommateur de raisonner ses achats et influencera, en amont, les filières de fabrication. Aujourd'hui, le consommateur est malheureusement dans une ignorance quasi totale de ces processus techniques de fabrication et les abus des industriels ne sont contrôlés qu'à l'aune de la rentabilité marchande. On retrouve là un souci voisin du mouvement «De l'éthique sur l'étiquette». Ainsi pour des sociétés riches comme les nôtres, contre toute raison écologique, est-il encore plus avantageux de gaspiller de grandes quantités d'eau ou d'énergie pour obtenir des produits à haute valeur ajoutée ou de fortes diffusions que de rechercher des alternatives durables...

Il est assez facile, voire même intuitif, de comparer actuellement les ACV de produits simples, peu transformés comme par exemple les fruits et légumes. La connaissance du lieu et de leur période naturelle de culture permet de tirer rapidement un premier bilan énergétique très instructif sur le choix entre fruits exotiques ou locaux, entre légumes de serre ou de saison, etc (voir «Du pétrole dans votre assiette» Silence n°268, mars 2001). La difficulté augmente quand le produit devient un objet manufacturé, et la complexité du système étudié se répercute évidemment sur son ACV. Il n'empêche que ces écobilans doivent devenir incontournables et présider à nos choix consuméristes

Après le 11 septembre

# Energies et paix

Au moment où l'on constate que les centrales nucléaires sont des cibles parfaites pour le terrorisme, on peut s'interroger sur les alternatives énergétiques en terme de sécurité.



*Pour assurer l'autonomie de ses bases militaires disséminées dans de nombreuses îles du Pacifique, l'armée américaine est en train d'y installer un grand nombre d'éoliennes pouvant ainsi assurer l'autonomie au moins partielle des installations. Les militaires plus innovants que les pacifistes ?*



Site AREVA au cap de La Hague : une belle cible !

**P**our vivre en terme de sécurité énergétique, il faudrait d'une part que l'approvisionnement énergétique de chacun soit garanti, d'autre part que l'on ne puisse que difficilement saboter ou détruire les installations productrices d'énergie.

## Indépendance nationale ?

Nous dépendons actuellement des sources d'énergie suivantes : pétrole, nucléaire, gaz, charbon, hydraulique, bois et marginalement géothermie, solaire et éolien.

Le concept qui a justifié le recours au nucléaire était d'être moins dépendant des sources d'approvisionnement du pétrole et du gaz.

Concernant le gaz, nous avons eu jusqu'à maintenant une source hexagonale avec les exploitations de Lacq (Pyrénées-Atlantiques), mais ces réserves sont en voie d'extinction et nous importons de plus en plus (principalement d'Algérie et de Russie).

Notre implication dans la politique algérienne nous a permis jusqu'à maintenant de maintenir coûte que coûte les importations de ce pays pourtant en guerre civile depuis dix ans.

Concernant le pétrole, il existe quelques puits de pétrole en métropole, mais c'est une goutte dans la mer de nos besoins : nous sommes totalement dépendants de nos importations. Les experts en géopolitique montrent que presque la totalité des conflits du 20e siècle est liée au contrôle de l'or noir. Un moyen de contrôle que nous avons mis en place est d'implanter nos propres sociétés à l'étranger, sous le couvert de l'unique multinationale TotalFinaElf avec toutes les conséquences que cela a sur les droits de l'homme au niveau local : la gauche comme la droite ont toujours estimé que l'exploitation la plus sûre du pétrole passe par le soutien aux dictatures locales.

*Notre "indépendance" énergétique passe par le soutien aux pires dictatures.*

Concernant le nucléaire, EDF et Areva maintiennent vivant le mythe de l'indépendance de cette énergie. On se demande bien avec quels arguments. Si les réacteurs producteurs d'électricité sont bien implantés sur le territoire français, 100 % de l'uranium qui les font fonctionner est importé (principalement du Canada et du Niger). Là aussi, une prise de contrôle dans les sociétés d'exploitation du minerai permet de s'assurer une certaine sécurité dans l'alimentation continue en uranium. L'échec de la filière surgénératrice, en France comme ailleurs, met un terme au rêve d'une plus grande indépendance en exploitant le plutonium.

Concernant le charbon, il existe encore des réserves en France, mais, comme pour l'uranium, le marché a poussé à importer le charbon plutôt que d'exploiter des mines chez nous. Uranium et charbon ont le même défaut : les conditions d'extraction dans les mines sont excessivement difficiles, provoquant des maladies professionnelles à l'échéance fatale.

L'uranium, le gaz, le charbon et le pétrole sont des ressources non renouvelables. Pour le pétrole, les compagnies estiment qu'entre 2010 et 2025, le coût d'exploitation va s'enlever du fait de sa raréfaction. Pour l'uranium, en supposant que le nucléaire reste à son niveau, ce seuil de raréfaction est positionné vers 2050. Il est beaucoup plus discuté pour le gaz (entre 2015 et 2100) et surtout pour le charbon (entre 2100 et 2400).

La géothermie semble bien limitée, sinon comme possible source de chaleur réversible pour des stockages intermédiaires.

L'hydraulique qui assure une part non négligeable de notre électricité (entre 16 et 19 %) est totalement locale, et également totalement renouvelable. Le bois est aussi issu de notre territoire et, bien exploité, est aussi une énergie renouvelable. Le solaire et l'éolien sont sans doute les ressources les plus indépendantes : elles sont réparties sur l'ensemble du territoire et n'importe qui peut, en théorie, en profiter. Elles sont renouvelables.

# Risques terroristes

Après le 11 septembre, le scénario d'un avion s'écrasant sur une centrale nucléaire a été beaucoup médiatisé. Le pire scénario actuellement serait effectivement un avion gros porteur s'écrasant sur l'usine de traitement des déchets de La Hague, mais d'autres scénarios sont tout aussi effrayants. N'importe quel réacteur ainsi ouvert lâcherait dans l'atmosphère un nuage radioactif mortel. Même Superphénix, pourtant en démantèlement, pourrait être une cible intéressante : le stockage du plutonium du cœur se fait dans un bâtiment annexe du réacteur, bien moins solide que le réacteur lui-même. Enfin, il faut citer les centres de recherches nucléaires souvent situés, comme à Grenoble, en pleine ville.

Une deuxième catégorie de risques concerne le sabotage de l'intérieur. A l'automne 2001, en pleine alerte Vigipirate, les équipes de la DGSE (1) ont réussi à rentrer jusqu'au cœur des réacteurs lors de la moitié de leurs tentatives. Ceci montre qu'une équipe bien préparée peut atteindre la salle de commande d'un réacteur. Il y a encore plus simple : acheter avec une bonne somme d'argent, l'un des salariés qui travaillent dans une telle salle de commande. Des tentatives de sabotage ont déjà eu lieu, sans conséquences graves pour le moment.

Hors les centres de production, le vol de matières nucléaires peut permettre la contamination de zones sensibles. Dans les années 70, un chantage au plutonium a eu lieu aux USA, avec finalement la contamination réelle d'un réservoir d'eau dans une grande ville, heureusement détectée à temps. On peut imaginer mille façons d'utiliser des matières radioactives, une pollution radioactive est un excellent moyen de provoquer une panique qui peut en elle-même être plus dramatique que la pollution elle-même.

Pour les terroristes en herbe, il est facile de se procurer des matières radioactives dans les sites de stockage : nombreux sont ceux qui ne sont que faiblement surveillés, quand ils n'ont pas tout simplement été oubliés. Le recensement de l'ANDRA (2) à ce sujet est significatif : toutes les années, son répertoire présente de nouveaux lieux de stockage.

Le pétrole n'est pas en reste. Près de chaque raffinerie, il y a d'importants stocks d'hydrocarbures qui eux aussi ne résisteront pas à la chute d'un avion. Ils ne sont d'ailleurs pas prévus pour résister à grand-chose quand on voit que, régulièrement, des incendies provoquent des explosions dans ces cuves. Les conséquences sont moindres, mais le petit nombre de raffinerie en France fait qu'un commando bien organisé peut

rapidement bloquer l'approvisionnement en multipliant les attaques.

Du côté du gaz, il existe d'importants stocks de gaz souterrain. Il est sans doute possible d'en faire exploser un. On peut facilement les repérer sur une carte détaillée en remontant les gazoducs. Mais ils sont généralement dans des sites isolés. Si l'explosion serait spectaculaire, elle aurait toutefois peu de poids politique.

Autres attaques possibles : le réseau électrique. Comme il est impossible de surveiller les milliers de kilomètres de lignes, il est très facile pour un groupe organisé de provoquer un court-circuit général en s'attaquant à quelques pylônes dispersés sur tout le territoire. Là aussi, les pylônes sont faciles à repérer sur une carte. Certains pylônes situés en montagne ont été installés par hélicoptère et leur remplacement peut être assez long.

Un temps largement suffisant pour déstabiliser un pays. Sans électricité, plus rien ne marche : les pompes à essence ont besoin d'électricité, tout comme la plupart des circulateurs dans les chauffages, etc.



**Une politique cohérente de défense civile devrait veiller à décentraliser au maximum les sources d'énergies.**

## Renouvelables : centralisées ou non ?

Actuellement, la tendance pour les énergies renouvelables est aux centrales éoliennes offshore, certains projets à l'étranger dépassent en puissance la taille de nos centrales nucléaires (1000 MW). S'il semble peu intéressant de faire s'écraser un avion sur une telle centrale, cela ne change rien concernant la fragilité d'un réseau national d'électricité.

A une échelle moindre, le développement des toits solaires (type Hespul), par le choix d'utiliser le réseau comme mode de stockage de l'électricité produite laisse le producteur également intégré dans la fragilité générale du réseau (3).

## Economies et décentralisation

Il faut souligner que la mise en place de réseaux de très grande ampleur, interconnectés dans toute l'Europe fait qu'un sabotage peut avoir des conséquences à très grande échelle. Elle a aussi comme conséquence que son mode de régulation échappe aux citoyens. Ce réseau, géré par une mégastucture, publique pour le moment en France, est sous le contrôle d'un Etat de plus en plus éloigné de la population. La démocratie y a peu de prises. La France, avec un seul distributeur d'électricité pour l'instant (EDF) comme l'Italie (avec l'ENEL) sont les pays

qui peuvent le plus se passer d'un débat sur l'énergie. Dans d'autres pays européens, la situation est différente : en Allemagne, il existe une dizaine de distributeurs, aux Pays-Bas également. En créant de la concurrence, on crée aussi du débat démocratique.

La plus grosse différence semble être toutefois au niveau de la production. Alors qu'en France, les producteurs d'énergie sont extrêmement concentrés (EDF, TotalFinaElf et quelques autres), dans d'autres pays, la production est extrêmement multiple (en France, cela reste le cas dans la micro-hydraulique).

Si le souci du service public peut conduire à vouloir maintenir un réseau unique, le désir démocratique devrait chercher à favoriser, à multiplier les sources de production. Aux Pays-Bas et au Danemark, il existe ainsi des centaines de coopératives dont la moitié appartient à des intérêts privés, l'autre à des syndicats intercommunaux.

Raisonner en terme d'énergie au niveau d'une communauté de communes permet non seulement d'assurer une meilleure sécurité en diversifiant les sources d'énergie (plus de pannes générales), mais permet aussi d'intéresser le citoyen directement à la question énergétique. Cela a immédiatement une conséquence : le débat démocratique et la responsabilisation du citoyen au niveau local favorisent les économies d'énergie. Cela évite d'avoir recours à de l'électricité quand d'autres moyens énergétiques sont possibles (en particulier pour le chauffage).

Or, les économies d'énergie atteignent le degré absolu de sécurité : rien n'est plus difficile à saboter qu'une consommation qui n'existe pas ! Rien n'est plus difficile à contrôler qu'une personne qui a peu de besoins.

## Sortir du nucléaire...

Une politique cohérente de défense civile dans le domaine de l'énergie devrait donc veiller non seulement à éviter la concentration d'un potentiel dangereux, et en cela il faut sortir au plus vite du nucléaire, mais également à décentraliser au maximum les sources d'énergie, y compris renouvelables. Il faut favoriser au maximum l'équilibre énergétique au niveau local. Quand on combat les centrales nucléaires, il faut tout autant dénoncer le nucléaire que les centrales.

Michel Bernard ■

(1) Direction générale des services extérieurs, le contre-espionnage français.

(2) Agence nationale de surveillance et de gestion des déchets radioactifs.

(3) A l'inverse, les éoliennes et les photopiles avec stockage en dehors du réseau posent un problème environnemental : actuellement, la régulation entre la production et la demande se fait par l'intermédiaire de batteries qui sont hautement polluantes. une alternative, parfois possible, est la remontée d'eau entre deux petits barrages avec une turbine microhydraulique pour récupérer l'énergie stockée.

## Petites phrases

«Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement».

Michel Fabiani, président de BP France, rencontres parlementaires sur l'énergie, 11 octobre 2001.

## PHILIPPINES Choix des renouvelables

La province de Negros envisageait la construction d'une centrale au charbon de 50 MW pour alimenter la commune de Pulupandan en électricité. La centrale charbon était proposée par le groupe franco-anglais Alstom et aurait utilisé du charbon australien. Depuis 1998, des associations locales dont Greenpeace ont mené une campagne «choisissez l'énergie positive». En juin, Greenpeace a équipé une école locale de panneaux photovoltaïques pour une puissance de 75 kW. Le 6 août dernier, le gouvernement philippin a annoncé officiellement qu'il donnait son accord au plan alternatif proposé par les écologistes. Greenpeace estime que cet accord doit servir d'exemple aux pays signataires des accords de Kyoto sur le climat afin d'opter pour des énergies propres. Greenpeace, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél : 01 44 64 02 02.

## Eolien

■ **Danemark : participation locale.** Dès le début du développement des éoliennes, de nombreuses formes juridiques ont été mises en place : les coopératives de particuliers possèdent aujourd'hui 567 MW soit 24 % de la puissance installée, les propriétaires particuliers possèdent 1388 MW soit 60 %, les sociétés génératrices d'électricité possèdent 352 MW (15%). Ces dernières sont souvent gérées par une ou des communes. Certaines communes assurent aujourd'hui 100 % de leur électricité par les éoliennes. (CLER-infos, mars 2002)

■ **Danemark : concert de Jean-Michel Jarre.** Le 7 septembre, Jean-Michel Jarre a donné un concert géant dans un champ d'éoliennes à Alborg, au nord du Danemark. Il s'agissait pour lui de symboliser où se trouve l'avenir de la planète.

■ **Eoliennes et environnement.** L'ADEME, agence de l'environne-

ment, et le CLER, Comité de liaison énergies renouvelables, diffusent une brochure regroupant six fiches sur l'impact sonore, le paysage, le milieu naturel, la sécurité, les aspects économiques des éoliennes. CLER, 2B, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 55 86 80 00.



■ **Petite éolienne.** Il existe une autre forme de petite éolienne constituée d'une double hélice en forme de sinusoïdale (forme en huit) autour d'un rotor vertical. Chaque pale a une surface qui représente les 2/3 d'une surface sphérique imaginaire. Cela permet d'avoir des pales plus petites et de diminuer le bruit provoqué essentiellement par le bout d'une pale traditionnelle. Cette nouvelle éolienne appelée Twinpower peut développer des petites puissances de 900 à 1800 watts. Elle peut servir comme chargeur d'accus, sur un bateau, etc. Trifontaine, 5, rue des Genêts, 34980 Saint-Clément-de-Rivière, tél : 04 99 61 42 30.

■ **Marne : éolienne individuelle.** La plus grosse éolienne de France (1,5 MW) a été mise en route début septembre chez Hervé Huet, un agriculteur de la Marne. Après trois ans de

Hervé Huet, devant son éolienne.



## Les éoliennes bien acceptées !

Anti-éoliennes, ces machines seraient des monstruosité pire que les réacteurs nucléaires. EDF, toujours à la pointe de la désinformation, écrit dans ses documents sur l'environnement qu'elle aide à l'implantation d'éoliennes dans d'autres pays où l'opinion y est plus favorable qu'en France... Belles manipulations !

Pour en avoir le cœur net, l'ADEME a fait faire une vaste enquête sur 2500 personnes représentatives des différentes régions et complétée par la même enquête sur 300 personnes du département de l'Aude, département où se trouvent la grande majorité des éoliennes françaises. Les résultats sont éloquentes.

84 % des Français savent ce qu'est l'énergie éolienne, ce taux monte à 99 % dans le département de l'Aude.

95 % des Français sont pour le développement de cette forme d'énergie, 98 % dans le département de l'Aude.

69 % des Français ont déjà vu des éoliennes en fonctionnement, en France ou à l'étranger.

96 % des Français la jugent positive sur le plan écologique et 89 % intéressante sur le plan de l'indépendance énergétique. 86 % sont favorables à l'implantation de parcs éoliens sur leur commune. Ces taux sont les mêmes dans l'Aude.

Le seul inconvénient avancé spontanément par 44 % des Français et 63 % lorsqu'on leur suggère est le côté esthétique. Mais cette tendance s'inverse chez ceux qui ont vu des éoliennes. Dans l'Aude, les éoliennes sont jugées esthétiques par 55 % des sondés contre 36 % au national.



Eoliennes dans l'Aude.

montage du dossier, le chantier a duré trois mois. L'éolienne de 270 tonnes, fait 85 m au rotor, 125 m en haut de pale. L'agriculteur, qui se réclame de droite, y voit là un investissement intéressant pour un agriculteur. L'éolienne a coûté 1,8 million d'euros et produit de quoi alimenter 600 foyers. Elle sera donc remboursé en principe en sept ans. 12 % du prix a été prix en charge par l'ADEME, 12 % par la région, le reste relève d'un prêt bancaire.

■ **Charente : Une éolienne à La Rochelle.** L'atelier d'architecture CREA a mené une campagne d'information en faveur de l'implantation d'une éolienne géante à La Rochelle. Cela a donné naissance à la société «L'éolienne» dont le montage financier donne une large place aux résidents et aux entreprises locales. La société prévoit la construction d'une éolienne de 2 MW. Celle-ci devrait être opérationnelle en 2003, la municipalité ayant donné son accord. L'éolienne sera visitable par le grand public. Les bénéfices dégagés par la vente du courant électrique seront reversés à des organismes faisant de la recherche dans le domaine des énergies renouvelables. CREA, 22, rue Eugène-Thomas, 17000 La Rochelle, tél : 05 46 41 40 70.

■ **Finistère : Eolien coopératif.** Un GAEC de Saint-Thégonnec, groupe-ment agricole coopératif, souhaitant diversifier son activité et tirer un reve-

nu d'appoint de l'exploitation du vent, a contacté l'association *Avel Pen ar bed* pour mener une démarche de concertation locale. Une quarantaine de personnes ont ainsi participé au protocole d'étude et un guide a été réalisé déterminant le positionnement et le nombre de machines sur le site. Une trentaine de personnes se sont alors fédérées pour investir collectivement dans une des machines. Ce sera la première éolienne coopérative de France. *Avel pen ar bed*, tél : 02 98 37 89 29.

## Roule ma fleur

Afin de développer une filière de bio-carburant s'appuyant sur la production d'huile de tournesol, une association s'est mise en place qui cherche à faire se rencontrer des automobilistes qui veulent essayer d'autres carburant que ceux venant du pétrole, des agriculteurs qui peuvent fournir les graines de tournesol, des éleveurs qui veulent utiliser le tourteau de tournesol en remplacement du soja américain. *Roule ma fleur*, Thomas Plassard, mas Rouchet, 48400 Florac.



# Pour une Europe sans armée



Une importante réunion s'est tenue les 20 et 21 avril dernier à Valence, dans la Drôme, pour lancer une campagne européenne en faveur de la démilitarisation. Une occasion de faire le point sur la situation en Europe et ailleurs. Le mouvement allemand DFG fait actuellement campagne pour une réduction de 5 % chaque année du budget militaire du pays. En Italie, la mobilisation porte contre un salon équivalant à celui d'Eurosatory. En Espagne, après avoir eu jusqu'à 50 % d'objecteurs à la conscription, le mouvement poursuit son action en faveur de l'abolition de l'armée de métier. En Finlande, où la conscription existe, le mouvement est toujours au soutien aux réfractaires. En Russie, le débat porte sur la reconnaissance du droit à l'objection, alors que les jeunes sont envoyés de force en Tchétchénie. En Bosnie, Serbie, Albanie, Biélorussie, Géorgie, Azerbaïdjan, Macédoine, le combat porte aussi sur le droit à l'objection. La Turquie et Chypre ont vu naître des mouvements antimilitaristes. En Grande-Bretagne, des campagnes très actives sont menées contre le commerce des armes, contre les exportations militaires, contre les sous-marins nucléaires, etc. Dans les pays de l'Est candidats à l'entrée dans l'Union européenne, ce droit doit être reconnu. Il faut savoir en effet que ce droit a été reconnu par le Parlement européen en 1983 et par l'ONU en 1987.

Pour rappel, le premier statut d'objecteur de conscience remonte à 1916 en Grande-Bretagne (en pleine guerre) suivi en 1917 par le Danemark, en 1919 par la Russie... mais cela sera supprimé par Staline ensuite.

Un moyen de lutter pour une Europe sans armée serait de faire en sorte que les jeunes n'acceptent pas d'aller travailler dans une armée de métier. En Belgique, cette méthode connaît un certain succès : la conscription a été supprimée en 1992 et depuis la moyenne d'âge des militaires est en constante hausse. En France, cela veut dire concrètement intervenir au niveau de l'Éducation nationale pour empêcher la propagande de l'armée dans les établissements scolaires, cela signifie aussi d'obtenir que le statut d'objecteur puisse s'appliquer à la journée obligatoire entre 16 et 18 ans en s'appuyant sur le fait que les sanctions prévues en cas d'absence à cette journée sont en contradiction avec le préambule de la Constitution qui instaure la liberté d'opinion.

Il s'agit de terme d'empêcher la naissance d'une armée européenne qui se dessine à travers la progression de l'OTAN. Cela peut sembler bien utopique et pourtant rien n'est évident. Sur les dix dernières années, la Gambie qui n'avait pas d'armée en a mis en place une... avec comme conséquence immédiate qu'un jeune lieutenant a fait un coup d'État. Par contre, pendant la même période, deux pays ont supprimé leurs armées : le Panama et Haïti. Il y a actuellement 27 pays sans armée dans le monde, soit un pays sur sept représenté à l'ONU. Beaucoup sont en Océanie. Le plus grand est l'Islande, les plus peuplés Haïti (7 millions d'habitants) et le Costa Rica (4 millions). Ce dernier pays a directement conseillé Haïti et Panama pour les aider à supprimer leurs armées. Sur ces 27 pays, 26 sont démocratiques, la seule exception étant le Vatican. Ces 26 pays (hors Vatican donc) présentent une autre particularité : la condition des femmes y est bonne, tout comme les services sociaux et la situation économique, ce qui tend à prouver que l'armée est d'abord masculine et coûteuse.

On peut en savoir plus auprès de l'Union pacifiste de France, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél : 01 45 86 08 75.

## Marchands d'armes

■ **USA : généreux.** Pierre Falcone, marchand d'armes impliqué dans le trafic avec l'Angola, ami du fils Mitterrand, n'entretient pas



qu'en France de bonnes relations avec les politiciens : lors de la dernière campagne de Bush, ce dernier a bénéficié d'un don de 100 000 \$ de la part d'une société dirigée par la femme de Pierre Falcone.

■ **A qui profite le crime ?** Entre 1988 et 2001, les ventes d'armes US sont passées de 16 % à près de 50 % des ventes mondiales. Ceci s'explique

par le maintien du niveau de ventes pour les USA alors que les commandes mondiales sont en baisse depuis 1988 passant de 46 milliards de dollars à seulement 15 aujourd'hui.

■ **USA : ruée sur les armes.** Pour les six mois qui ont suivi les attentats du 11 septembre, le FBI a enregistré 455 000 demandes de port d'armes. Une tendance nettement à la hausse. La constitution américaine qui date du temps des cow-boys autorise explicitement le port des armes. Tout le monde est d'accord pour dire que la multiplication des armes à feu, multiplie les crimes violents, mais le lobby des armes arrive pour le moment à bloquer tout projet de modification de la Constitution. En 2000, les armes à feu sont à l'origine de 26 800 décès au USA. En Grande-Bretagne où la législation sur les armes est plus rigide, rap-

porté à la population, on compte six fois moins de meurtres. Au Japon où le port d'armes est limité aux seuls tireurs d'élites, il n'y a eu que 28 morts par armes à feu en 1999. (*Courrier international*, 21 mars 2002)

## Hiroshima Victimes du nucléaire



Le 5 août à Hiroshima, les victimes japonaises avaient invité pour la première fois à s'exprimer les victimes des essais nucléaires français, algériens, polynésiens et français. Jean-Louis Valatx, ancien médecin militaire, auteur d'une enquête récente sur les effets sur la santé des essais, a présenté les résultats : décès prématurés, cancers, problèmes médicaux chez les enfants et les petits-enfants... Enquête qui devrait faire les gros titres chez nous, mais ce n'est pas le cas. Le rapport de l'enquête est disponible contre 14 € auprès de la CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon.

## Irak : menaces américaines

Les USA menacent d'attaquer l'Irak. Pourtant, il n'y a rien de nouveau dans les relations entre ces deux pays depuis dix ans. L'embargo décrété en 1991 est toujours en place avec comme seule possibilité pour l'Irak l'échange pétrole contre nourritures. Ce système a favorisé l'enrichissement des proches de Saddam Hussein via le marché noir et provoque la malnutrition d'une part de la population. L'Irak se voit toujours confisqué une partie de son espace aérien et est régulièrement victime de tirs de l'aviation US ou britannique. En 1991, alors qu'il aurait suffi de quelques jours de guerre de plus pour faire tomber Saddam Hussein, les stratèges de l'OTAN ont décidé de le laisser au pouvoir, craignant que sa succession n'engage le pays dans une

guerre civile incontrôlable par les occidentaux.

Le prétexte actuel serait l'impossibilité pour l'ONU de vérifier que le pays ne détient pas d'armes de destruction massive. Ce à quoi répondent de nombreuses voix, Israël non plus n'accepte pas ce genre d'inspection. La coordination pour l'action non-violente de l'Arche a lancé une campagne de lettre adressée à Chirac pour lui demander de maintenir sa position actuelle de refus de participation, rappeler que c'est à l'ONU de prendre des décisions et non aux USA, et qu'il faut effectivement soutenir les inspections en Irak... comme en Israël, en Palestine, aux USA et ailleurs. CANVA, La Borie Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 44 09 89.

## Union pacifiste

L'Union pacifiste de France tiendra son assemblée générale à Paris les 5 et 6 octobre. *Union pacifiste*, BP 56, 75624 Paris cedex 13.

## SUISSE Communication non-violente

Le groupe *Communication non-violente* propose des stages de formation toute l'année sur ce thème. Il anime également des conférences publiques comme «Une éducation sans sanction» avec Jean-Philippe Faure, le mercredi 2 octobre, salle Supersaxo, à Sion, «Comment exprimer sa colère en respectant les autres», le jeudi 21 novembre à la salle des fêtes de Cery (Lausanne) ; etc. Programme complet : CNV, 6, chemin de la Goutte-d'Or, 214 Bôle, tél : 032 842 30 20.

## Lanza del Vasto

A l'occasion du centenaire du fondateur des communautés de l'Arche, en 2001, celles-ci ont publié plusieurs documents : «Lanza del Vasto, poète, musicien, écrivain, pèlerin, philosophe, fondateur, chrétien, dramaturge, insurgé», «Lanza del Vasto, éveillé et combattant», (4,5 € chacun franco de port), et aussi des actes du colloque du centenaire : «l'homme et son œuvre», «philosophe de la relation», «connaissance de soi et vie intérieure», «philosophie de la non-violence», «précurseur de la non-violence en Europe suivi de penseur chrétien» (4 € chacun franco de port). *A commander à : Communauté La Borie Noble, Nouvelles de l'Arche, 34650 Roqueredonde.*



## Agriculture biologique



■ **Inde : mélange de semences.** Les paysans de la région de Garthwal, à 180 km au nord-est de Delhi, sur les contreforts de l'Himalaya, ont mis au point un mode d'agriculture particulier appelé *baranaja* qui consiste à semer douze variétés de plantes en même temps et de jouer sur leur complémentarités ensuite, dans des champs fertilisés seulement avec de la bouse de vache. Après des semis à la volée, un repiquage minutieux permet de jouer des complémentarités. Les relations symbiotiques entre les plantes permettent des rendements élevés qu'aucune monoculture n'arrive à égaler. (*Vandana Shiva, Le Terrorisme alimentaire*)

■ **Permaculture.** La permaculture ou culture permanente, est une technique visant à simplifier les techniques agricoles en favorisant les cultures pérennes, en ne retournant plus le sol, etc. Une exposition présentant les différentes techniques est disponible auprès de l'association *Nés de la terre*, 10, rue de la Martinière, 49120 Neuvy-en-Mauge, tél : 02 41 70 64



DR

18. ■ **Savoie : les Triandines.** Jardin de réinsertion par le jardinage bio, membre du réseau Cocagne, Triandines organise une journée porte ouverte le samedi 28 septembre à partir de 14 h. *Triandines, Villeneuve, route de Saint-Cassin, 73160 Cognin, tél : 04 79 96 33 32.*

■ **Loiret : accord ATTAC.** Le groupe ATTAC du Loiret vient de passer un contrat avec le groupement des agriculteurs biologiques du département qui précise que pour tout achat d'un membre d'ATTAC à un membre du GABOR, 2 % supplémentaires sont prélevés côté producteur et 2 % du côté consommateur pour financer des actions de solidarité. Pour la première année, il a été décidé de financer l'achat de semence pour des communautés indiennes. *GABOR, cité de l'agriculture, 13, avenue des Droits-de-l'Homme, 45921 Orléans cedex 9, ATTAC, 46 ter, rue Sainte-Catherine, 45000 Orléans.*

## esperanto

■ **Hautes-Alpes : la courge.** rencontres des jeunes espérantistes autour du thème de la courge à Motte-en-Champsaur, du 11 au 13 octobre. *Jeunes Espéranto, 4, rue de la Cerisaie, 75004 Paris.*



DR

■ **Lyon : Kotopo.** Le café associatif Kotopo organise du 23 au 29 septembre la 2e édition du festival «Le monde au bout de la langue» avec des présentations de l'égyptien, l'espagnol, le persan, l'occitan, le kabyle, le russe, le québécois, l'arabe littéraire et dialectal, le turc, l'italien, le polonais, le chinois, le bulgare, le berbère marocain, le bengali, etc. Plusieurs débats sur les langues animeront la semaine qui se terminera le vendredi 27 à 20h30 par un concert en occitan, le samedi 28 par une découverte de l'espéranto, des cours de calligraphie. Dimanche 29 à 12h30 : repas traditionnel. En octobre, reprise du café-ethno le mercredi 1er octobre, repas turc le samedi 5 octobre à 20 h, etc. *Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél : 04 72 07 75 49.*

DR

## LOZÈRE Chèvrerie de l'Hermet



DR

Deux couples se sont associés pour créer en 1999 un centre d'accueil pour jeunes et adolescents en difficulté, placés par l'Aide sociale à l'enfance. Ils se sont installés dans une ferme où se développent des activités pédagogiques. *La chèvrerie de l'Hermet, 48250 La Bastide-Puylaurent, tél : 04 66 46 22 35.*

# Vivre ensemble

■ **Belgique : Le Luchtkaestel.** Le Luchtkaestel est un château où s'est installée une communauté néerlandaise-francophone en 1996. Actuellement une quinzaine d'adultes et d'enfants vivent sur le lieu. Le projet de vie se veut écologique et solidaire : partage de certaines parties du château : salon, cuisine, espace enfants, préparation des repas à tour de rôle, répartition des autres tâches comme les achats, l'entretien, les travaux, la garde des enfants, l'accueil des visiteurs, mise en place d'activités communes comme une revue, le bricolage, une seule voiture... Le projet est qu'en mettant beaucoup de choses en commun, on peut diminuer sa consommation, aller vers plus de sobriété, donc avoir moins besoin de travailler, et donc avoir plus de temps à consacrer à son épanouissement individuel et à la collectivité. Le lieu a été acheté sous forme coopérative et les activités sont gérées sous forme associative. Une fois par mois des portes ouvertes sont organisées pour recevoir les visiteurs. Il y a de la place pour d'autres personnes (3700 m2 habitables !). *Le Luchtkaestel, 11, rue du Saulchoir, B 7540 Kain, tél : 069 22 08 30.*

■ **Italie : Solaria.** Sur un terrain de deux hectares situé à l'arrière de Vintimille, très près de la frontière française, à 650 m d'altitude, une association s'est mise en place PAEA (Projets alternatifs pour l'énergie et l'environnement), avec la volonté de développer des alternatives concrètes : énergies renouvelables, permaculture, construction en matériaux alternatifs, phytoépuration. Le terrain est composé de terrasses larges de 2 à 3 mètres. Le sol a été pollué par l'utilisation de cuivre pour la vigne. Un traitement par couverture végétale de mulch (déchets végétaux) a été mis en place pour épurer le sol. A terme, le site devrait pouvoir accueillir huit personnes permanentes, certaines terrasses aménagées en camping permettront d'accueillir des stages à la belle saison. *Solaria, PAEA, Casella Postale, 18037 Pigna, Italie, tél : 0039 328 48 17 529. (Passerelle Eco, printemps 2002)*

■ **Actualités écovillages.** Le réseau éco-village vient de démarrer une petite feuille de liaison trimestrielle pour donner les principaux points de rendez-vous de ceux qui font ou veulent créer un écovillage. On peut la demander à *Marielle Richard, tél : 06 81 16 33 92.*

■ **Destination campagne.** Un réseau portant ce nom s'est mis en place depuis 1999. Il regroupe actuellement une cinquantaine de personnes et il existe un bulletin de liaison «Le canard migrateur». Cela se veut une association de soutien aux partants à la campagne, en projet collectif ou individuel. Elle diffuse de multiples conseils pour s'intégrer au mieux dans le lieu d'arrivée. *Destination campagne, Joëlle Noguera, Maison du citoyen et de la vie associative, 6, rue Danièle-Casanova, 94120 Fontenay-sous-Bois, destination.campagne@voila.fr.*

■ **Oasis en tous lieux.** Autour des idées développées par Pierre Rabhi, s'est mis en place le concept «oasis en tous lieux» dont les fondements sont le retour à la terre nourricière, la nécessité de l'implication locale, un habitat écologique à faible coût, la coexistence des espaces collectifs et individuels, la pluriactivité... En plus des quelques oasis mises en place (voir dans le numéro d'avril), il existe un réseau de correspondants pour favoriser la rencontre entre ceux et celles qui s'intéressent à la concrétisation d'un tel projet.

- Allier : *Didier Lelaurain, tél : 04 70 43 90 96.*
  - Ardèche : *Joëlle Lacote, tél : 04 75 88 50 09* ou *Anita Cogo et Jean-Pierre Bonte, tél : 04 75 88 57 40* ou encore *Jean-Pierre Monney, tél : 04 75 39 46 16.*
  - Bouches-du-Rhône : *Dominique Ravarit, tél : 04 42 64 58 53.*
  - Drôme : *Jacques Chabot, tél : 04 75 90 19 04.*
  - Eure et Seine-Maritime : *Jeannine et Michel Orenge, tél : 02 35 87 62 31.*
  - Gard et Hérault : *Ignacio Canadas et Maria Vargas, tél : 04 66 80 08 74.*
  - Lot : *Jacques de la Piquerie, tél : 05 65 53 19 78* et *Rémy et Martine Gray, tél : 05 65 24 79 27.*
  - Lozère : *Bernard et Ginette Garrigues, tél : 04 66 46 82 09.*
  - Maine-et-Loire : *Alain Le Talludec, tél : 02 41 95 88 12.*
  - Nièvre : *Pierre Blanchard, tél : 03 86 27 08 07.*
  - Puy-de-Dôme : *Christophe Andreux et Nathalie Gudorg, tél : 04 73 62 23 41.*
  - Seine-et-Marne : *Patricia Makovski, tél : 01 60 68 20 03.*
  - Vaucluse : *Francette et Gilbert Delarbre, tél : 04 90 60 45 64.*
  - Yonne : *Jean-Luc Delmotte, tél : 03 86 44 20 62.*
- Coordination générale : *Oasis en tous lieux, mas de Beaulieu, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 59 66.*

## MONTPELLIER Mauvaise graine

Une boutique «Mauvaise graine» consacrée au chanvre vient d'ouvrir à Montpellier : produits dérivés, textiles, cosmétiques, alimentaires, maté-

riel de jardinage... Mauvaise graine propose aussi des produits du commerce équitable (Max Havelaar, Artisans du monde, Guayapi), une librairie écolo-libertaire, etc. *Mauvaise graine, 26, rue du Faubourg-Boutonnet, 34090 Montpellier, tél : 04 67 61 03 67.*

## NANCY Café Silence

Un débat entre lecteurs de la revue est organisé tous les premiers mercredis du mois, à 20 h, à la Brasserie «Les brasseurs», place du Marché. Signe de reconnaissance : un exemplaire de Silence ou un arrosoir à la main.

## LYON Université solidaire

L'Université solidaire de Lyon poursuit ses activités avec comme thème pour 2002-2003 : «Quelle(s) philosophie(s) politique(s) pour quelle(s) solidarité(s) ?». Pour le dernier trimestre 2002, sont prévues des rencontres-débats avec Daniel Colson (5 octobre), Philippe Corcuff (9 novembre). Elles se dérouleront à la Condition des Soies, de 14 h à 17 h. Le premier bulletin de l'Université solidaire est disponible contre 1,5 €. Université solidaire, Condition des Soies, 7, rue Saint-Polycarpe, 69001 Lyon.

## ISÈRE Atelier des Clots

L'Atelier des Clots propose des formations dans différents domaines : dessin animé (du 21 octobre au 1er novembre), dessin, aquarelle, architecture géométrique, sérigraphie. Atelier des Clots, 43, rue des Bonnais, 38120 Saint-Egrève, tél : 04 38 02 08 87.

## Fêtes, salons, foires

■ **Drôme : 19e foire de Montfroc.** 5 et 6 octobre, au sud-est du département, producteurs et transformateurs bio, plantes médicinales et huiles essentielles, artisans, associations. Amis de la foire bio de Montfroc, 26560 Montfroc, tél : 04 92 62 01 55.

■ **Lot-et-Garonne : 14e Horizon Vert.** 5 et 6 octobre, au parc des Expositions de Villeneuve-sur-Lot. Thème de l'année : le défi aliment-terre». Horizon Vert, BP 208, 47305 Villeneuve-sur-Lot, tél : 05 53 40 10 10.

■ **Ille-et-Vilaine : 11e Ille-et-Bio.** 12 et 13 octobre, espace Galactée, à Guichen (20 km au sud de Rennes), 120 exposants : bio, énergies renouvelables, habitat sain, non-violence, solidarités. Thème de l'année : la décennie internationale de l'éducation à la non-violence et à la paix avec comme invités Jean-Marie Muller du Man et Graeme Allright, musicien. Conférences également de Jean-Pierre Berlan, François Dufour, etc. Culture bio, Pascal Loret, La Piroitière, 35380 Plélan-le-Grand, tél : 02 99 06 92 86.

# Habitat sain



■ **Vivre en yourte.** Une yourte est faite d'une structure circulaire en bois recouverte de tissus isolant. Elle ne dispose pas de fondation, est démontable et donc bénéficie de la même législation que les caravanes. Il est possible d'installer une yourte dans une journée et les plus grandes font jusqu'à 70 m<sup>2</sup> et permettent de vivre comme dans une maison. Le problème réside dans les raccordements à l'eau et à l'électricité, pas toujours évident à gérer. Il est possible de se renseigner auprès de *Le Cercle des yourtes*, Florian Geiger, Mérifons, 34800 Clermont-l'Hérault, tél : 04 67 96 36 01.

■ **Suisse : maison complète !** La maison d'Olivier et Françoise Guisan présente de très nombreuses alternatives du domaine de l'habitat sain et des énergies renouvelables. La maison installée en semi-enterrée fait un arc de cercle est-sud-ouest et bénéficie de larges serres qui assurent un chauffage solaire passif. La surchauffe est évitée de manière astucieuse : des véris remplis de gaz placés derrière les vitres ouvrent les baies supérieures par simple dilatation des gaz soumis à la chaleur, des rideaux que l'on peut actionner manuellement complètent la protection. Une ventilation à double flux permet de chauffer l'air qui entre avec l'air qui sort avec un très bon rendement. Des petits poêles à bois assurent un complément (8 stères de consommation annuelle pour 300 m<sup>2</sup> habitables). Le haut du bâtiment est couvert de photovoltaïques qui présentent le même aspect qu'un toit en ardoise. Si la maison est raccordée au secteur, ces capteurs assurent l'essentiel de la consommation électrique. De même pour l'eau chaude fournie par des capteurs thermiques. L'eau de pluie est récupérée et rendue potable par un système de filtration, elle est économisée par la présence de toilettes sèches reliées à un composteur placé plus bas. La maison est construite avec une technique de lamellé-chevillé les chevilles permettent d'éviter les colles. Pour cela, les chevilles sont chauffées (donc très sèches) puis mises en place dans les perçages correspondant et une demi-heure plus tard, elles ont fixé définitivement l'ensemble. La maison, sur trois niveaux, possède un ascenseur pour assurer son habitabilité dans le temps, une partie du rez-de-chaussée est également prévue pour devenir éventuellement un appartement autonome. En extérieur, pour protéger le bois des infiltrations, un drainage a été prévu avec utilisation des pierres sorties lors des fondations. La visite de la maison est possible. Un reportage complet sur cette maison se trouve dans le n°9 de *La Maison écologique*.

□ Olivier et Françoise Guisan, CH 1814 La Tour-de-Peilz.

□ La Maison écologique, BP 60 145, 14504 Vire cedex.

■ **Assainissement par les plantes.** Anne Rivière, animatrice d'Eau Vivante, propose à la demande des stages sur l'assainissement par les plantes aquatiques, l'installation de toilettes sèches, etc. Eau Vivante, 32220 Saint-Lizier-du-Planté, eauvivante@free.fr.

■ **Hautes-Alpes : Le Gabion.** Cette association propose deux formations professionnelles pour 2003 : «connaissance et mise en œuvre des matériaux naturels», «ouvrier professionnel en restauration du patrimoine» (14 avril au 12 décembre 2003). Elle propose aussi des formations courtes pour les autoconstructeurs et les artisans : menuiserie (25 au 29 novembre), ossature bois (24 au 28 mars), chanvre et autres isolations écologiques (31 mars au 4 avril), construction paille et ossature bois (12 au 16 mai), architecture bio-climatique (16 au 20 juin 2003). Le Gabion, parc d'Entraigues, Bât. Latitude rafting, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.

■ **Charente-Maritime : ébéniste sain.** Laurent Cocuau, après dix ans dans l'ébénisterie, s'est mis à son compte en misant sur une spécialisation en produits naturels. Laurent Cocuau, Bois Charles, 17270 Clérac, tél : 05 46 04 27 67.

■ **Hérault : Axe bois.** société créée en novembre 1999, Axe Bois est spécialisée dans les maisons à ossature bois et matériaux sains. Axe bois, cave coopérative, route de Sommières, 34160 Saint-Bauzille-de-Montmel, tél : 04 67 86 77 28.

■ **Savoie : chalets en rondins bruts.** Gérald Hofbauer a créé en 1997 la société «La fusterie» afin de commercialiser un type d'habitat québécois, simple et respectueux de l'environnement : le chalet en rondins bruts. L'entreprise a son siège dans le parc régional des Bauges. La Fusterie, Sous le Bouleau, 73340 Arith, tél : 04 79 63 83 58.

■ **Ardèche : menuiserie.** Marie et Gil Florence, après avoir développé une activité d'apiculture en mention Nature & Progrès ont choisi de développer une activité menuiserie, en particulier pour accueillir des personnes soucieuses de la restauration de meubles anciens. Marie et Gil Florence, Les Roudils, 07380 Jaujac, tél : 04 75 93 21 11.

■ **Drôme : métiers du bois.** L'association Arborecence a vu le jour en 1997 dans le Diois pour créer des activités autour des métiers du bois, ceci en partenariat avec plusieurs structures d'insertion et des professionnels. Arborecence, Ausson, 26150 Die, tél : 04 75 21 03 48.

■ **Votre maison se visite ?** Envoyez-nous une photo si possible ainsi que les caractéristiques des alternatives mises en œuvre et les conditions de visite.

■ **Toulouse : Santé et nature.** 18 au 20 octobre, Grande Halle de L'Union. Alimentation naturels (pas forcément bio), tourisme, médecines naturelles, développement personnel. Diagonale, 18, rue des Sept-Troubadours, 31000 Toulouse, tél : 05 61 99 64 21.

■ **Paris : Lire en fête libertaire.** 19 et 20 octobre. Les éditeurs, auteurs, diffuseurs de livres libertaires se retrouvent pour une

rencontre à «La parole errante», Armand Gatti, 9, rue François-Debergue, 93100 Montreuil (métro ligne 9, Croix-de-Chavaux). Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél : 01 48 23 20 98 le soir.

■ **Deux-Sèvres : film ornithologique.** 18e festival international du 29 octobre au 3 novembre à Ménéguote. 40 films animaliers, stands, conférences, salon d'art ani-

malier. Mainate, BP 5, rue de Saint-Maixent, 79340 Ménéguote, tél : 05 49 69 90 09.

■ **Lille : 2e salon du bien-être.** 22 au 24 novembre, au Grand Palais. Expo Conseil, 8, rue de-Lattre-de-Tassigny, 59800 Lille, tél : 03 20 57 75 78.

# La dynamique du don

La question du lien social, du vivre ensemble, est au centre de la problématique du don, un art de vivre que nos anciens savaient assez bien cultiver et que la société industrielle nous fait de plus en plus oublier.

**O**n s'interroge beaucoup aujourd'hui sur la manière de redensifier les liens sociaux. Mais redensifier les liens sociaux ne signifie pas seulement lutter contre l'isolement, augmenter numériquement les contacts sociaux.

Redensifier, c'est s'interroger sur le sens de l'échange, sur sa dimension symbolique, en se questionnant de manière critique sur la place donnée ou à donner à l'Autre, notamment dans les pratiques d'aide.

Celles-ci conduisent-elles à la reconnaissance d'autrui et à son autonomie, c'est-à-dire à la possibilité d'exprimer ses propres lois, dans sa pensée, ses actions et la perception de sa vie, ou reproduisent-elles des situations de soumission, d'assistance et de dépendance ?

L'aide conduit-elle à une communication univoque, faite d'injonction et d'enfermement de l'Autre dans notre propre représentation ou se conçoit-elle dans le jeu de la réciprocité maîtrisée par les deux partenaires, c'est-à-dire dans un échange où l'Autre a le droit de réplique, d'expression de soi ?

J'aborderai cette question par le rappel de ce que sont les structures d'échange fondées sur le don et le contre-don telles qu'elles existent dans les sociétés traditionnelles et telles qu'il conviendrait, à certains égards, de les réhabiliter dans les nôtres, sans sombrer dans un éloge passéiste car ces pratiques ont aussi des limites sur lesquelles je reviendrai.

## La recherche d'un gain symbolique

Dans son illustre ouvrage intitulé *Essai sur le don*, Marcel Mauss (1) a établi les principes fondateurs de la loi de l'échange par le don. Il montre que les dons cérémoniels — les potlachs — pratiqués par les Indiens de la côte nord-ouest d'Amérique forment des sys-

tèmes de réciprocité, c'est-à-dire «des systèmes où il existe une obligation réciproque de rendre le don reçu par un autre don et de rendre avec excès» (2). Cet acte est à l'origine même du lien social car il instaure la triple obligation de donner, recevoir et de rendre en s'inscrivant le principe de surenchère qui permet à celui qui devient donateur, en rendant, d'acquérir un statut symbolique supérieur, durant le temps où l'autre est en dette.

Ainsi, dans ces vastes circuits d'échanges, le don est marque de supériorité et le contre-don exprime la part de souveraineté de celui qui rend. L'honneur est sauf mais jamais assuré ; dès lors des liens permanents unissent des individus toujours redevables mais libres cependant de rendre dans un temps qu'ils maîtrisent, cette maîtrise du temps étant l'expression même de leur autonomie.

En fait, la même analyse peut être appliquée à nos sociétés lorsque l'on considère les réseaux de solidarités familiales, plus nombreux qu'on ne le pense souvent (3). La perception qu'il s'agit là de «quelque chose de naturel» les font peut-être oublier. Pourtant l'échange social s'exprime de multiples façons : par un appel téléphonique, un peu d'argent prêté ou donné en dépannage, par un cadeau ou un service qui peut ne pas être rendu tout de suite. Dans ces pratiques non comptabilisées, chacun est, finalement, presque toujours en dette vis-à-vis des autres et y répondra à un moment donné sous une forme ou sous une autre. Il en est de même des réseaux d'entraide non familiaux qui se développent aujourd'hui (échanges de savoirs, de services) qui, dans bien des cas, fonctionnent selon ce même état d'esprit, instaurant des reconnaissances réciproques. Les cadeaux et les invitations adressées, par exemple, à des professionnels par des bénéficiaires peuvent être lus de la même manière. C'est ce qu'écrit Margalit Cohen-Emerique suite aux recherches qu'elle a menées auprès de familles migrantes : «Ces cadeaux, dit-elle,



DR Potlach - 1997. Oeuvre de Carolyn à Pike's Peak (Colorado)

ont valeur de don en échange de l'aide reçue, assurant reconnaissance, statut social et estime de soi à celui qui offre. Ces situations, poursuivies, peuvent donner lieu à un véritable échange culturel avec réciprocité pour le migrant, en offrant un don en échange d'un service, d'une aide, va retrouver valeur de soi, dignité et autorité. Le professionnel, en recevant le don, pénètre dans son code d'échange, et lui reconnaît sa dimension sociale et symbolique en tant qu'être de valeur et de sens».

En ne l'acceptant pas, il refuse au migrant d'entrer dans le cercle de «l'échange social et d'affirmer son identité, celle-ci a alors une valeur d'échange sociale nulle, c'est le 'ghetto de l'âme', l'enfermement dans le sentiment de non-reconnaissance, d'échec dans une identité d'assisté» (4).

En fait, les cadeaux sont plus qu'un simple remerciement, ce qui exprimerait une situation d'assujettissement et une manière de rompre les liens d'obligation. Ils permettent de garder l'initiative, comme le dit Bourdieu, mais aussi d'assurer la permanence de l'échange par la réponse qu'ils suscitent. Enfin, ils sont un partage.

C'est en effet, faire part de sa joie, la communiquer, tout en invitant l'autre à prendre part à celle-ci. C'est créer un lien au travers d'une réjouissance partagée en rompant la distance ou en entretenant de la familiarité dans le respect mutuel des rôles.

## Ce que le don n'est pas

Plusieurs figures de ce que le don n'est pas peuvent être évoquées. C'est notamment le cas du don qui se donne à lire sous les apparences de la générosité, du désintéret

(1) Marcel Mauss, *Essai sur le don, formes et raisons de l'échange dans les sociétés archaïques*, PUF, Paris, 1968.

(2) M. Kilani, *Introduction à l'anthropologie*, Payot, Lausanne, 1992.

(3) J. T. Goibout et collaborateurs, *Espirit du don*, La Découverte, Paris, 1992.

(4) M. Cohen-Emerique, «Représentation et attitudes de certains agents de socialisation concernant l'identité des migrants et de leurs enfants», *Socialisation et cultures*, Presses universitaires du Mirail, Toulouse, 1989.



total, lorsqu'on dit et croit se consacrer à l'autre, donner de sa personne ou de son temps avec toutes les qualités de cœur requises. C'est le cas de l'aumône qui se présente comme un don univoque, sans retour possible ou qui peut faire apparaître le pauvre comme une utilité, c'est-à-dire comme objet d'une transaction entre nantis et Dieu, comme certains auteurs le montrent en étudiant le Moyen Âge. Dans ces sociétés imprégnées de l'idéal de pauvreté, l'existence des pauvres trouvait son utilité comme secteur de salut des riches par le biais de l'aumône qui instituait «un système de don et de contre-don justificateur des inégalités où pauvres et nantis s'échangent les 'fruits du Ciel' contre les 'fruits de la Terre'» (5).

Plus généralement, c'est le cas de toutes les personnes qui disent n'avoir rien fait que leur devoir, n'avoir répondu qu'à leur conscience. L'Autre apparaît comme simple objet de devoir et son identité n'a pas valeur d'échange.

La situation de donnant-donnant est quelque peu différente puisqu'elle répond, à première lecture, à une structure d'échange. Mais celui-ci est de l'ordre de la simple restitution, il s'apparente au troc de biens et de services où les partenaires sont certes sur un même pied d'égalité, mais où la relation est prescrite préalablement (c'est donnant-donnant) et reste chargée d'un sens utilitaire pour les deux contractants, même s'il n'y a pas nécessairement de transactions financières entre eux. Cela peut être, par exemple, le cas de mères qui gardent leurs enfants à tour de rôle, si cet échange ne dépasse pas le sentiment d'une responsabilité qui n'engage personne au-delà de celle-ci.

Cette contractualisation de l'échange apparaît également dans beaucoup de relations d'aide, qu'elles soient très formalisées comme dans le cas du revenu minimum d'insertion (RMI) ou qu'elles soient plus implicites dans les attentes de certains professionnels à l'égard des bénéficiaires où ces derniers ont finalement peu de marge de manœuvre dans l'adoption de leurs comportements.

Être assisté c'est, en ce sens, ne pas maîtriser l'échange, ne pas pouvoir «conserver l'avantage de l'initiative», comme le dit Pierre Bourdieu (6). Dès lors, on comprend pourquoi certains se rétractent, refusent une aide. Seule stratégie pour sauver son honneur, faute de pouvoir échanger. D'autres acceptent cette aide sans se sentir obligés vis-à-vis du donateur, ce qui est l'attitude de l'ayant-droit utilisant le mépris pour se préserver. D'autres encore, s'empressent de s'acquitter, de ne plus rien devoir, refusant le lien contraignant d'une aide apparemment offerte...

## Vers une pédagogie du don

La reconnaissance de l'échange social par le don, d'un échange non marchand et non anonyme est, à bien des égards, source d'autonomie, nous l'avons vu. Mais, plus largement, il est aussi une forme d'ouverture vers l'interculturalité. Il conduit en effet à accepter, voire à encourager l'autre à exprimer ses propres valeurs culturelles et son identité sociale, non pas seulement en lui octroyant le choix d'être différent — dans un esprit de tolérance — mais en acceptant d'interroger nos propres normes et nos propres savoirs. Ainsi, en affirmant ses valeurs identitaires propres, l'Autre nous mène vers ce que l'on pourrait appeler une pédagogie de l'alternative ou vers «une gestion du multicatégoriel». Il repousse nos certitudes, il instaure le probable comme modalité de connaissance. Dans cette perspective, le contre-don ne permet pas seulement de préserver l'identité et le statut social du donateur. En s'exprimant, il relativise nos propres connaissances et celles des autres, il instaure, comme le dit Taguieff (7) «le croisement des cultures».

Or, ce principe est fondamental à un double point de vue. D'abord, pour éviter d'enfermer l'Autre dans un simple droit à la différence, de reproduire «un ghetto de l'âme» qui n'aurait pour seule fonction que de préserver notre propre système de valeurs. La simple reconnaissance d'autrui ne suffit pas ensuite parce qu'une telle pédagogie de l'échange est aussi le garant contre toute forme d'extrémismes culturalistes, ethniques, religieux ou régionalistes qui sont l'expression pervertie d'une quête de l'affirmation identitaire.

Une question reste toutefois en suspens, qui est celle de la place à donner à l'identité culturelle quand on s'interroge sur les processus de reconnaissance sociale. De quelles reconnaissances s'agit-il ? Si l'on revient à la pratique du don et du contre-don dans les sociétés traditionnelles, force est de relever qu'elle concourait aussi — et c'était peut-être sa fonction majeure — à perpétuer des statuts sociaux dans une structure sociale profondément hiérarchisée : sauver son honneur, assurer son prestige ou son identité n'empêchait pas de rester vassal. Mais cette question peut à l'évidence être aussi posée par rapport à nos sociétés actuelles.

On peut la formuler ainsi, en se demandant si, en fait, il est suffisant de douter de nos croyances ou d'agir pour favoriser l'expression des autres. En bref, se socialiser mutuellement au «croisement des cultures» est-ce suffisant ? Peut-être est-ce la condition première d'une citoyenneté sociale et politique à conquérir ensemble.

Geneviève Corajoud ■

Extrait de *Le Crétin des Alpes*, n°7, septembre 2001, Agy, 74300 Saint-Sigismond.

(5) P. Grelle, A. Véry, «La relativité du concept de pauvreté», *Economie et humanisme*, juillet-août 1980.

(6) Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*, Droz, Paris, 1972, p.224.

(7) Pierre-Alain Taguieff, *La force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, Gallimard, Paris, 1987.

Pub nef



## Consommation Prêts à payer un peu plus

Selon un sondage Sofres réalisé pour la grande distribution, 92 % des Français sont d'accord pour payer plus cher des produits si ceux-ci sont plus respectueux de l'environnement. Une majorité se dégage pour une augmentation de 5 %, seulement 9 % iraient jusqu'à 20 %.

## Paris Contre la double-peine



La campagne nationale contre la double-peine organise un meeting le samedi 26 octobre de 13 h à 16 h au Zénith, à Paris. L'occasion pour de nombreuses personnalités d'interpeller les députés au moment de la rentrée parlementaire. *Campagne contre la double-peine, 33, rue Imbert-Colomès, 69001 Lyon, tél : 04 78 29 56 91.*

## Violence Manipulation médiatique

Le Monde du 28 mai a publié une intéressante étude réalisée sur 65 médias, dont 23 télévisions. Elle montre que les sujets relevant de la délinquance ont augmenté de 126 % entre février et mars avant de chuter de 50 % après le premier tour des élections présidentielles. Du 1er janvier au 5 mai, l'insécurité a fait l'objet de 18 766 sujets soit deux fois plus que l'emploi, huit fois plus que le chômage. Le ministère de l'intérieur a indiqué que sur les quatre premiers mois de l'année, il n'avait pourtant noté aucune augmentation des crimes et délits, il y a même une légère baisse. En tenant compte des audiences respectives, l'étude chiffre la responsabilité de la télévision à 60 %, celle de la presse écrite à 25 % et celle de la radio à 12 %. A noter que TF1 a en



## Publicité Contestation artistique

Les grands panneaux de 4 x 3 m, ce n'est pas toujours très beau, sauf si cela devient un support artistique. Le 2 juin dernier, le collectif Antipub de Paris ont recouvert d'œuvres picturales 63 panneaux situés rue du Faubourg-Saint-Antoine.

moyenne consacré deux fois plus de temps de son journal de 20 heures à ces sujets que les autres chaînes. Et voici comment on fait monter l'an-goisse.

## Agriculture

■ **Fin des agriculteurs.** Ce n'est que lorsque les derniers agriculteurs seront morts que les urbains comprendront qu'ils sont les producteurs de ce que l'on mange ! En attendant, le nombre d'agriculteurs baisse de 3,5 % par an en France, de 10 % en moyenne dans le monde. La moyenne d'âge en France approche les 60 ans.

■ **Eradication du varron.** Le varron est une mouche qui pond ses œufs sous le cuir des ruminants rendant celui-ci difficilement exploitable ensuite. Une politique d'éradication a été mise en place que nombre d'agriculteurs biologiques refusent de suivre. Les procès se succèdent et les agriculteurs biologiques ont finalement gagné en obtenant des dérogations pour le traitement. Ainsi Régis Boileau et Gérard Hauraix ont comparu devant le tribunal de Nantes le 14 mai pour «refus de la prophylaxie varron» et ont été relaxés le 17 juin. Le plus étonnant dans l'affaire est de savoir que c'est le Groupement de défense sanitaire qui avait porté plainte... lequel en Loire-Atlantique est géré par la Confédération paysanne ! *Coordination nationale contre l'éradication du varron, La Ribe, 43430 Les Vastres, tél : 04 71 59 53 43.*

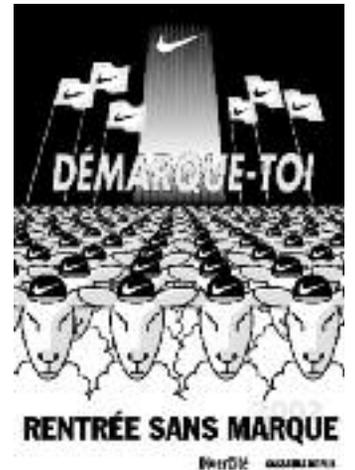
■ **Impunité bretonne.** L'Etat annonce (Ouest-France du 30 mai 2002) qu'il paiera pour le saccage paysan occasionné dans la nuit du 15 au 16 octobre 2001, à Fougères (Ile-et-

Vilaine). A l'époque, un commando d'éleveurs a souillé 2000 tonnes de viande sous les yeux des renseignements généraux, la préfecture laissant faire. C'est parce que la préfecture a laissé faire que l'Etat prend en charge la facture : entre 10 et 12 millions d'euros. Rappelons que l'action de démontage du MacDo de Millau a été expliquée par José Bové lui-même au sous-préfet de Millau, la veille de l'action, et que les autorités ont laissé faire. Deux poids, deux mesures.

LYON

## Rentrée sans marques

Casseurs de pub et le collectif d'associations de banlieues *Divercité* s'associent pour la Rentrée sans marques. «La traduction en américain de "marque" est brand, mot venant de "brandon", outil employé pour marquer le bétail au fer rouge. Tariq Ramadan, Pierre Rabhi et Paul Ariès conclueront l'opération lors d'une conférence/débat le mardi 22 octobre à la salle Victor-Hugo, 33, rue Bossuet, Lyon 6<sup>e</sup>, (métro Masséna) à 20 heures.



# Prostitution

Manif de travailleuses du sexe à Berlin.



DR  
recrutement à l'ANPE» *Mix-Cité, 224, boulevard Voltaire, 75011 Paris, tél : 06 17 12 52 61.*

■ **Journée internationale sans prostitution.** Une association féministe américaine a lancé un appel pour mettre en place, chaque 5 octobre, une journée sans prostitution. La journée doit servir à faire de l'information non pas en direction des prostituées, mais en direction des clients et à ceux qui profitent du commerce du sexe.

■ **Assemblée des femmes contre la marchandisation des corps.** Réunie à Floirac, fin août, cette assemblée de femmes proches de la gauche institutionnelle, s'est élevée contre le projet de reconnaître la prostitution comme un métier, ce qui serait une légalisation d'une forme d'esclavage. Elle propose au contraire de réfléchir à une criminalisation des clients comme cela a été mis en place en Suède. En Suède, cela a provoqué un vaste débat chez les hommes et un téléphone d'écoute gratuit a été mis en place pour aider ceux qui le vivent mal.

■ **Lyon : manifestation.** La mairie (de gauche) a devancé le projet de décret en interdisant certaines rues à la prostitution. Cela a provoqué une manifestation d'une cinquantaine de prostituées qui dénoncent l'hypocrisie de la mesure. Elles demandaient aussi que les problèmes de la prostitution soient discutés avec elles, les premières concernées. *Cabiria, 7, rue Puits-Gaillot, BP 1145, 69203 Lyon cedex 01, tél : 04 78 30 02 65.*

■ **Petite phrase :** «Quant à la reconnaissance de la prostitution comme un métier, que leurs défenseurs aient le courage de pousser la démarche jusqu'au bout ! Il faudrait, en bonne logique, créer un bac professionnel «prostitution», mettre en place des modules de formation continue, collecter et diffuser les annonces de

## SÉNÉGAL Divorce positif

Alors qu'en Europe, le divorce se traduit le plus souvent pour les femmes par une chute sociale, avec toutes les difficultés que connaît une famille monoparentale, une étude réalisée au Sénégal donne le résultat inverse. Selon l'Institut de recherche pour le développement de Dakar, «la plupart des femmes profitent du divorce pour réorienter leur vie ou l'améliorer». Le mariage dans une société musulmane (95 % de la population) se traduit le plus souvent par une très grande inégalité entre le travail des femmes et des hommes : les femmes travaillent moins lorsqu'elles ne sont pas mariées, alors qu'en Europe c'est le contraire. (*Peuples en marche, juin 2002*)

## NIGERIA Nouvelle condamnation à mort

Amina Lawal Kurami, 30 ans, a été condamnée à mort pour être tombée enceinte après son divorce. La loi islamique, appliquée dans le nord du pays, protégeant le bébé, la mère ne sera exécutée qu'après le sevrage du bébé... soit en janvier 2004. Une campagne internationale avait permis en mars dernier de sauver Safiya Husaini. L'Union européenne est intervenue. Le gouvernement fédéral du Nigeria a fait appel auprès du tribunal régional à l'origine de la condamnation. Amnesty interna-

tional mène une campagne active de lettres. *Amnesty International, 76, boulevard de la Villette, 75019 Paris, tél : 01 49 23 11 18.*

## ALLEMAGNE Peu de femmes dirigeantes

Une étude de 1999 portant sur les dirigeants et les cadres des 57 plus grandes entreprises privées allemandes donne 1,2 % de femmes PDG. La firme la plus sexiste est Audi où on compte 0 % de femmes cadres supérieurs, 0 % cadres intermédiaires, 23 % de cadres inférieurs !

## Femmes dans les sciences et Etat

En lisant le rapport sur la présence des femmes dans la recherche scientifique (voir n°284), on peut s'étonner que ce soit en Turquie que les femmes soient le mieux représentées. Il n'y a pas d'explication donnée dans le rapport pour ce pays. Il y en a par contre une donnée pour le Portugal. Le faible budget dont disposait l'Etat portugais pendant de longues années a fait que les postes universitaires n'étaient pas bien payés. Le métier n'était donc pas bien considéré et en conséquence, les femmes ont pu briguer un grand nombre de postes. L'Etat est censé réguler les inégalités. Dans ce cas là, c'est sa faiblesse qui l'a permis.

## Petites phrases

«Pourquoi y a-t-il si peu de prisons de femmes dans le monde ? Parce que le monde est une prison pour les femmes»

Anne Archet.

«Ce n'est pas qu'en 1951 les pères fondateurs de la Convention de Genève aient délibérément omis de mentionner la persécution des femmes. Ils n'y ont tout simplement pas pensé»

Rapport sur les femmes, Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies.

«Si les hommes semblent bénéficier du système patriarcal toujours en vigueur dans nos pays, ils doivent prendre conscience qu'eux aussi peuvent être les perdants des structures traditionnelles du genre»

Margaret Winberg, *Féli-Cité*, printemps 2002.

## Femmes et progrès social

La comparaison dans le monde entier de la situation des femmes et des droits sociaux montre une importante corrélation entre la possibilité pour les femmes de participer aux décisions politiques et les acquis sociaux : plus les femmes participent, plus la politique du pays est tournée vers le social. (*Courrier international, 10 mai 2002*)



## CHINE Stabilité démographique masculine

Le dernier recensement de novembre 2000 confirme que le nombre d'enfants par femme est passé en dessous du seuil de renouvellement... et ceci depuis une dizaine d'années. Conséquence : avant de se stabiliser, la population chinoise (1,3 milliard) vieillit. La discrimination à la naissance se développe : les avortements pour ne pas avoir de filles sont une pratique courante et il naît 117 garçons pour 100 filles contre 111 garçons il y a dix ans. (*INED, septembre 2001*)



## Gynécologie médicale

La pétition lancée en 1997 pour la défense de la gynécologie médicale a déjà réuni plus de deux millions de signatures. Elle demande que cette spécialisation supprimée lors d'une harmonisation européenne en 1985 soit rétablie. Une loi a été votée le 4 mars 2002 créant un diplôme, mais sans modalité d'application. Le 7 mai 2002, le nouveau gouvernement a publié un décret sur la création d'un diplôme d'études spécialisées de gynécologie médicale approuvé par le conseil national de l'enseignement le 17 juin. Le conseil supérieur des hôpitaux et le Conseil d'Etat n'ont pas encore donné leur aval. Le comité de défense de la gynécologie médicale demande la création immédiate de 80 postes d'interne, la représentation au sein des instances médicales, instances qui nomment les enseignants. *Comité de Défense de la Gynécologie Médicale, 19, rue des Gobelins 75013 Paris, tél : 01 43 36 62 28, www.asterise.org.*



## Petites phrases

«Aujourd'hui, la mondialisation, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pour les pauvres du monde. Ça ne marche pas pour l'environnement. Ça ne marche pas pour la stabilité de l'économie mondiale (...) Le problème, ce n'est pas la mondialisation, mais la façon dont elle est gérée. En particulier par les institutions économiques internationales, le FMI, la BM, l'OMC, qui contribuent à fixer les règles du jeu (...) L'Occident a organisé la mondialisation de façon à recevoir une part disproportionnée de ses bénéfices»

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, ancien numéro 2 de la Banque Mondiale, dans *La grande désillusion*, éd. Fayard, 2002.

## Marchandisation du monde



### ■ Mythe économique.

Une étude publiée dans *European business forum*, une revue spécialisée dans le commerce de haut niveau, montre que la «mondialisation» est un mythe. Les chercheurs qui ont étudié le cas des Pays-Bas montrent que plus de 55 % des entreprises ne fonctionnent, dans ce petit pays, qu'avec des fournisseurs néerlandais, qu'aller chercher des fournisseurs éloignés ne provoque pas d'amélioration de la productivité... sauf pour les multinationales qui disposent d'un réseau dans de nombreux pays. La majorité des achats des entreprises se font entre 20 et 100 km de l'entreprise acheteuse. L'étude conclut ainsi que la distance est une contre-productivité, malgré des coûts actuels anormalement bas.

■ **Tous prisonniers ?** «Imaginons, par exemple, qu'après avoir un bu un verre d'eau du robinet, un jeune de Saint-Etienne ou de Marseille téléphone en composant le 7, raccroche puis va faire ses devoirs sur des

manuels Nathan ou Bordas et cherche un mot sur le Larousse. Il lit *L'étudiant* pour s'orienter puis éteint son CD de Bob Marley, Zebda ou Nirvana et va voir *La liste de Schindler* ou *Gladiator* au cinéma Pathé pour se détendre ou joue sur son ordinateur à *Diablo* ou *Warcraft*. Pendant ce temps, son père épluche les annonces du journal gratuit *Bonjour*, puis ouvre un roman de chez Plon en écoutant le concert des trois ténors Rostropovitch, Duke Ellington, Brassens, U2 ou Johnny Halliday. Il allume Canal + en feuilletant *L'expansion* ou *L'express* puis se connecte sur AOL France, cherche du travail sur cadresonline, joue un peu sur flipside.com, se déconnecte et descend les poubelles collectées par Onyx. Sa femme, médecin, lit *Le Vidal* ou *Le quotidien du médecin*, elle se souvient d'une publicité faite par Havas vue avant un film dans un cinéma UGC. Elle appelle un collègue sur son portable SFR, puis va aider sa fillette qui apprend en jouant avec le logiciel Adibou ou un livre acheté chez France Loisirs. Cette famille, dans toutes ses activités n'a jamais quitté Vivendi Universal». Jean-Philippe Joseph, *Le procès de la mondialisation*, éd. Fayard.

## TAÏWAN Enquête difficile

Pas de chance pour les juges français qui enquêtent à propos des conditions dans laquelle la France a vendu des frégates à Taïwan, via Thomson : depuis le début de l'enquête les cinq négociateurs français sont morts dont deux défenestrés. L'une de ces personnes était Thierry Imbot, dont le père est un ancien patron de la DGSE, le service de contre-espionnage. Son père a dit avoir bénéficié des confessions de son fils et les avoir racontées aux juges. (*Billets d'Afrique*, été 2002)

## COSTA RICA Sans grandes firmes ?

Le Costa Rica a déjà une image de pays non conventionnel depuis qu'il a supprimé son armée. Le nouveau président Abel Pacheco, dans son discours d'investiture, le 5 juillet dernier, a annoncé qu'il s'opposerait à toute destruction de l'environnement par des recherches minières ou pétro-

## Israël- Palestine

Dis merci à l'Oncle Sam pour le joli masque.



■ **Droit au retour.** Dans le discours israélien, on affirme volontiers que les Juifs arrivés en 1948 se sont installés dans un désert. Pourtant, aujourd'hui, Israël refuse d'entendre parler du «droit au retour» des Palestiniens... S'il n'y avait personne au départ, pourquoi s'opposer à ce retour ? Dans les faits, il y a 3,7 millions de Palestiniens à attendre dans des camps de réfugiés.

■ **Manifestation pacifiste.** Le 12 mai, à Tel-Aviv, plus de 60 000 personnes ont manifesté contre l'occupation des territoires palestiniens et la politique du gouvernement Sharon. C'est la plus importante manifestation pacifiste depuis le début de la deuxième intifada.

■ **Marqués comme dans les camps nazis.** Les Israéliens ont provoqué la stupeur du monde entier après qu'ils aient annoncé leur volonté de marquer d'un numéro tatoué les prisonniers palestiniens qu'ils font. Cela rappelle de très mauvais souvenirs.

■ **Israël : crise économique.** Les gesticulations de Sharon et le déploiement de l'armée dans les terres palestiniennes provoquent d'importantes dépenses. Or pendant ce temps, la diaspora juive se fait moins généreuse, de plus en plus choquée par les pratiques de l'Etat hébreu. Comme Israël a toujours été sous perfusion financière des USA et des mouvements juifs, le bilan économique devient dramatique : inflation galopante et montée rapide du chômage.

■ **Appel à la désertion.** Yaffa Yarkoni, 75 ans, 60 albums, est célèbre pour ses concerts nationalistes en faveur de Tsahal, l'armée israélienne. C'est donc sans appréhension qu'elle a été invitée à une émission sur Radio Gallei Tshal, radio officielle de l'armée, quelques jours après les massacres de Jénine. surprise, elle y a déclaré qu'elle comprenait que «les jeunes s'en aillent» d'Israël pour ne pas faire l'armée, que «c'était leur droit de faire ce que leur conscience leur dicte». Elle a ensuite ajouté «Nous sommes un peuple qui a vécu la Shoah, comment pouvons-nous faire de telles choses aujourd'hui ?» dénonçant les exactions contre les Palestiniens, le massacre des civils et le marquage des prisonniers. Autant dire qu'elle ne passe plus sur aucune radio du pays ! (*Courrier international*, 10 mai 2002)

■ **Refuzniks.** Le 1er septembre, 486 militaires israéliens préféraient la prison à l'obéissance.

■ **Groupes pour la paix.** Il existe de très nombreux groupes pour la paix qui militent en Israël. *Shalom Arshav*, La paix maintenant, est un réseau de groupes politiques et d'intellectuels. Il demande la création de deux Etats, le retrait des colonies, l'arrêt du terrorisme. *Gush Shalom*, le bloc de la paix, est une organisation pacifiste qui demande la création de deux Etats, le partage de Jérusalem en deux capitales, l'établissement de relations entre les deux camps, le retrait d'Israël des territoires occupés. La *coalition des femmes* mène des actions pacifistes depuis quatorze ans et regroupe des femmes palestiniennes, israéliennes, chrétiennes, druzes. Le 26 janvier 2002, un appel des objecteurs a été lancé par des officiers de réserve et regroupe plusieurs centaines de personnes aujourd'hui. Ce mouvement des *refuzniks* a réussi à réunir plus de 10 000 personnes dans une manifestation le 9 février. Il existe également *B'Tselem* groupe d'intellectuels de défense des droits de l'homme créé en 1989. *Hamoked* fondé en 1998, organise le soutien juridique à tous ceux qui subissent des violations du droit en Israël, donc en particulier aux Palestiniens emprisonnés sans procès, torturés, etc. *Physicians for human right* regroupe des professionnels de la santé qui interviennent dans les territoires occupés. Et encore : *Yesh Gevul* «il y a une limite», *Dorshalom*, Génération pour la paix, *Batshalom*, les Filles de paix, *I'FLAC*, forum international pour la littérature et la culture de paix, animé par les Baha'is et qui organise des rencontres entre étudiants palestiniens et israéliens, etc.

- Les Amis de Shalom Arshav, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

- Gush Shalom, Rupin Street 10a, Tel Aviv, 63576 Israël, [www.gush-shalom.org](http://www.gush-shalom.org).

- Coalition des femmes, [www.geocities.com/womancoalition](http://www.geocities.com/womancoalition).

lières. Les Etats-Unis, en gentil grand frère a commencé à faire pression sur le gouvernement pour que les multinationales puissent continuer à piller le pays. (*Carbusters*, septembre 2002)

## USA : enquête sur Enron ?

La faillite de la septième compagnie mondiale sera-t-elle expliquée un jour ? Sur les 248 sénateurs et députés



qui siègent dans les onze commissions du congrès mises en place après ce scandale, 212 ont reçu des dons pour leur campagne de la part d'Enron ou de son cabinet d'audit Arthur Anderson ! (Courrier international, 21 février 2002)

## EUROPE Démographie : vers la décroissance ?

La population européenne est presque stable : elle était de 379 millions au 1er janvier 2002 avec une croissance de 0,4 %. Si en Europe, il n'y avait l'immigration, la population baisserait actuellement en Suède et en Allemagne et serait stable en Autriche et en Italie. Sans immigration, la croissance ne serait que de 0,1 %. (Ined, avril 2002)

## Petits partis

Le gouvernement a annoncé son intention de renforcer la place des grands partis dans les assemblées en diminuant la proportionnelle là où elle existe, en remontant les taux permettant à deux listes de fusionner lorsqu'il y a deux tours... bref, en limitant la démocratie. Un sondage, réalisé par le CSA publié par *Le Parisien* le 1er septembre indique que 73 % des Français sont au contraire favorable à une meilleure représentation des petits partis.

## Social-libéralisme

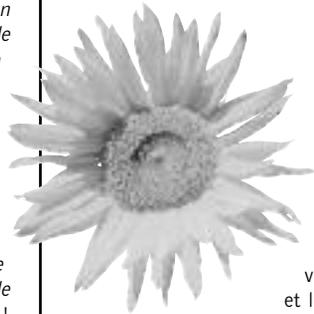


Dominique Strauss-Kahn, membre et conseiller économique du parti socialiste, écrit dans son dernier livre : «*Du groupe le plus défavorisé, on ne peut malheureusement pas toujours*

attendre une participation sereine à une démocratie parlementaire» et de conseiller de prendre appui sur «un groupe intermédiaire» «armature de notre société» dont les membres «en assurent la stabilité, en raison même des objectifs inter-générationnels qu'ils poursuivent» et qui reposent «sur la transmission d'un patrimoine culturel et éducatif, d'une part, d'un patrimoine immobilier et quelquefois financier d'autre part, qui sont les signes de leur attachement à l'économie de marché». Quelle confusion ! S'appuyer sur une élite, c'est la base idéologique du fascisme. Vouloir la stabilité inter-générationnels, c'est le propre du conservatisme. L'attachement à l'économie de marché, c'est le propre du libéralisme... trois tendances de la droite !

## NANTES Référendum associatif

Le jour des élections, l'association NEUF, Nantes est une fête, organisait un référendum à multiples questions sur les choix de la municipalité nantaise : d'abord des questions locales comme : pensez-vous urgent d'obtenir 500 instituteurs de plus dans le département ? Etes-vous pour l'élection au suffrage universel des dirigeants de la communauté urbaine ? Etes-vous pour que l'usine Carnaud Métalbox continue à incinérer elle-même ses déchets en rejetant des produits toxiques proches de la dioxine ? Etes-vous pour la construction d'un nouveau pont entre Nantes et Rezé, avec comme conséquence une augmentation du trafic routier ? Etes-vous pour que les salaires des joueurs de foot soient augmentés ? Ensuite des questions nationales comme : êtes-vous pour le vote des étrangers résidant en France ? Pour l'interdiction des partis dont les dirigeants sont condamnés pour incitation à la haine raciale ? pour l'impunité du président de la République ? pour la transparence des opérations financières des collectivités publiques ? pour la mise en place d'une taxe dite Tobin sur les opérations financières ? pour des sanctions contre le commerce bancaire avec les paradis fiscaux ? pour l'annulation de la dette du tiers-monde ? 400 personnes du quartier de Chantenay ont participé au référendum (soit 11,62 % du corps électoral)... provoquant de nombreux débats, la municipalité essayant par tous les moyens de bloquer cette initiative. NEUF, Maison des citoyens du monde, 8, rue Lekain, 44000 Nantes, tél : 02 40 46 11 72.



## Du côté des Verts

■ **Colombie : Ingrid Betancourt toujours détenue.** La guérilla marxiste demande la libération de cinquante de ses militants en échange de sa libération. Non seulement le gouvernement colombien a refusé, mais il a engagé une procédure pour dissoudre le parti vert en prétextant qu'il n'est pas représentatif, et les services fiscaux ont engagé des poursuites contre Ingrid Betancourt pour le retard de paiement de ses impôts !

■ **Belgique : démission d'une ministre.**

Mayda Aelvoet.

La ministre verte de la santé, Magda Aelvoet, a démissionné de son poste le 27 août pour protester contre la vente de 5500 pistolets-mitrailleurs de son pays au Népal, alors qu'y sévit une guerre civile qui a déjà fait des milliers de morts. Le premier ministre prétend aider une «jeune démocratie» qui lutte contre «une dictature démocratique». Rappelons-lui qu'il s'agit de la répression du peuple par une royauté. Isabelle Dunant, autre verte, ministre des transports, s'est contentée de demander un débat parlementaire.

■ **Europe : plus de transparence.**

La BEI, banque européenne d'investissement, est l'institution de financement de l'Union européenne. Plusieurs de ses prêts ont été contestés par les groupes politiques dans le passé. Les eurodéputés Verts ont réussi à faire passer des amendements sur son fonctionnement : tous les projets de financements seront annoncés à l'avance, ils devront respecter les accords du parlement, en particulier ceux visant la diminution des gaz à effets de serre. Ceci devrait permettre concrètement d'arrêter bon nombre de financements concernant les transports routiers.

■ **Sport de haut niveau.** Membre du comité économique et social, Jean-Luc Benhamias, ancien secrétaire national des Verts, vient de rendre un rapport sur le sport de haut niveau et l'argent. Il y souligne deux dérives importantes : le nationalisme exacerbé et la globalisation de l'intervention des grandes firmes par le sponsoring et l'une de ses conséquences : le nécessaire dopage pour battre des records. Les solutions passent par un retour à l'incertitude du sport, à la transparence, à la lutte contre la violence.

■ **Pédophile.** Fin avril, Alain Rist, vice-président Vert de la région Ile-de-France, a été mis en examen et laissé en liberté contre une forte caution, après qu'il ait été repéré comme utilisateur d'un réseau internet pédophile. Il a reconnu les faits, a démissionné de son poste de vice-président et retiré sa candidature des législatives... mais est toujours conseiller régional.



## MARSEILLE MARSEILLE Nuit de l'anarchie Les grandes émotions

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme organise une nuit de l'anarchie le samedi 5 octobre à partir de 15 h au Théâtre Tourny, 16, promenade Léo-Ferré, 13003 Marseille (bus 89). Spectacle théâtral à 21 h : Louise Michel, la vierge rouge, soirée musicale avec Michèle Bernard, expo et débat autour de Louise Michel. CIRA, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille, tél : 04 91 56 24 17.

Après les attentats du 11 septembre aux USA ou la montée de l'extrême-droite en France, on assiste à une montée collective de l'émotion qui empêche toute réflexion posée. Comment alors prendre des décisions ? Ronald Creagh, chercheur, animera une conférence-débat sur ce sujet le samedi 12 octobre à 15 h au CIRA, 3, rue Saint-Dominique, 13001 Marseille, tél : 04 91 56 24 17.

# L'erreur est humaine et nous sommes humains

Ceci est une histoire vraie. Simple témoignage de ce que j'ai vécu, sans autre ambition que d'informer sur les dangers de l'atome, dangers que les spécialistes en communication d'EDF occultent soigneusement dans leur publicité pour promouvoir l'énergie nucléaire. « Nous vous devons plus que la lumière », paraît-il. Oui, c'est vrai, vous nous devez la vérité et là, il y a défaut...

J e m'appelle Georges Settimo, 54 ans, marié, deux enfants. J'ai commencé au « bas de l'échelle » pour finir expert en auscultation d'ouvrages d'art. Formé à travailler et raisonner avec rigueur, méthode et précision, je ne crois aux coïncidences que dans la mesure de leur probabilité.

En 1974, j'avais 27 ans et travaillais avec deux autres intérimaires, Kader et Antonio, dans les souterrains du CERN (Centre européen de la recherche nucléaire) de Genève, alors en construction, à proximité de caisses et bidons portant le fameux triangle de danger radioactif, lorsqu'on m'a diagnostiqué un cancer du sang proche du dernier stade, ce qui me laissait peu de chances de survie. Farouche défenseur du nucléaire, dans lequel je voyais la solution écologique et économique au problème crucial de l'énergie dans le monde, je n'ai vu là qu'une coïncidence et n'ai pas remis en cause pour autant mes convictions.

C'est donc en rejetant toute responsabilité du nucléaire dans ma maladie que j'ai entrepris de lutter contre elle, consultant de nuit et comme un voleur mon dossier médical afin de connaître la vérité sur son évolution (en matière de cancer, bonjour les mensonges...), calculant mes chances de rémission en fonction de sa progression ou de son recul, m'informant auprès des publications médicales, discutant les protocoles de cure comme un spécialiste, ce qui, je m'en souviens, mettait mal à l'aise le patron du service d'hématologie. Parlant de l'origine de cette maladie, mon médecin traitant avait bien évoqué une possible relation de cause à effet entre mon travail et mon cancer mais, prisonnier de mes certitudes, je n'ai pas voulu le croire. Sauf oubli, il fut le seul à m'avoir dit la vérité et à me communiquer les statistiques de rémis-

sion (sauf à reprendre le dessus, j'en avais pour moins d'un an...) S'il lit ces lignes, qu'il sache que je le remercie pour sa franchise.

## Partisan du nucléaire

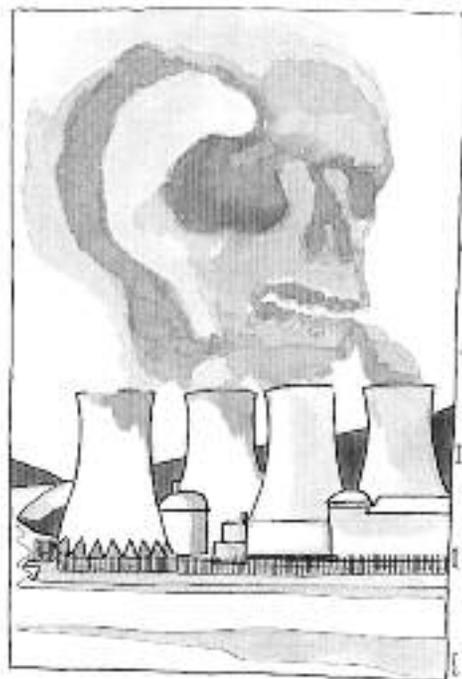
Et c'est ainsi que, encore sous traitement et à peine en état de travailler, j'avais repris le travail dans... le nucléaire et participé (croyez que je le regrette !) à la construction d'Eurodif, à Bollène en 1976 ! Nul ne pourra me taxer d'avoir toujours été un antinucléaire convaincu !

Le cancer ? On le coupe (quand on peut), on le brûle (par radiothérapie au risque de générer un autre cancer...) ou on l'empoisonne. Chirurgie, cobalt, chimiothérapie (à une époque où elle était balbutiante), j'ai subi tout cela et vous fais grâce de l'enfer que j'ai vécu et des agonies des compagnons d'infortune que j'ai vus mourir. Comment décrire la détresse d'une belle jeune fille de 16 ans qui a « toute la vie devant elle », c'est-à-dire trois mois et qui, devenue chauve et squelettique sait que c'est la fin... Cette douloureuse expérience fut cependant une bonne leçon de modestie. Avant cela, en effet, j'étais persuadé que ces choses-là ne peuvent arriver qu'aux autres. Là aussi je me trompais, mais j'étais jeune et j'étais con... Un moral à toute épreuve et une vie saine (je ne bois ni ne fume, fais du sport et mange bio) ont, paraît-il, favorisé ma guérison. Je veux bien le croire.

*J'ai participé  
(croyez que  
je le regrette !)  
à la construc-  
tion d'Eurodif  
en 1976.*

## La révélation

C'est en allant faire ma cure de stabilisation de la maladie, dite cure d'entretien, et alors que j'étais sur le point d'aller en mission de travail à la COMURHEX, (encore une usine nucléaire), que j'ai eu la révélation !



Par le plus grand des hasards, alors que je traversais le couloir du service d'hématologie, j'ai été interpellé de son lit par un malade qui m'avait reconnu, Kader, l'Algérien qui faisait partie de mon équipe au CERN deux ans plus tôt. Moi, je n'aurais pu le reconnaître : il n'avait plus de cheveux et même sa moustache et ses sourcils étaient clairsemés. Rien qu'à le voir, j'avais compris... La lecture de son dossier (qu'on avait laissé sur son lit sans risques, il ne savait pas lire) m'apprenait qu'on lui avait enlevé la rate, qu'il en était au dernier stade, que son traitement était « palliatif » : bref, un mort en sursis. Ignorant et naïf, il me dit qu'il a été très malade mais que ça va mieux (tu parles !) et qu'il retourne en Algérie dès sa sortie de l'hôpital.

En quelques secondes, mes certitudes se sont effondrées et je calculais déjà les probabilités de coïncidence quand le pauvre Kader leur a asséné le coup de grâce en m'apprenant candidement que le troisième membre de l'équipe était mort depuis six mois d'une longue maladie... Pour lui, il n'y avait pas à se poser de questions, et avec la philosophie chère à ses origines, il conclut par un : « Mektoub ! (c'était écrit) ». Sans commentaires. Merci Kader, je ne t'ai jamais revu, toi aussi tu reposes probablement quelque part dans ton pays natal comme Antonio, le Portugais, mais grâce à vous je suis guéri de mon orgueil et regarde désormais la vérité en face.

Votre mort n'aura pas été inutile. Puisse ce témoignage, que j'écris sans intérêt ni connivence, sous mon entière responsabilité

et dont j'autorise la plus large diffusion, être lu par le plus grand nombre et principalement par les « farouches défenseurs du nucléaire » dont je fus et dont font partie les techniciens d'EDF. Libre à eux d'en tirer les conclusions qu'ils voudront.

Pour ma part, j'ai refusé la pension d'invalidité à laquelle j'aurais pu prétendre. Je m'en suis tiré, avec des séquelles, certes (un stimulateur cardiaque assiste mon cœur, brûlé par les radiations), mais même si mon espérance de vie est sérieusement écourtée, je suis toujours vivant et en activité.

Je ne demande ni reconnaissance ni indemnités et n'ai aucune haine ni rancune envers qui que ce soit, seulement l'espoir que ce témoignage ouvre les yeux à tous ces gens qui, convaincus des bienfaits et de l'innocuité du nucléaire, comme je l'étais moi-même avant cette douloureuse expérience, ne veulent rien voir. Des gens qui se trompent, comme je me suis trompé, qui ignorent ou auxquels on cache les dangers du nucléaire.

Ceux qui nous ont envoyés travailler dans des conditions critiquables savaient-ils ? S'ils savaient, je les laisse face à leur conscience. Sinon, qu'ils sachent que je ne leur en veux pas : ils ne sont pas mes ennemis, eux aussi se sont trompés en minimisant les risques qu'ils nous faisaient courir.

Pendant, si j'étais mort comme mes deux compagnons, personne n'aurait rien su et je ne veux pas disparaître sans avoir témoigné. Je regrette seulement d'avoir mis si longtemps à le faire.

## Comparez vos certitudes

Vous, l'ingénieur du CEA, le chercheur du CNRS, le technicien, le dirigeant, le politique, vous qui avez le pouvoir de changer les choses et qui lisez ces lignes, vous savez qu'on ne peut juger que par comparaison. Comparez donc vos certitudes à celles que j'eus et à celles que j'ai aujourd'hui. Vous faut-il de nouveaux éléments ? Ce témoignage en est un...

En ce qui me concerne, ma conviction est faite. Nous avons été irradiés à notre insu ; et pour cause : à moins de se promener avec un compteur Geiger sur soi en permanence, comment le savoir puisque la radioactivité se joue allègrement de tous nos sens ? Oui, le nucléaire tue, de la façon la plus insidieuse qui soit et on ne saura jamais combien de gens en sont déjà morts.

Encore aujourd'hui, combien de gens ignorent le danger des matières radioactives ou le croient insignifiant ? Des millions sans doute. Quand leur dira-t-on la vérité ?

**Le nucléaire tue, de la façon la plus insidieuse qui soit.**

Mais vous, qui savez ! ... Qui savez qu'on ne peut les détruire, qu'elles ont une durée de vie qui se chiffre en milliers d'années, que certaines parmi les plus dangereuses (plutonium) n'existent que parce qu'elles sont créées par l'homme ; qui savez que nous sommes en train d'en répandre partout sur la planète ; quand arrêterez-vous de faire l'autruche ?

J'ai deux enfants, vous en avez peut-être aussi ou en aurez certainement. Quel monde sommes-nous en train de leur léguer ? Cette pollution invisible, insidieuse et pérenne, qui est la pire de toutes...

Je n'ai que le pouvoir de témoigner : si vous avez le pouvoir de faire changer les choses, faites-le avant qu'il ne soit trop tard ! Arrêtons le massacre et sortons enfin du nucléaire !



L'erreur est humaine et nous sommes humains. Vous, moi, nous nous sommes trompés. Pourquoi persévérer dans l'erreur ?

Georges Settimo ■

Chemin du Mas Bédia, 66690 Palau del Vidre.

Sortons de l'âge du nucléaire

Rassemblement européen

Dimanche 20 octobre 2002, 13 h à Strasbourg  
(devant le Palais de l'Europe, avenue de l'Europe)

0826 166 444

Réseau  
Sortir du nucléaire

Réseau = Sortir du nucléaire = Fédération de 613 associations  
5, rue Dumenge - F-69004 Lyon  
www.sortirdunucleaire.org

NAN au nucléaire  
OUI aux alternatives



## Petite phrase

«Nous sommes à la fin d'une erreur chère et risquée»

Un député social-démocrate allemand après l'adoption de la loi relative à l'abandon progressif du nucléaire en Allemagne.

## Sortie du nucléaire

■ **Allemagne : sortie définitive ?** La droite a fait un temps campagne pour l'abandon du plan de sortie du nucléaire. Donnée favorite pour les élections prévues le 22 septembre, elle a toutefois retiré la question de son programme, les industriels se disant finalement assez satisfait de l'accord obtenu avec le gouvernement socialiste-vert actuel qui prévoit un arrêt des réacteurs d'ici 2020. (*Réseau Sortir du nucléaire*)

■ **Finlande : cinquième réacteur.** Le parlement finlandais, après deux refus (en 1986 et 1993) a finalement voté pour la construction d'un cinquième réacteur nucléaire par 107 voix pour et 92 contre, le 24 mai 2002. C'est le premier réacteur européen qui devrait se construire depuis l'accident de Tchernobyl. C'est la première fois que la construction d'un réacteur nucléaire fait l'objet d'un vote démocratique. Areva (France), BNFL (Grande-Bretagne) Toshiba-Hitachi (Japon), Mitsubishi (Japon), General Electric (USA) sont sur les rangs pour répondre à l'appel d'offre. Pour l'anniversaire de Tchernobyl, le 26 avril dernier, 5000 personnes ont manifesté dans la capitale Helsinki contre ce projet de nouveau réacteur. Les Verts ont quitté le gouvernement. (*Réseau Sortir du nucléaire*)



Michel Bernard

sur la question. Seuls l'Angleterre, la Finlande et la France n'ont pas pris de décision dans ce sens. Le lobby, essentiellement français, fait le forcing pour obtenir le feu vert pour un nouveau type de réacteur dit EPR... qui ne sera pas au point avant une douzaine d'années, un délai suffisant pour développer d'autres modes de production (gaz, charbon, éolien, solaire) et économiser l'électricité. En relais avec les autres organisations européennes, le Réseau

Sortir du nucléaire organise une manifestation européenne le dimanche 20 octobre à Strasbourg avec comme objectif de réunir en seul lieu les 10 à 20 000 personnes répartis en cinq manifestations un an auparavant. Rendez-vous devant le Palais de l'Europe à 13 h pour faire une chaîne humaine autour du bâtiment.

Pour savoir comment organiser un départ groupé depuis chez vous, prendre contact dès maintenant avec :

■ Réseau sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 28 29 22, [www.sortirdunucleaire.org](http://www.sortirdunucleaire.org).

■ Denis Schwartz, tél : 03 88 94 19 69, *coordinateur régional et national sur place.*

■ Sylvain Darou, [sdarou@gmx.de](mailto:sdarou@gmx.de), *pour la mobilisation internationale.*

## Fin du boycott de Siemens

Depuis plusieurs années, des associations allemandes et autrichiennes animaient des campagnes de boycott contre Siemens, cette firme ayant un département nucléaire. Pendant l'été 2001, Siemens a vendu sa branche nucléaire au tout nouveau Areva et écrit maintenant à ceux qui boycottaient pour leur annoncer qu'elle n'a plus d'activités liées au nucléaire.



## STRASBOURG Manifestation européenne

Alors que jusqu'à maintenant, le Parlement européen avait toujours été un rempart contre le lobby nucléaire, on observe aujourd'hui des dérives inquiétantes au sein de la Commission, en contradiction complète avec les politiques nationales de très nombreux pays en phase de sortie du nucléaire. Pour rappel : Autriche, Danemark, Grèce, Portugal, Luxembourg, Irlande n'ont pas de programme nucléaire, Suède, Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas ont un programme de sortie du nucléaire, l'Espagne a un moratoire

## Johannesburg

■ **Retour du nucléaire.** L'Agence de l'énergie nucléaire de l'OCDE (NEA) a publié un rapport très favorable au nucléaire et l'a abondamment distribué pendant le sommet. C'est oublier un peu vite que le protocole de Kyoto a clairement exclu le recours à l'énergie nucléaire comme mode de lutte contre l'effet de serre.

■ **WWF France pro-nucléaire ?** Cette rumeur revient régulièrement. Profitant d'une conférence du WWF à Paris à la veille du sommet, sur le concept d'«empreinte écologique», le réseau *Sortir du nucléaire* est intervenu pour demander pourquoi la question du nucléaire n'est pas abordée. Réponse embarrassée du représentant du WWF-France qui a seulement admis l'opportunité d'un débat parlementaire. Le WWF-international est lui clairement antinucléaire. Le fait que le WWF tisse des accords de partenariat avec des grandes entreprises peut expliquer cela.

■ **Occupation du stand EDF.** Le gouvernement français a invité une quarantaine d'associations à tenir un stand ONG dans le pavillon français, au milieu d'autres stands des grandes multinationales. Parmi les 40 représentants, Stéphane Lhomme présent pour le réseau *Sortir du nucléaire*, a commencé le premier jour, à coller des autocollants sur le stand EDF fraîchement installé, puis constatant que personne ne tenait le stand, il a carrément installé un stand «Sortir du nucléaire» sous le logo EDF. Le stand richement illustré en éoliennes a ainsi fait la promotion de la sortie pendant quelques heures, le militant du Réseau bénéficiant même d'une liaison internet pour envoyer des communiqués. La police est finalement intervenue et il a décuvert pendant quelques heures les locaux des services de sécurité.

■ **Chirac pour un nucléaire durable.** La France, sous couvert de l'Europe, a présenté un amendement à la déclaration finale pour remplacer les «énergies renouvelables» par les «technologies du futur». Cet amendement a été soutenu immédiatement par les USA et les pays de l'OPEP. Il permettrait d'intégrer le nucléaire comme un élément du développement durable. Le gouvernement brésilien est venu au secours des ONG pour dénoncer cet amendement.

■ **Chirac muselle l'opposition.** Six représentants d'ONG françaises devaient pouvoir suivre le discours de Chirac. Stéphane Lhomme, présent dans cette délégation, a été interpellé dès son entrée dans la salle et son accréditation confisquée. Nucléaire et démocratie ne font toujours pas bon ménage, même à l'autre bout du monde.

■ **Greenpeace occupe Koeberg.** Le réacteur de Koeberg, en Afrique du Sud, est le seul du continent africain. Samedi 24 août, arrivant à bord de zodiacs, six militants de l'association ont réussi à pénétrer dans le site du réacteur et à hisser une banderole portant l'inscription «Nucléaire hors d'Afrique». Douze personnes ont été interpellées après une chasse poursuite sur les eaux.

■ **Pour les énergies renouvelables (1).** Les Amis de la Terre et Greenpeace ont organisé une manifestation commune le 1er septembre contre les aides versées aux multinationales pour les grands projets, que ce soit le nucléaire, le charbon ou les grands barrages qui sont source de pollution, de déplacement de population, de maladies professionnelles. Les deux grandes associations internationales demandant un plan de développement des renouvelables.

■ **Pour les énergies renouvelables (2).** Greenpeace a réalisé une immense peinture murale dans les rues de Johannesburg pour marquer la remise aux organisateurs, le 30 août, d'une pétition ayant recueilli plus de 1,6 million de signatures dans 27 pays en faveur des énergies renouvelables.



DR



DR



DR

Le devenir de l'Homme et de la Terre

RENCONTRES INTERNATIONALES  
d'AIIX-LES-BAINS (Savoie)  
11-13 octobre 2002



vous sentez-vous concernés?

SCIENCE & CONSCIENCE

2ème édition

Trois journées de conférences, tables rondes et ateliers  
autour des thèmes :

- Science et conscience ou construire sur des ruines
- L'avenir selon les grandes traditions religieuses
- Quelle survie pour la terre ? De la causalité à l'interdépendance
- Vers le développement harmonieux et éthique de l'Être humain

Conférenciers :

PIERRE ARRIBARD - DANIEL CHEVASSUT - JEAN-JACQUES  
CRÉVECOEUR - ANDRÉ COMTE-SPONVILLE - FAOUZI SKALI -  
BERNARD HERZOG - PAUL LANNOYE - LAMA DENYS  
TENDROUP - JEAN-BAPTISTE LIBOUBAN - PATRICIA  
MONTEAUD - BAZARAB NICOLESCU - JEAN-MARIE PELT -  
PIERRE RABHI - CLAUDE REISS - PATRICK TACUSSEL -  
GUY THIEUX - RICHARD WELTER, etc...

Dans le cadre des Rencontres Internationales  
Science & Conscience  
Aix-Les Bains - Centre des Congrès

Deux représentations inoubliables  
avec la participation exceptionnelle d'Alain Kremski  
samedi 12 oct. à 20h 30 et dimanche 13 oct. à 17h 30

LES DERVICHES  
ET LA REINE DE SABA



D'après les danses sacrées traditionnelles des Derviches  
Halim, sur des musiques d'aujourd'hui, des mouvements,  
des techniques et des exercices d'Euphonie Gestuelle créés  
par Emma Teiss Goffin; démonstration avec ses élèves.

Renseignements : Nicole BERTAUD - tél : 06.87.83.63.24  
fax : 04.50.51.73.75 - Site : www.conscience.fr.st  
Réservez dès maintenant le spectacle, auprès des FNAC  
au 08 92 68 36 22 - par minitel : 3622 FNAC -  
sur le site www.fnac.com - entrée 25 €

## Annonces

### Entraide

■ Je propose des fiches Eco avec sélection de références biblio, adresses, événements. Deux fiches disponibles : les petites éoliennes, le traitement autonomes des eaux usées par les plantes et les bactéries. 2 € chacune pour frais d'envoi. C. Héron, Les Vignes, 61130 Saint-Fulgent-des-Ormes.

### Vivre ensemble

■ Cherchons famille pour acheter en copropriété un hôtel-restaurant en cessation d'activité. Il pourrait être divisé pour le mélange des âges (aînés et plus jeunes). Proche centre ville, près de Valence. Les parties communes (bar, restaurant, jardin, dépendances) pourraient être organisées en type association à définir avec les résidents. Catherine Robinet, tél : 04 75 80 04 63.

■ Cherche personnes « en chemin » pour échanger idées, s'entraider et peut-être « vivre et travailler ensemble ». Simplicité de vie. Tendance vie saine (végétarisme, non fumeur, non buveur). Libre spiritualité vécue. Dimension sociale. Projet d'oasis en auto-éco-bio-construction. Ardennes - Gaume ou ailleurs. Laissez vos coordonnées au 0486/485431 (Liège, Belgique).

■ J'ai 45 ans, et je voudrais, à partir d'un lieu où d'autres activités de production écologique sont déjà en place, avoir une activité de construction de maisons ossature bois bioclimatiques. Je cherche un endroit, sans chiens, où du terrain

constructible est à vendre pour réaliser ma propre habitation qui pourrait servir de référence en même temps que de terrain d'expérience dans la perspective d'une collaboration avec une personne voulant m'accompagner dans ce projet. Ne pouvant mener cette activité seul, je cherche donc quelqu'un ayant des compétences dans la construction et le désir d'assurer avec moi toutes les étapes, de la conception à la pose, des chantiers. L'idéal serait la rencontre avec une personne disposant de moyens de réaliser une deuxième construction ce qui, outre le fait que je n'ai pas les moyens de payer quelqu'un pour m'aider, nous mettrait dans une situation d'égalité et constituerait la première étape d'une telle association. J'ai de l'expérience dans la construction bois, surtout comme métreur-dessinateur, mais aussi comme charpentier et j'ai un peu pratiqué le bois cordé et l'association ossature bois + bottes de paille. Je dispose de 38 000 € pour réaliser mon habitation. Patrick Urlacher, 4, avenue du Limousin, 63000 Clermont-Ferrand, tél : 04 73 36 82 49.

### Recherches

■ Nous sommes à Bamako (Mali), où nous fabriquons des fours solaires (visibles sur www.sonikara.com). Nous pensons qu'il s'agit d'un moyen efficace et abordable de lutter contre le déboisement et la pauvreté. Notre unité de production peut fabriquer

500 pièces/mois. Nous sommes intéressés par l'étude de frigos solaires et cherchons de l'aide ou partenaires dans le domaine. System B, BP E4131, Bamako, Mali, tél : 223.228.69.90, courriel : christopheberit@hotmail.com.

■ Pays de l'Est. Je cherche des contacts à l'étranger (Europe de l'Est) pour un stage de 3e année d'études en 2003 portant sur écologie, aménagement du territoire, environnement. Je cherche particulièrement des fermes pédagogiques ou ayant une activité culturelle, des réalisations de gestion de l'eau, d'assainissement. Contacts parlant français ou anglais. C. Alauzen, tél : 04 75 21 47 04.

■ Cherche des informations concernant le passage d'une cantine traditionnelle en cantine bio. Cherche également des infos sur les vélos à assistance solaire. Tél : 04 67 85 31 35.

■ Hérault. Cherche des lecteurs de Silence à Coumonterral ou environ (à côté de Montpellier) pour discuter, monter projet théâtromusico-spectacle, une clinique vélo, ou autre... Tél : 04 67 85 31 35.

### Rencontres

■ Réf. 288.01. Région parisienne. Végétarien, 50 ans, jeune de corps et d'esprit, dynamique, cultivé, attentionné, appréciant contact nature, vie saine, cinéma, peintures, sorties... attend compagne même profil pour nouveau départ. Ecrire à Silence qui transmettra.

### A vendre

■ Vends pétrin mécanique 100 litres, moteur refait à neuf, marque Rex : 900 €. Vends également caravane + auvent + frigo neuf : 800 €. Nathalie, 05 53 62 07 15.

■ Vends couches en coton taille 3 (3 à 7 kg) : 12 couches + 3 doublures coton + 4 culottes nylon (3 pour le jour, une pour la nuit), pour 80 € frais de port compris. Achetées à l'origine à Bébés écolos. Nathalie Dubrulle, 2, place de l'Eglise, 36340 Maillet, tél : 02 54 24 21 93.

**Gratuites :** Les annonces de Silence gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

**Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

**Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



## Petites phrases

«Depuis 1992, au moins 90 % des élections majeures en Afrique francophone ont vu leurs résultats inversés avec l'appui ou la caution de la coopération française»

François-Xavier Vershave, France-Afrique, le crime continue. 1997.

## Campagne pour la transparence financière

Les ONG britanniques ont lancé la campagne *Global Witness* qui demande que soit publiée par les gouvernements l'intégralité des revenus versés par des compagnies transnationales d'exploitation de ressources naturelles. Au niveau du droit international, les gouvernements doivent cette transparence sur les finances publiques. Cette campagne a semé la zizanie parmi les compagnies pétrolières qui craignent que l'on mette au jour l'ampleur de leurs aides aux gouvernements fantoches principalement en Afrique. En France, cette campagne est relayée par *Survie*, 57, avenue du Maine, 75014 Paris, tél : 01 43 27 03 25.

## THAÏLANDE L'Assemblée des pauvres

Cette association a vu le jour initialement en 1995 pour défendre les villageois déplacés par des projets industriels (barrages en particulier). L'activité de l'association s'est élargie avec l'arrivée de nombreuses personnes victimes des mauvaises conditions sanitaires de travail dans les usines. Après occupation d'un chantier de barrage pendant plusieurs années, malgré une vive répression, les membres de l'association ont obtenu en juin 2001, l'ouverture des portes du barrage et sa non-mise en eau tant que ne serait pas réglés les problèmes liés à ce barrage : terres noyées et populations déplacées, problèmes de circulation des poissons privant de nombreux villages en amont d'une ressource précieuse. Trois études, financées par la Banque mondiale sont actuellement en cours pour essayer de trouver des solutions. La lutte, menée de manière non-violente, semble avoir débouché sur une victoire. *Assembly of the poor, Wanida Tantiwittayaphitak, c/o FOP, 99, 3rd floor, Nakorn Sawan Road, Pom Prab, Bangkok, Thailand 10100, tél : 66 2 281 2595.*

## HIMALAYA Tsampa Equita

*Tsampa Equita* est une nouvelle association qui s'est mise en place pour aider à la mise en place d'un atelier de papier recyclé dans l'Himalaya indien, en liaison avec *Tierra Incognita*. Elle essaie également d'installer sur place une micro-turbine hydraulique pour alimenter les machines de cet atelier. *Tsampa Equita, résidence Le Lac, montée D, 72, route des Ecoles, 74410 Saint-Jorioz.*

## CONGO-BRAZAVILLE Mystérieux percepteur !

Deux compagnies américaines qui avaient racheté des créances du Congo-Brazaville, ont essayé de se faire rembourser par le pays. Pour cela, elles ont effectué une action en justice pour bloquer les comptes de la Socotram, une société qui perçoit dans le pays les taxes maritimes. Dirigée par Willy Nguesso, neveu du président, les compagnies pensaient qu'elle était une agence de l'Etat congolais. Les avocats de la Socotram ont montré qu'il n'en était rien : 55 % du capital de la société sont détenus par une compagnie du Liechtenstein, Shipping and Trading dont le capital appartient à Elf et Bolloré ! Les compagnies américaines ont perdu leur procès mais on sait maintenant que certains impôts dans ce pays sont collectés par des firmes privées... françaises. (*Billets*



d'Afrique, été 2002)

## ANGOLA Pasqua se met à l'abri

Les trafics d'armes avec l'Angola auraient permis de détourner d'énormes sommes (l'enquête parle

## HAÏTI

## Sévère répression

Les ouvriers des plantations d'oranges amères avaient créé un syndicat et obtenu le soutien d'associations de solidarité internationale pour faire pression sur Cointreau pour qu'il pousse à l'amélioration de leurs conditions de travail. La campagne n'a pas eu le résultat escompté : Cointreau a changé de fournisseur. Sur place, les propriétaires des plantations ont lancé une chasse à l'homme. Alors que traditionnellement, les ouvriers peuvent jardiner dans les plantations en dehors des périodes de récoltes, ceci leur a été interdit. Le 27 mai, alors qu'un groupe essayait de venir cultiver, ils ont été attaqués à la machette et deux personnes âgées ont été tuées, plusieurs manifestants et deux journalistes arrêtés par la police. Neuf paysans dont deux femmes ont été placés en prison et les journalistes n'ont été libérés que le 11 juin. (*Peuples en marche, juin 2002*)

d'un milliard de francs). Outre Jean-Christophe Mitterrand, Charles Pasqua semble être l'un des bénéficiaires de l'opération. Frappé par le cumul des mandats, il vient d'abandonner la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine, conservant sa place de député européen, ce qui lui permet de bénéficier d'une immunité vis-à-vis des procédures judiciaires.

## CONGO-KINSHASA Trafic de matières radioactives

Deux Congolais ont été retrouvés flingués sur une aire de repos au sud de Lyon le 29 décembre 2000. Il s'est révélé que l'un était un ancien militaire proche de Mobutu, et que l'autre magouillait dans le trafic de matières précieuses. Selon les services de contre-espionnage français, la DGSE, le deuxième cherchait à vendre des matières radioactives (uranium 235 et césium 137) pour financer un coup d'Etat mené par le premier. La DGSE ne donne pas d'indication sur qui a pu les abattre. (*Billets d'Afrique, été 2002*)

## Pyrogue Orphelinat

Afin de construire et financer un orphelinat en Guinée, l'association *Pyrogue Orphelinat* cherche dona-

teurs et parrains. *Pyrogue Orphelinat, 38, chemin du Fort, 69340 Francheville, tél : 04 78 59 64 47.*

## COMMERCE ÉQUITABLE Formation

Si vous désirez mettre en place une entreprise de commerce équitable, il existe maintenant une formation qu'il est possible de suivre. Prendre contact avec : *Quatre Mâts Développement, ZI, route de Thennes, 80110 Moreuil, tél : 03 22 09 78 06, www.quatre-mats.org.*



## LYON

## Semaine de la Françafrique

Du 8 au 11 octobre, *Survie-Rhône* organise, avec de nombreux partenaires, une semaine d'information sur les relations mafieuses entre la France et nombre de pays africains. Parole, musique, livres, vidéos, cinéma permettront à un public large de découvrir les facettes de notre collaboration. Au programme : mardi 8, forum de la FNAC, à 17h30, rencontre avec François-Xavier Vershave, auteur du livre *Noir Silence* et présentation du dernier disque du chanteur ivoirien Tiken Jah Fakoli avec une chanson intitulée *Françafrique*. A 20h30 au CCO, 39, rue Courtelaine, à Villeurbanne, concert de reggae de Tiken Jah Fakoli. Jeudi 10 octobre, au cinéma Opéra, 6, rue Joseph-Serlin, projection du film *Mobutu, roi du Zaïre*, suivi d'un débat animé par Pierre Caminade. Vendredi 11 octobre, à la MJC Montplaisir, 25, avenue des Frères-Lumière, conférence de François-Xavier Vershave : *Françafrique, le crime continue*. *Survie Rhône, 44, rue Saint-Georges, 69005 Lyon, tél : 04 78 02 17 78.*



François-Xavier Vershave

# Contre la bio en grande distribution

La grande distribution a appréhendé l'agriculture biologique en terme de nouveau marché sans aucune considération pour les réels enjeux écologiques, humains, sociaux et sociétaux. Le résultat sera le même qu'avec les autres produits : anéantissement de l'artisanat, du petit commerce, du petit agriculteur, au profit de filière industrielle.



DR

Auteur d'un livre (1) dénonçant les pratiques dévastatrices des supermarchés et hypermarchés, je ne peux que me retrouver dans le rôle de l'opposant à la présence de la bio en grandes surfaces.

Cinq centrales d'achats se partagent le marché français. Ces grands réseaux ont anéanti le commerce de proximité, ruiné l'artisanat, poussé l'industrie à délocaliser et favorisé les importations massives entraînant chômage, misère et précarité. Les exigences des centrales d'achat : «des prix acceptables pour le consommateur, pour le distributeur, le reste pour le producteur», ont amené l'agriculture à s'industrialiser, laissant derrière elle des provinces déshumanisées et désertifiées. Face à l'inquiétude grandissante de l'opinion publique (2), la grande distribution surfe aujourd'hui sur la vague du retour au naturel. De quelle bio s'agit-il ?

L'agriculture biologique ne saurait se résumer au seul respect d'un cahier des charges purement technique, même le plus exigeant. Consommer bio, c'est avant tout s'engager dans une démarche favorable à une agriculture paysanne, humaine, durable et solidaire. C'est un moyen d'exprimer son refus du système productiviste. C'est une manière de se prononcer en faveur de l'émergence d'une société nouvelle, refusant la maltraitance animale, respectant l'homme, son

environnement et n'hypothéquant pas le devenir des générations futures. La bio en grande surface peut-elle vraiment répondre à ces exigences ?

La grande distribution a appréhendé l'agriculture biologique en terme de «niche» et de nouveau marché. Elle répond à la demande par une offre issue de la bio-industrie, sans aucune considération pour les réels enjeux écologiques, humains, sociaux et sociétaux. Il suffisait de voir les stands (3)

*Il faudrait être plus que naïf pour confondre une approche philosophique, avec une démarche purement marketing.*

des grands distributeurs au dernier Salon de l'agriculture pour comprendre. Bio, Agriculture raisonnée, Développement durable : autant d'accroches marketing qui, pour un peu, nous feraient croire que la grande distribution et l'agriculture ne font plus qu'un ! Déjà un joueur de football joue sur son nom pour vanter les mérites du bœuf dans une campagne qui amalgame «critères qualité certifiés» «Label rouge» et «AB. Les mêmes n'hésiteront pas, le moment venu, à orchestrer la confusion entre les labels de l'agriculture biologique et les identifiants de l'agriculture dite raisonnée, lorsque ce nouveau fleuron de l'agriculture productiviste aura envahi les rayons de nos hypermarchés.

Un éditorial publié par le magazine LSA (4), la revue de la grande distribution (qui n'a rien d'un repère d'écologistes...) en dit long sur des pratiques que tout le monde connaît :

«La matière première se fait rare, à tel point que les cultures bio n'arrivent pas à suivre la demande. Les industriels sont alors contraints d'importer leur précieuse marchandise. Ainsi, d'après le patron d'une grosse société agro-alimentaire française, la majorité des produits bio transformés provient de matières premières importées d'Italie. Et, ajoute-t-il, ne seraient biologiques que par leur nom». Cas isolé ou pratiques généralisées ?

Chantal Le Noallec a rappelé dans les colonnes du Monde Diplomatique (5) que «derrière les produits bio à base de soja de la marque Soy, fabriqués par la société Nutrition et Soja, vendus dans un grand nombre de magasins bio, il y a Novartis, multinationale pharmaco-agrochimique planétaire».

Alors bio or not bio en grande distribution ?

Oui, plutôt deux fois qu'une, si elle répond à tous ces critères qui impliquent un profond changement de société prenant en compte les valeurs humaines, sociales et environnementales. Critères que le distributeur se doit d'appliquer, non pas à des produits alibis, mais à l'ensemble des produits présents sur ses rayons.

Non, si sa présence ne se résume qu'à une approche «produit» occultant toute exigence d'évolution de la société.

Il faudrait être plus que naïf pour confondre une approche philosophique, avec une démarche purement marketing. La présence de produits bio sur les rayons n'a d'autre objectif que de redorer l'image de la grande distribution. Elle lui permet d'occuper cette lucrative part de marché, d'éliminer la concurrence, de créer des filières incontrournables pour les producteurs industriels au détriment des plus petits. Démarche qui a déjà ruiné le commerce, l'artisanat, le monde agricole et aujourd'hui celui de l'entreprise. Elle ne sert en réalité qu'à accroître encore les super-bénéfices qu'elle réalise grâce à la crédulité du citoyen-consommateur.

Christian Jacquiau ■

Article repris de *Nature et Progrès*, mai 2002.

(1) «Les Coulisses de la grande distribution», éd. Albin Michel.

(2) Crise de la vache folle, tremblante du mouton, et bien pire à venir avec la prolifération des OGM.

(3) Les plus beaux et les plus vastes, rivalisant de luxe avec ceux de la FNSEA.

(4) «Troisième voie», Bruno Askenasi, LSA, 8-14 octobre 1999.

(5) «Main basse sur les produits bio», Chantal Le Noallec, *Le Monde diplomatique*, mars 1999.



## Effet de serre

■ **Canada : protocole de Kyoto en échec.** Le Canada avait annoncé vouloir être leader dans le dossier de l'effet de serre, puis le gouvernement a annoncé qu'il allait ratifier le protocole de Kyoto en juin 2002, puis fin 2002, puis un jour... et en attendant pas question de toucher au gaspillage effréné dans le pays.

■ **Russie : protocole de Kyoto en échec.** Le WWF a mené une vaste étude pour essayer de convaincre Poutine qu'enclencher une politique écologiste pouvait être favorable à l'économie russe : la vente de droits à émettre des gaz à effet de serre permettrait d'investir dans de nouveaux secteurs industriels à la pointe de la technologie. La Russie a annoncé son intention de signer fin août... mais pas de ratifier.

■ **Chine : protocole de Kyoto en échec.** La Chine ne veut absolument pas entendre parler d'une limitation de ses émissions de gaz à effet de serre. Pourtant sa relative faible industrialisation la met à l'abri de faire des restrictions. Elle craint simplement que le protocole une fois signé, de nouvelles négociations commencent pour poursuivre à la baisse les émissions de gaz polluants. Un chercheur du Bureau national de l'océanographie vient pourtant de rappeler utilement que la moitié de la population chinoise habite sur le littoral et qu'une montée des eaux accompagnée d'aléas climatiques violents pourraient avoir de graves conséquences pour le pays. La montée même modérée de la mer pourrait provoquer d'importantes inondations dans le delta du Yangtse où se trouve la capitale économique du pays, Shanghai. (*Politis*, 25 avril 2002)

coûte mille fois moins cher que sur une pile. Même si l'électricité solaire coûte plus cher que le courant livré par EDF, le solaire reste plusieurs centaines de fois moins chers que les piles : n'hésitez donc pas si vous avez le choix à préférer les petits appareils équipés en solaire : la différence de prix se retrouve vite avec les économies de piles que l'on fait ensuite.



## Transports

■ **Mexico : pas de nouvel aéroport.** L'actuel aéroport, vieux de 91 ans, est saturé et ne dispose de d'une piste. L'urbanisation l'ayant rattrapé, il n'est pas possible de l'agrandir. Le gouvernement avait décidé d'ouvrir un nouvel aéroport à l'est de la ville, mais les paysans, aidés par des groupes militants, s'y sont opposés, refusant toute expropriation de leurs terres. Le 11 juin dernier, quinze personnes de la ville venues faire de nouvelles propositions financières (près de dix fois le prix initialement proposé !) ont été retenues en otage, les paysans demandant l'abandon du projet. Le 2 août, le gouvernement a



annoncé l'annulation du projet.

■ **Feroutage Espagne-Europe.** Dans la vallée du Rhône, une file de l'autoroute est entièrement occupée en semaine par des poids-lourds. Plutôt que d'agrandir l'autoroute, les associations locales suggèrent de mettre les camions sur le train. Un article paru dans le *Midi-Libre* (20 novembre 2001) nous apprend que de nombreux trains partent déjà chaque jour de la frontière espagnole pour l'Europe du nord. Le chargement se fait là, car avant l'écartement des voies pour le rail en Espagne n'est pas le même. Il part ainsi 24 trains de fruits et légumes chaque jour de Perpignan, 12 trains sont chargés à Boulou (autos, sidérurgie, papier, sucre...), 36 à Cerbère/Port-Bou (autos, sidérurgie, mixtes...), 5 à

## Johannesburg

■ **Coûteux sommet.** Une revue britannique a calculé que le seul voyage d'un délégué européen pour Johannesburg, en avion, représente deux fois ce qu'émet, en un an, un Européen moyen. Il y a en moyenne entre 100 et 200 délégués par pays européen...

■ **Sommet «Zéro déchet».** L'alliance mondiale pour les alternatives à l'incinération (GAIA), coalition internationale fédérant 265 organisations dans 55 pays, a lancé une campagne pour demander aux organisateurs du sommet de la Terre de Johannesburg, d'y faire le moins de déchets possibles. En gros que le sommet soit en accord avec les idées qu'il débat. Il demandait que les organisateurs interdise toute incinération des déchets et qu'au moins 90 % des rebuts soient recyclables. La campagne était relayée en Afrique du Sud par Earthlife Africa. L'objectif d'un tel sommet «zéro déchets» serait de prouver aux membres des gouvernements présents que cela est possible et ce, à moindre coût. En France, cette initiative a été relayée par le *Mouvement pour les droits et le respect des générations futures*, 7, rue Principale, 60380 Saint-Deniscourt, tél : 03 44 82 70 37.

■ **Chirac écolo.** «La maison brûle (...) Nous sommes la première génération consciente des menaces qui pèsent sur la planète et la dernière en mesure d'empêcher l'irréversible (...) Prenons garde que le XXIe siècle ne devienne pas, pour les générations futures, celui d'un crime de l'humanité contre la vie». Faites ce que je dis, pas ce que je fais.

■ **Usine chimique cernée.** Le 29 août, Greenpeace a encerclé avec des bandes d'alerte l'usine Chloorkop, près de Johannesburg, usine dont l'explosion pourrait provoquer une catastrophe similaire à celle de Bhopal (plusieurs milliers de morts en Inde en 1984). L'usine appartient à Dow chimical, la même multinationale que Bhopal.



■ **Végétarisme.** Des militantes de l'association végétarienne PETA ont manifesté devant le sommet habillées pour la circonstance uniquement de feuilles de salade.



## Déchets

■ **Evitons les piles.** Depuis le 1er janvier 2001, il est théoriquement interdit de jeter ses piles à la poubelle. Elles doivent être rapportées sur le lieu de vente ou à un point de collecte. En France, il se consomme actuellement environ 26 500 tonnes de piles par an et malgré plusieurs campagnes d'information, les collectes n'en récupèrent actuellement qu'environ 10 % (contre plus de 50 % en Suisse). Les piles sont des déchets hautement toxiques. Même avec toute la bonne volonté du monde, il ne sera jamais possible de toutes les récupérer et la meilleure prévention est donc d'éviter d'en utiliser. La vie d'une pile de sa fabrication à sa destruction consomme 1000 fois plus d'énergie qu'elle n'en restitue... et de fait, si vous avez un outil mixte, en choisissant de vous brancher sur le secteur, cela vous

Rivesaltes (minéraux). Soit 77 trains de 750 m de long par jour, soit l'équivalent de 4000 camions. Le coût est plus avantageux pour le rail à partir de 500 km actuellement... mais on ne peut plus augmenter les trains : la ligne de chemin de fer entre Nîmes et Montpellier est actuellement à saturation. Le coût d'une nouvelle ligne est de 200 millions de francs... soit l'équivalent de 2 km de TGV.

■ **Paris : axe vélo Nord-Sud.** Les Verts à la mairie de Paris ont promis de mettre en place le «réseau vert». Même si cela avance plus doucement qu'annoncé, il y a des progrès : un budget a été dégagé pour la réalisation d'une jonction cyclable entre le canal de l'Ourcq (au Nord) et la coulée verte (au sud) via l'Ile de la Cité, ce qui permettra de traverser entière-

ment Paris en site propre pour un cycliste. La mairie a annoncé sa volonté de diminuer de 10 % la place de la voiture : élargissement des trottoirs, vraies pistes cyclables (avec deux files) à la place d'une file voiture, multiplication des couloirs de bus. (*Réseau Vert*, avril 2002)

■ **Mont-blanc : tentative de criminalisation.** Pour calmer l'opposition aux poids lourds dans la vallée de Chamonix, le gouvernement précédent et l'actuel ont choisi de faire dans le grand guignol. Prétendant des dégradations de caméras de surveillance, des slogans sur les panneaux de circulation, quelques arbres mis en travers de la route, les brigades antiterroristes ont débarqué dans la région. En un an, une quarantaine de personnes ont été interrogées, suivies, mises sur

# Incinérateurs et dioxines

■ **Vérité au-delà.** Selon les méthodes de calcul de l'OMS, reprises par les autorités françaises, les incinérateurs ne provoquent pas en France de cancers. Selon les méthodes américaines (où la dioxine implique des normes mille fois plus basses), on arrive au chiffre de 3200 à 5200 décès annuels.

■ **Erika : Déchets en Hollande.** La plupart des déchets collectés après le naufrage de l'Erika finissent en incinérateurs. Ils sont d'abord séparés par catégories dans une usine pouvant traiter 500 tonnes par jour. Certains finissent aux incinérateurs Arc en Ciel et Valorena de la banlieue nantaise. Mais comme cela ne suffit pas, il est prévu que 40 à 60 convois ferroviaires acheminent des déchets jusqu'en Hollande... Les incinérateurs français étant déjà surchargés par les farines animales.

■ **Dans les feux de décharges.** Rien de plus banal qu'un feu de décharge. Du moins tant que l'on ne fait pas de mesures autour du site. A la suite d'un incendie dans la décharge de Saint-Fromont, dans la Manche, le 7 avril dernier, des analyses ont montré une forte contamination par les dioxines dans un rayon de 750 mètres. Le fauchage et le stockage des herbes des champs contaminés a été interdit. Cette affaire pose une question : combien de périmètres contaminés autour de toutes les décharges en fonctionnement ou fermées ? (Tam-Tam, juin 2002)

■ **Effluents liquides.** Les industriels voudraient nous faire croire que les incinérateurs détruisent les déchets... mais en fait ils les séparent en polluant. Si les gaz chargés de dioxines sont maintenant connus et si l'on commence à prendre la mesure de leurs dangers, il n'en est rien des effluents liquides. Pour rappeler qu'un incinérateur est aussi un pollueur de rivière, le collectif CoVadis a bouché symboliquement la sortie des tuyaux d'évacuation de l'usine de Lunel-Viel le 27 juin dernier. On retrouve dans ces rejets liquides des eaux de lavage des fumées ! Ces eaux récupèrent dans les fumées une partie des dioxines, de l'arsenic, du cadmium, du plomb, etc. Pendant que l'on surveille les cheminées, la dioxine se fait la malle par les égouts ! CoVadis, AVEC, BP 69, 34401 Lunel cedex.

■ **Angers: cancers.** Une étude, rendue publique le 23 août, conclut à un risque de 18 cancers supplémentaires autour de l'incinérateur d'Angers. Le *Journal du Dimanche* du 18 août en a révélé l'existence. Pour la première fois en France, ce rapport établit de manière officielle le fait qu'un incinérateur de déchets peut provoquer des cancers. Cette information devrait accélérer la mise en cause devant la justice des responsables, aussi bien au sein des différents gouvernements qui ont toujours nié ce risque, que parmi les responsables de l'industrie de l'incinération. La ministre de l'Ecologie, Roselyne Bachelot a affirmé qu'«après la mise aux normes, les rejets disparaissent pratiquement». Pour Pierre-Emmanuel Neurohr, Directeur du

CNIID, Centre national d'information indépendant sur les déchets, «Les services de l'Etat nous ont dit depuis toujours que les incinérateurs de déchets ne posent pas de problème pour la santé. Aujourd'hui, ils nous disent que ces usines peuvent provoquer des cancers. Et dans le même souffle, ils nous annoncent que les incinérateurs qui se construisent actuellement... ne posent pas de problème pour notre santé». Le mensonge se poursuit donc.



écoutes... Une opération escargot a été réprimé dans les gaz. Le président de l'association pour le respect du site du Mont-Blanc a été interrogé pendant six heures. Pendant ce temps, les poids lourds passent pour livrer à l'Italie des produits à transformer que d'autres poids lourds ramèneront ensuite en France et en Europe pour être consommés.

## Forêts tropicales

■ **Brsil : forêt protégée.** Le 22 août, le gouvernement brésilien a annoncé la création du parc national de Tumucumaque qui protège d'un seul coup 3,8 millions d'hectares de

forêt tropicale (plus que la surface de la Belgique). Ce parc touche sur plus de 400 km la frontière avec la Guyane française. Il serait donc possible de l'agrandir encore en créant le fameux parc national de Guyane sans cesse annoncé et reporté depuis maintenant une trentaine d'années.

■ **Lyon s'engage.** Sur proposition de Gilles Buna, adjoint vert à l'urbanisme, la ville de Lyon a adopté, le 27 mai dernier, une résolution instaurant l'obligation pour ceux qui répondent aux appels d'offre de la ville de ne pas utiliser d'espèce de bois en voie de disparition et de fournir une notice indiquant que ce bois provient de coupes respectant les conditions environnementales.

# Environnement



## NORMANDIE Petit arbre deviendra grand

Comment récupérer les petits arbres qui poussent dans votre jardin, sur le bord des forêts pour les replanter et en faire un joli bois. Un week-end est organisé pendant deux week-end : du 1er au 3 novembre puis du 30 novembre au 1er décembre, animé par Martial Kaïm, ancien de Findhorn et de la Maison d'ici et d'ailleurs. Premier week-end : repérage des arbustes. Deuxième week-end : déplantation et replantation. Annie Aubrun-Patrix, La Maison d'Ici et d'ailleurs, Coqueréaumont, 76560 Saint-Laurent-de-Caux, tél : 02 35 56 65 53.



## PARIS L'air des cycles

Alors que la mairie de Paris développe des pistes cyclables dans la capitale, la Maison du Danemark organise une exposition sur le thème «L'air des cycles» qui présente d'une part des bicyclettes réalisées par des designers danois, d'autre part une exposition et des débats sur les aménagements liés au vélo au Danemark. Du 22 septembre au 5 octobre puis du 13 octobre au 3 novembre. Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, tél : 01 44 31 21 21.



## TOULOUSE Migration

## des oiseaux

Nature Midi-Pyrénées organise du 23 novembre au 25 janvier une exposition sur ce thème à la *Maison régionale de l'environnement*, 14, rue de Tivoli, 31068 Toulouse cedex, tél : 05 34 31 97 32.

Poste de gardiennage d'AZF.



## TOULOUSE AZF, nombre de victimes

Selon la préfecture, il n'y aurait eu que 2442 blessés. Pourtant la CRAM, caisse régionale d'assurance maladie, indique avoir traité 4862 dossiers.

## LILLE Forum des outils pédagogiques

La Maison de la nature et de l'environnement, MNE, le réseau Graine, le centre régional de documentation tiers-monde, le CRDP organisent le mercredi 23 octobre à la MNE, le 3e forum des outils pédagogiques dans les domaines de l'environnement, du développement et des solidarités. 50 structures associatives seront présentes. MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.

## ISÈRE Film nature et environnement

Le 17e Festival International du Film Nature et Environnement aura lieu du 12 au 17 novembre 2002 à Alpes Congrès, à Grenoble. Il est placé sous la présidence d'honneur d'Hubert Reeves et aura pour thème *La montagne, nature à vivre*. Une trentaine de films seront présentés. Des conférences se tiendront avec Jean-Marie Pelt, Roger Cans, Patrick Berhault, etc. FRAPNA Isère, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.

**ESTHERS  
DE GLYCOLS**  
**Salariés exposés**

Depuis 1997, l'exposition du public aux esthers de glycols est interdite. Ces solvants industriels se sont révélés extrêmement dangereux pour la santé. Mais ils sont toujours autorisés en milieu industriel. Les syndicats ont fait un pointage précis et estiment qu'environ un million de salariés y sont exposés (partout où l'on utilise des peintures).



■ **Round up dangereux.** Le Round-up, herbicide fétiche de Monsanto, est à la base des recherches sur les OGM de cette firme : en produisant des plantes modifiées génétiquement résistantes à ce produit, on peut l'utiliser contre les autres herbes. Une étude du CNRS vient de montrer que ce pesticide provoque des dysfonctionnements du cycle cellulaire chez les oursins. Les cellules de l'oursin sont étudiées car elles ressemblent beaucoup à celles des humains. Chez l'homme, de tels dysfonctionnement sont précurseurs d'un cancer. Le principe de précaution voudrait donc que l'on interdise ce produit. La logique commerciale est tout autre.

■ **Gènes transmissibles.** Une équipe de chercheurs, dirigée par Allison Snow, de l'Université d'Etat d'Ohio, département d'écologie et de biologie, a montré dans une étude publiée le 8 août dernier aux USA que les gènes d'organismes génétiquement modifiés peuvent passer sans intervention humaine sur des plantes sauvages. L'étude porte sur des tournesols contenant le bacillium thuringiensis. Les expériences en champs ont été menées au Nebraska et au Colorado. Les chercheurs estiment que cela peut se produire pour les autres plantes OGM cultivés aux USA : riz, sorgho, carottes, etc. Le prochain problème prévisible selon l'étude sera la récupération de résistance par des mauvaises herbes.

■ **Tarn-et-Garonne : arrachages.** Un groupe revendiquant au nom de *Les obscurs anti-scientistes*, le retour a procédé à l'arrachage d'essais de colza le 9 juin chez Caussade Semences à Cayrac puis d'essais en plein champ de tournesol chez Pionnier à Montech le 16 juillet. Le

groupe signale que ces deux essais n'étaient pas signalés en mairie comme la loi l'y oblige.

■ **Lyon : les OGM dans notre assiette ?** La Maison de l'Ecologie organise le vendredi 25 octobre à 20h30, une conférence-débat sur ce thème animée par Catherine Chevallier : pourquoi des OGM, risques pour le consommateur, réglementation. *La Maison de l'Ecologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.*



**TABAC**  
**Danger connu**

Une étude faite sur les jeunes présents en école primaire montre que 99 % des enfants savent que le tabac est mauvais pour la santé... mais que 13 % des moins de 10 ans ont déjà essayé de fumer, 29 % des moins de 11 ans. (*Soleil Vert, juin 2002*)

**Téléphones mobiles**

■ **Pas d'utilité publique.** La pose d'une antenne est une affaire stricte-ment privée et aucune autorité ne peut imposer une installation de relais au propriétaire d'un site, qu'il s'agisse d'un particulier ou d'une commune. Pour les copropriétés, les cours d'appel de Dijon et de Grenoble confirment que la décision d'accepter une antenne relève de l'article 26 de la loi de 1965 à savoir le vote à l'una-



**Histoire chimique d'une tarte aux cerises d'un supermarché**

Dans son livre «Le sol, la terre, les champs», l'agronome Claude Bourguignon donne un exemple de ce qu'est l'agriculture industrielle :

■ **La pâte.** Les grains de blé qui servent à la farine ont été enrobés d'un fongicide avant semis. Pendant sa culture, le blé a reçu de deux à six traitements de pesticides selon les années, un traitement aux hormones pour raccourcir les tiges afin d'éviter la verse et une dose importante d'engrais :

240 kg d'azote, 100 kg de phosphore et 100 kg de potassium à l'hectare. Dans le silo, après récolte, les grains sont fumigés au tetrachlorure de carbone et au bisulfure de carbone puis arrosés au chlopyrifosmethyl. Pour la mouture, la farine reçoit du chlorure de nitrosyl puis de l'acide ascorbique, de la farine de fève, du gluten et de l'amylase.

La poudre levante pour la pâte est traitée au silicate de calcium et l'amidon est blanchi au permanganate de potassium.

Les corps gras présents dans la pâte reçoivent un antioxydant comme l'hydroxytoluène de butyl et un émulsifiant type lécithine.

■ **La crème.** Les œufs proviennent d'un élevage industriel où les poules sont nourries aux granulés contenant des antioxydants (E300 à E311), des arômes, des émulsifiants comme l'alginate de calcium, des conservateurs comme l'acide formique, des colorants comme la capsanthéine, des agents liants comme le lignosulfate et enfin des appétants pour qu'elles puissent avaler tout ça comme le glutamate de sodium. Elles reçoivent en plus des antibiotiques et en particulier des anticoccidiens. Les œufs avant séchage reçoivent des émulsifiants, des agents actifs de surface comme l'acide cholinique et une enzyme pour retirer le sucre du blanc.

Le lait provient d'un élevage industriel où les vaches reçoivent une alimentation riche en produits chimiques : des antibiotiques comme le flavophospholipol (F712) ou le monensin-sodium (F714), des antioxydants comme l'ascorbate de sodium (F301), l'alpha-tocophérol de synthèse (F307), le buthyl-hydrox-toluène (F321) ou l'ethoxyquine (E324), des émulsifiants comme l'alginate de propylène-glycol (F405) ou le polyéthylène glycol (F496), des conservateurs comme l'acide acétique, l'acide tartrique (E334), l'acide propionique (F280) et ses dérivés (F281 à E284), des composés azotés chimiques comme l'urée (F801) ou le diuréo-isobutane (F803), des agents liants comme le stéarate de sodium, des colorants comme F131 ou F142 et enfin des appétants pour que les vaches puissent manger tout cela comme le glutamate de sodium.

Les huiles ont été extraites par des solvants comme l'acétone puis raffinées par action de l'acide sulfurique, puis lavage à chaud, neutralisées à la lessive de soude, décolorées au bioxyde de chlore ou au bichromate de potassium et désodorisées à 160 °C avec du chlorure de zinc. Enfin, elles ont été recolorees à la curcumine.

La crème, une fois obtenue, reçoit des arômes et des stabilisants comme l'acide alginique (E400).

■ **Les cerises.** Les cerisiers ont reçu pendant la saison entre dix et quarante traitements de pesticides selon les années. Les cerises sont décolorées à l'anhydride sulfureux et recolorees de façon uniforme à l'acide carminique ou à l'érythroisine. Elles sont plongées dans une saumure contenant du sulfate d'aluminium et à la sortie elles reçoivent un conservateur comme le sorbate de potassium (E202). Elles sont enfin enduites d'un sucre qui provient de betteraves qui, comme les blés, ont reçu leur dose d'engrais et de pesticides. Le sucre extrait par défécation à la chaux et à l'anhydride sulfureux puis décoloré au sulfoxylate de sodium, puis raffiné au norite et à l'alcool isopropylique. Il est enfin azuré au bleu anthraquinonique.

Il ne nous reste plus qu'à vous souhaiter bon appétit !



nimité. Si vous avez une antenne sur votre toit et que ce vote n'a pas eu lieu, vous pouvez la faire enlever. *Protection des riverains des stations-relais de téléphonie mobile, 15, rue du Château, 21000 Dijon, tél : 03 80 30 59 35.*

■ **OMS : génération perdue.** Dans une brochure diffusée par l'OMS, organisation mondiale de la santé, sur la question des «champs électroma-

gnétiques», on peut lire : «qu'il faut souligner qu'il est logiquement impossible de fournir une preuve par la négative, c'est-à-dire que les champs électromagnétiques ne produisent pas cancers» (...) «et qu'il est improbable que l'on puisse apporter des réponses catégoriques sur les risques sanitaires dans un avenir proche». Quand ce sera sûr, comme pour l'amiantose ou le tabac, ce sera trop tard.

# Médecines chamaniques

Les méthodes empiriques, inspirées de la sacralisation de la nature, ont été longtemps condamnées par la médecine officielle. Pourtant, peu à peu, on s'aperçoit, sans toujours bien les comprendre, que ces savoirs, présents chez tous les peuples, sont souvent encore très efficaces.

**S**ouffle de l'esprit, alliance avec la nature, globalité de l'univers, voici que revient à la mode des pensées que le vingtième siècle avait oubliées. Véritable pirouette des Temps Modernes, cette autre façon de percevoir le monde resurgit presque par surprise des entrailles mêmes de l'humanité. A vrai dire, elle fut pendant des millénaires la voie spirituelle et instinctive de l'humanité, avant d'être étudiée non sans une certaine condescendance par l'Homme Blanc sous le terme générique de chamanisme. A la fois ancêtre des « grandes » religions et technique archaïque de guérison, on se précipitait à son chevet pour recueillir ses ultimes soupirs. Contre toute attente, le chamanisme est resté bien vivant ; il s'est adapté aux nouvelles contraintes en prenant de multiples formes dites néochamaniques ; il se propose même aujourd'hui de pénétrer la modernité jusqu'à la réformer.

Définir le chamanisme est certainement une entreprise des plus délicates tant la diversité de ses formes d'expression est immense. Le terme même de chamanisme faisant référence à une doctrine ou un culte établi est d'ailleurs fort mal adapté pour tenter de le cerner. Il serait plus opportun de parler de chamanismes au pluriel afin d'insister sur ses multiples facettes et interprétations du monde, voire de *chamanité* pour mieux traduire cet état d'esprit si particulier qui forge toutes les cultures dites primitives et qui probablement a pris naissance dès l'apparition des premiers hommes sur Terre. Des chamans de Sibérie (*saman* en langue toungouse) aux hommes-médecine des Amériques en passant par les sorciers-guérisseurs d'Australie ou d'Afrique sans oublier nos druides, chaque continent a vu surgir une infinité de versions du sacré, chacune d'entre elles s'illustrant par une pratique spécifique fondue dans une culture, une géographie, un climat, un mode de vie. Aussi différentes que puissent être ces visions du sacré, une idée centrale forge leur

unité hors de portée de nos cinq sens, la nature possède en son sein des « forces » actives sur la vie ordinaire. Appelées esprits ou flèches magiques, elles peuvent être perçues de tous, mais seul le chaman grâce à un apprentissage particulier parvient à les atteindre et les manipuler. En d'autres termes, le point de rencontre des mille versions du chamanisme réside dans une certaine forme de sacralisation de la nature, ce qui précisément le rend attrayant en ces temps d'écologie.

## Perception culturelle du monde et chamanisme

Le chamanisme ne peut cependant pas se réduire à une simple vénération des forces cachées de la nature car il se veut avant tout une manière d'envisager le monde et d'interagir avec lui. Plus qu'une voie spirituelle quelque peu abstraite, il est un modèle de vie cherchant à mettre en pratique au quotidien l'alliance avec l'univers, une sorte de fusion totale qui conduit à des notions de temps et d'espace bien différentes de celles d'aujourd'hui couramment admises.

La pensée sauvage refuse notamment l'idée d'un monde extérieur, indépendant et hostile à la survie de l'individu. Elle se fonde au contraire sur un principe simple, traduit ici en termes occidentaux, l'univers contient l'homme et l'homme renferme l'univers. Abolissant toute idée de lutte, l'être humain n'est pas seulement *dans* la nature, il *est* la

nature. On a trop souvent voulu réduire cette position à une sorte de soumission de l'être humain aux forces de la nature. Or, il n'en est rien. Car à l'instar de la notion de « Terre-Mère » chère à tous les Amérindiens, c'est bien de complicité ou de connivence dont il faut parler.

*L'être humain  
n'est pas  
seulement  
dans la nature,  
il est la nature.*



Chaman au Sarawak.

Ainsi à titre d'exemple, la foudre qui s'abat tout près du village n'est pas perçue comme un déferlement des puissances hostiles, mais sera interprété sous la forme d'un message adressé aux hommes, lesquels en sont peut-être la cause par leurs actes récents. De même, l'ours, le loup, l'anaconda ou le jaguar, animaux capables d'attaquer l'homme dans certaines circonstances, sont systématiquement considérés comme nos proches ancêtres avec la volonté évidente de forger une alliance avec eux plutôt que de verser dans une peur irrationnelle. Ici, les légendes ne racontent pas le monde, elles sont littéralement investies du pouvoir de créer la réalité, une réalité mouvante de par le mode de transmission oral, mais une réalité à la mesure des hommes et que les anthropologues ont appelée *cosmovision*. Sans cesse à l'écoute des forces qui meuvent la nature, le sauvage entretient ce lien magique qui le relie à l'univers entier. Cette vision le transcende, il n'est plus seul mais en communion avec le « Grand Tout », une sorte de *confident mystique* de l'univers.

Humble particule d'une fresque grandiose, il a su cultiver une certaine conception de la solidarité aujourd'hui inconnue en Occident les hommes étant reliés entre eux et avec leur environnement, toute modification d'attitude de l'un d'eux ou événement naturel influencera leur propre vie. En terre sauvage, il y a comme de la prudence ou de la précaution à ne pas gêner l'équilibre du Grand Tout et un souci constant de se fondre avec celui-ci comme pour mieux profiter de son étonnante dynamique.

La pensée sauvage refuse aussi l'idée d'un temps linéaire déroulant son intraitable empreinte sur l'espace. Aux antipodes de cette conception, les peuples de la nature affectionnent dilater l'instant présent au point d'en oublier leur passé et de ne rien attendre du futur. Par exemple, pour beau-

coup d'entre eux, le premier homme est né tout au plus deux ou trois générations avant les derniers aïeux qu'ils ont connus. Etouffer la marche du temps, c'est en quelque sorte rendre à l'espace son entière puissance. On parvient alors à saisir toutes les forces de l'univers concentrées en un seul instant dilaté et omnipotent. Celles-ci dansent une sarabande éternelle et l'homme pris dans son tourbillon se doit d'interagir avec elles pour maintenir le miracle de sa vie.

Sauver sa vie n'est pourtant pas le sentiment qui s'en dégage. On pourrait presque dire qu'il faut savoir donner sa vie pour qu'elle existe vraiment. Aussi, il n'est pas étonnant de constater que pour tous ces peuples, le prestige et les valeurs morales ont plus d'importance que les aspects matériels. Conséquence incontournable de cette disposition d'esprit, la vie et la mort se côtoient en permanence. L'une et l'autre sont à l'œuvre en même temps et rien ne servirait à repousser l'une au profit de l'autre, telle la surprenante attitude des peuples premiers pour qui la notion de survie est en elle-même inconcevable.

Le chamanisme est, à n'en point douter, l'héritier légitime de cette façon ancestrale de penser le monde. Il se propose de plonger au delà de nos sens à la recherche de cette autre partie du monde qui nous échappe. Voyages hallucinatoires, transes extatiques, envoûtements, c'est dans une sorte de «réalité profonde» que se meuvent les chamans. Mais leurs efforts seraient vains, si tout un peuple derrière eux ne se sentait pas concerné. En terre sauvage, il est du ressort de chaque homme, de chaque femme d'aller à la rencontre des signes annonciateurs du monde total. Plus qu'un devoir, cela est devenu le sens de leur vie comme de leur mort. Car cette réalité-là est perçue comme le cadre élargi de la vie, la véritable dimension dans laquelle il faut agir pour orienter le modeste destin de chacun.

## L'acte thérapeutique des chamans

Alliance des hommes avec la nature, alliance des hommes entre eux, la voie spirituelle des chamans, de par son caractère profondément holistique s'exprime tout autant si ce n'est plus, au sein d'une troisième alliance essentielle, celle de l'esprit et de l'âme avec le corps. Car si le chamanisme s'emploie à insérer l'homme dans son milieu puis cimenter le lien social, il ne s'exprime pleinement que dans un secteur touchant l'individu au plus profond de son être : la santé. Ainsi et on l'oublie souvent, les chamans sont des guérisseurs avant même d'être des hommes porteurs de la «bonne parole».

Le concept chamanique de la maladie se retrouve pratiquement à l'identique chez tous les peuples de la nature. Il est d'ailleurs une étonnante synthèse de leur spiritualité : un corps tombe malade lorsque les relations qu'il entretient avec l'esprit (ou l'âme), les autres hommes et/ou l'univers relèvent d'un déséquilibre. Autrement dit, la maladie survient lorsque les actes d'un homme sont en désaccord avec ses sentiments ou ses pensées, ou bien lorsqu'il rompt l'harmonie des relations avec ses semblables ou encore lorsqu'il déroge à l'équilibre des forces de l'univers. Dans tous les cas, il s'agit toujours d'un «défaut» dans l'interaction avec le monde environnant, ce que précisément un chaman peut corriger grâce à sa capacité d'agir sur les forces du monde.

Autre fait important, la maladie est perçue comme fulgurante. Ainsi dans le monde total, un petit désordre organique peut conduire à la mort à tout instant. Et de façon réciproque, la guérison ne peut être qu'instantanée et complète. Lorsqu'une maladie se prolonge ou bien disparaît puis réapparaît, le patient sera persuadé que la véritable cause



de son affection est restée hors de portée du guérisseur, il cherchera d'autres voies, d'autres chamans plus puissants.

La plupart des ethnies reconnaissent aussi deux grands types d'affections, d'une part celles causées par un envoûtement au sens large du terme et d'autre part celles issues d'un désordre purement physique. De manière simplifiée, les désordres intérieurs sont soignés en première intention par des plantes médicinales sachant qu'à travers elles, c'est le souffle guérisseur de l'univers qui est considéré comme l'agent thérapeutique. L'énergie de la plante remonte à la source du déséquilibre et efface sa trace dans le corps. Lorsque les plantes ne parviennent pas à guérir le patient, celui-ci en conclura tout naturellement qu'il a été ensorcelé, ou en d'autres termes que son âme est touchée et ceci indépendamment des symptômes qui sont pourtant restés les mêmes. C'est là qu'entre en jeu le chaman.

L'art du chaman-guérisseur repose essentiellement sur des techniques d'altération de la conscience permettant d'atteindre ce que l'on appelle des états modifiés de conscience (EMC). La transe extatique obtenue à l'aide de danses, de sons et de litanies est le mode le plus répandu dans le Grand Nord (Sibérie, Amérique du Nord) tandis que les plantes hallucinogènes sont surtout utilisées par les peuples des pays chauds. Dans les deux cas, la conscience du guérisseur parce qu'elle est amenée à un état différent, deviendrait «réceptrice» des forces cachées de l'univers ce qui lui permettrait d'interagir avec elles. Un tel résultat ne s'obtient qu'après des années d'enseignements et de travail sur soi. Même si en théorie toute personne peut approcher cet état, certaines semblent plus douées que d'autres. Selon les cultures, elles auraient reçu de leurs proches cette fameuse disposition soit de manière héréditaire, soit au contact d'un vieux chaman sur le point de mourir, soit lors d'un événement particulier de leur vie aux frontières de la mort.

Partout les chamans insistent sur leur initiation, ils parlent volontiers à son sujet d'une «petite mort», une expérience baignée de souffrance qui les a radicalement transformés. Leur vision du monde a changé ; ils se sont alliés à des esprits auxiliaires qu'ils retrouvent régulièrement pour mieux poursuivre leur quête dans ce que certains ethnologues appellent «la réalité cachée» et

### *Le concept chamanique de la maladie se retrouve pratiquement à l'identique chez tous les peuples de la nature.*



## Comprendre le chamanisme

d'autres « le monde-autre ». La bataille des mots est d'ailleurs loin d'être innocente. Car si le premier terme recueille en général la faveur de ceux qui ont expérimenté les EMC, le second convient mieux à ceux qui s'en... méfient. Elle trahit surtout deux interprétations opposées du chamanisme : l'une soutenant qu'il existe une « autre dimension » de l'univers accessible à l'homme sous certaines conditions et l'autre réduisant le chaman à un excellent psychothérapeute, voyageur émérite de l'imaginaire culturel.

Ceci étant précisé, la guérison chamanique repose chez tous les peuples de la nature sur un principe identique : le chaman est considéré comme étant en capacité d'agir dans le monde non-ordinaire lequel est plutôt perçu comme contigu, omniprésent, pénétrant et englobant tout à la fois. Par la force de ses pouvoirs et de ses connaissances, il entre dans un combat visant à rétablir un équilibre précédemment rompu. Chez les Sibériens, les chamans parlent plus volontiers d'aller récupérer l'âme perdue ou volée du patient. En Amazonie, le corps vu en transparence trahit une zone obscure, le chaman aspire par la bouche l'énergie néfaste qui s'y est nichée (flèche), il doit ensuite la neutraliser avant de la rejeter dans l'univers. Cette opération n'est jamais sans danger pour le guérisseur, car l'énergie aspirée peut parfaitement se retourner contre lui. Elle rappelle en permanence au chaman qu'il n'est rien d'autre que le modeste gardien du secret de la guérison. S'il venait à se prendre pour un individu tout puissant, un prêtre, un chef, alors l'univers saurait lui rappeler en un seul souffle quelle est sa juste place...

Guérisons instantanées, lésions se refermant à la vitesse de l'esprit, les chamans aux limites de leur alliance avec l'univers parviennent à réaliser des miracles, mais doivent aussi parfois renoncer, lorsque la mort s'approche de trop près. Endossant alors leur rôle de guide spirituel, c'est de nouveau avec les vivants qu'ils s'apprennent à travailler pour leur faire accepter la mort d'un proche. Car il faut maintenant se préparer à aider le futur défunt à quitter son enveloppe charnelle. Corps et esprit changent juste d'état et se remettent en jeu dans le grand cycle de la nature. Quoi de plus naturel pour des hommes et des femmes qui ont appris dès leur naissance que la vie n'est pas un combat mais un *don*. Autant ils ont su se donner à la vie sans calcul, ni retenue, en vivant l'instant présent, autant ils sauront se donner à la mort pour que la fête éternelle du monde continue.

### *Ultime sursaut avant l'extinction définitive de ce que nous avons de sauvage en nous ou bien renouveau post-moderne dans le sillage d'une écologie spiritualiste ?*

Le chamanisme, décliné sous des milliers de formes différentes, n'est ni une médecine à part entière, ni une religion en elle-même, il est en fait le mélange inextricable des deux. Voie spirituelle qui enseigne à l'individu comment se fondre avec l'univers entier, il est avant tout une façon de percevoir, de pratiquer et même de *créer* le monde dans l'alliance tout en cultivant la diversité. « L'unité dans la diversité » telle pourrait être sa devise.

Ses racines s'ancrent au plus profond de la perception du monde des premiers peuples nomades chasseurs-cueilleurs. Sans aucun écrit, celles-ci se sont perpétuées pendant des millénaires jusqu'à nos jours par la puissance vivante du verbe. Un peu comme si l'histoire et le progrès n'existaient pas... Autant dire que lorsque l'on tente de pratiquer le chamanisme, ce dernier nous interpelle sur ce que nous avons gardé de sauvage en nous... Sauvage, bien sûr, dans le sens de sylvoicole, habitant des forêts et habité par la nature...

Il reste que l'analyse froide et extérieure des Occidentaux nous propose une autre version du chamanisme. Présenté sous la forme d'une simple solution utilitariste visant à vivre en société, à se soigner et à satisfaire les besoins essentiels de l'homme, il ne serait alors qu'une première et grossière tentative de s'approprier le monde. Les chamans avaient à faire face à l'urgence ; ils devaient sauver la communauté de la famine en faisant en sorte que le gibier s'offre au chasseur ; ils devaient expliquer et justifier la souffrance, l'injustice, les intempéries, la mort ; ils devaient aussi soulager les malades et résoudre les conflits du clan. Tout à la fois prêtres, sociothérapeutes, médecins, devins, conseillers de guerre et sages, ils ne seraient que l'état indifférencié de ce que nous avons su décortiquer.

La différence immense entre ces deux versions illustre le gouffre qui sépare la pensée des peuples de la nature de celle des « civilisés ». Après avoir considéré les chamans comme une incarnation du diable, puis comme des charlatans, voire des psychopathes, la version la plus reconnue en ethnologie semble engluée dans notre propre conception linéaire du temps et de l'évolution du vivant, un vivant qui à notre image serait en guerre contre l'univers entier... Certains anthropologues d'avant-garde, anglo-saxons pour la plupart, ont alors sauté le pas ; ils cherchent dans la physique quantique, de nouvelles pistes de compréhension, ce qui nous montre à quel point les chamans restent des êtres... insaisissables !



## L'avenir du chamanisme

Face aux contraintes grandissantes du monde moderne, le chamanisme dans sa conception originelle semble n'avoir aucune chance de se maintenir. Les peuples autochtones qui le pratiquent encore sont en pleine déliquescence. Leur mode de vie est sur le point de disparaître et leur culture ne pourra se maintenir que de manière parcellaire sur de minuscules territoires de plus en plus convoités par l'économie mondiale. Personne ne parierait donc une flèche magique sur son avenir, d'autant que le chamanisme apparaît comme un tout indivisible. Et pourtant...

Fort curieusement en effet, le chamanisme résiste mieux que les traditions. A la manière des rebouteux et autres magnétiseurs qui en Europe continuent de survivre dans la discrétion, les chamans réussissent à s'accommoder de la pollution des villes... Ils profitent de l'élan écologiste et même mondialiste pour réapparaître ici ou là sous des formes synchrétiques néochamaniques tels que le *New Age*, le *Santo Daime* ou la *Native American Church*. Ailleurs, dans de petites communautés néorurales, on réinvente à tâtons une perception du monde et des pratiques de vie identiques à celles des chamans.

Qu'est-il donc en train de se passer ? Ultime sursaut avant l'extinction définitive de ce que nous avons de sauvage en nous ou bien renouveau post-moderne dans le sillage d'une écologie spiritualiste, nul ne peut le dire. Tout au plus peut-on avancer que contre vents et marées, l'alliance avec l'univers reste encore une version possible pour l'humanité. Entre *universalisme* d'un genre nouveau et humanisme déjà ancien, porte caution d'un matérialisme ravageur, elle devra choisir...

Jean-Patrick Costa ■  
arutam@free.fr

Auteur de *Indiens Jivaros*, Ed. du Rocher, 1997  
*L'Homme-Nature*, Ed. du Sang de la Terre, 2000  
*Les chamans, hier et aujourd'hui*, Ed. Flammarion,  
Collection Dominos, 2001.



# Livres

## L'agriculture bio se dessine

**FRAB, Goutal et Nono**  
**Ed. Des dessins et des mots**  
**(Kerignan 29380 Bannalec)**  
**2002 - 100 p. - 9 €.**



La Fédération régionale de l'agriculture biologique en Bretagne présente ici l'agriculture biologique au travers des témoignages d'une dizaine d'agriculteurs, d'un médecin, d'une diététicienne... le tout illustré par 45 dessins de Goutal et Nono que l'on retrouve habituellement dans *Symbiose*, et *Cohérence*. Un petit argumentaire facile d'accès et agréable à parcourir. MB.

## Gênes, multitudes en marche contre l'empire

**samizdat.net**  
**Ed. Réflex**  
**2002 - 334 p. - 16 €.**



Le serveur samizdat.net, collectif d'information et de communication alternative sur internet, publie ici une compilation des documents qu'ils ont pu collecter sur le sommet de

Gênes en juillet 2001 : dépêches d'agence (parfois contradictoires), photos, témoignages, etc. Cela donne un récit «dans le vif» où l'on voit comment journalistes et policiers ne font aucune distinction entre éléments violents et non-violents, comment l'action radicale de certains est détournée, comment le nouveau pouvoir (avec l'extrême-droite aux commandes) a laissé libre-cours aux flics, comment des provocateurs ont été infiltrés pour en rajouter une couche, comment les centres sociaux alternatifs ont mobilisé les gens, comment est mort un manifestant, combien nombreux sont ceux qui se sont fait tabasser... Comment certains porte-parole (comme Suzan George pour Attac) se font manipuler par les médias officiels, comment s'est organisé la contre information. Il ressort de ce livre une grande diversité des modes d'action qui pourtant arrivent à se rejoindre sur le terrain. A lire avant juin prochain, puisque le prochain G8 est prévu à Evian avant l'été. MB.

ciels, comment s'est organisé la contre information. Il ressort de ce livre une grande diversité des modes d'action qui pourtant arrivent à se rejoindre sur le terrain. A lire avant juin prochain, puisque le prochain G8 est prévu à Evian avant l'été. MB.

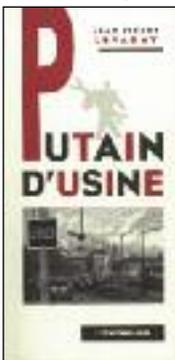
## Nos drogues quotidiennes

**du Dr Tran Ky**  
**et du Dr François Drouard**  
**Ed. Sang de la Terre**  
**2001 - 213 p. - 16 €.**

Voici un livre qui aborde la question de la drogue de manière correcte : on accepte les drogues parce qu'elles procurent du plaisir. Elles sont très variées et sont présentes dans notre quotidien : vin, alcool, tabac, bien sûr, mais aussi café, thé, chocolat, cola et coca, somnifères, tranquillisants... et même épices. Autant dire que nous sommes tous des drogués. Il y a une drogue chaque fois qu'il y a dépendance. Les auteurs ne cherchent pas à les faire interdire, mais à bien comprendre que le plaisir peut être source de convivialité comme d'isolement, de bonheur comme de malheur. L'alcool est le plus connu des excitants, avec ses différents paliers : gaieté, saoulerie, alcoolisme. Café, thé et coca-cola ont en commun la caféine, excitant mais aussi perturbateur du cerveau. Les épices ont encore des effets peu connus. Pour devenir dépendant du chocolat, il faut avoir le foie bien accroché (200 g par jour pendant 5 mois !). Une présentation des connaissances actuelles, en dehors de la critique morale du plaisir. FV.

## Putain d'usine

**Jean-Pierre Levaray**  
**éd. L'Insomniaque**  
**2002 - 94 p. - 7 €.**



Comment est-il possible que des ouvriers aillent encore à l'usine ? L'auteur, à partir d'anecdotes de sa vie d'ouvrier, montre que le «boulot» n'est qu'ennui, risques pour la santé, accidents. Mais alors pourquoi ses mobilisations contre les licenciements ? Licenciements et productivité ne font qu'aggraver les conditions de travail de ceux qui restent. On ne choisit pas ses collègues de travail. Alors apéros, alcool, pastis... Le livre s'achève le 21 septembre 2002, à

AZF, à Toulouse et le rappel d'un vieux tract qui rappelait que «travailler deux heures par jour, c'est possible». Belle écriture, un témoignage fort. FV.

AZF, à Toulouse et le rappel d'un vieux tract qui rappelait que «travailler deux heures par jour, c'est possible». Belle écriture, un témoignage fort. FV.

## BANDES DESSINÉES Toulouse, septembre noir

**Besson, Dourel, Belaugre, Réglat**  
**Ed. AAEL, 8, rue de Bagnolet,**  
**31000 Toulouse**  
**2002 - 32 p. - 10 €.**

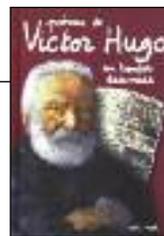
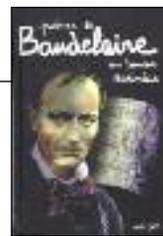
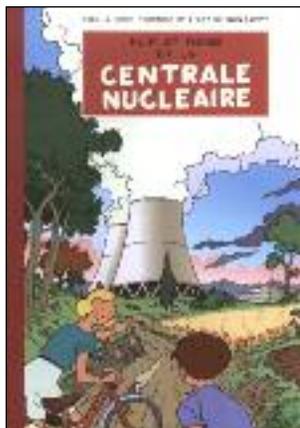


Toulouse, le 21 septembre 2001. Tout est tranquille quand soudain AZF explose au sud de la ville. De façon romancée, histoire de l'ambiance qui règne dans l'usine, à la mairie, dans les médias, dans la rue, avant, pendant et après l'accident. Excellent passage en revue des lâchetés ordinaires, des idioties administratives (essayer de rester confiné chez vous quand les vitres ont explosé !)... La BD se termine par l'annonce du prochain épisode : un accident à la SNPE voisine. MB.

## Flip et Nège et la centrale nucléaire

**Piccolo et Casseurs de pub**  
**Réseau Sortir du nucléaire**  
**2002 - 8 p. - 2 €.**

Reprenant le style des premières BD d'Hergé, celle-ci est un pastiche des BD diffusées par EDF dans les établissements scolaires. Là, la visite de la centrale nucléaire commence tout aussi bien, mais ça ne va pas durer... A vous d'agir. MB.



## Poèmes de Victor Hugo et Poèmes de Baudelaire

**Ed. Petit à Petit**  
**2002 - 100 p. - 14 €.**

Mises en BD de textes de l'un et de l'autre (13 pour Hugo, 16 pour Baudelaire) par une multitude de dessinateurs, avec en introduction à chaque BD une biographie des auteurs pour comprendre le contexte des écrits. Après cinq chanteurs, la suite d'une politique éditoriale réussie. FV.

## De Selma à Montgomery

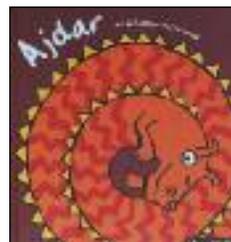
**Igor David**  
**Ed. Humanoïdes associés**  
**2001 - 100 p.**

Un couple en décrépitude tombe en panne d'essence. Pour aller à la station d'essence la plus proche, ils suivent un groupe de Noirs qui se rendent à Montgomery pour manifester à l'appel de Martin Luther King en faveur des droits civiques. Ils se trouvent ainsi mêlé à une cause politique qu'ils ignorent. Bonne idée de scénario qui permet de nombreuses réflexions sur le racisme ambiant dans les années 60. FV.

## ENFANTS Ajdar

**Marjane Satrapi**  
**Nathan**  
**2002 - 32 p. - 13,95 €.**

Dès 7 ans. Conte initiatique riche en couleur et en imagination d'une auteure iranienne primée récemment à Angoulême pour sa série *Persépolis*. Les hommes en exploitant la terre ont bloqué une vertèbre du dragon Ajdar qui y vit. Mathilde va le soigner et demande à tous de prendre soin du dragon. FV.



## NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Potentialités de l'humour**, *Hugues Lethierry, L'Harmattan, 2001, 132 p.* L'auteur continue la publication d'interventions faites dans les rencontres entre enseignants sur la question.

■ **Pour une analyse textuelle du rap français**, *Mathias Vicherat, éd. L'Harmattan, 2001, 140 p.* Rap vient de l'anglais «to rap» qui signifie «donner des coups secs et rapides». Cette nouvelle forme musicale d'origine anglo-saxonne a su se développer en français. Un livre qui analyse une nouvelle forme de musique qui peut s'avérer très poétique.

■ **La complainte de l'ours**, *Jean-Louis Etienne, éd. JC Lattès, 2001, 196 p. 16,16 €.* Récit de voyage de l'auteur dans les îles nordiques Spitzberg. Anecdotes et observations naturalistes se lisent bien avec en l'observation des modifications que provoque la diminution de la banquise et le recul des territoires pour plusieurs espèces animales dont les ours. Plus près du roman que de l'essai.

■ **D'un voyage à l'autre, des voix de l'immigration pour un développement pluriel**, *Institut Panos, éd. Karthala, 2001, 300 p. 24,4 €.* Comptes-rendus d'études sur la participation des immigrés au développement économique dans leur pays d'adoption et rôle des diasporas vis-à-vis des pays d'origine.

■ **Gendarme français au Kosovo**, *Yves Flocon, éd. L'Harmattan, 2001, 148 p.* Récit d'un gendarme envoyé en mission au Kosovo après 79 jours de frappes «chirurgicales». Si le ton n'est absolument pas antimilitarisme, le témoignage montre bien la difficulté de faire cesser une guerre lorsque l'on fait partie d'une force d'interposition.

■ **Terrorisme, entre spectacle et sacré**, *Ronald Creagh, éd. ACL (Lyon), 2001, 42 p. 4,5 €.* L'auteur, libertaire américain, propose une analyse après les attentats du 11 septembre 2001. D'un côté, la société du spectacle poussée à l'extrême, prise à son propre jeu, de l'autre, une société basée sur le sacré. Si l'on en arrive à une telle confrontation, c'est peut-être pour une grande part par la distance prise dans les «démocraties» entre les manœuvres secrètes de la politique internationale et la volonté des peuples. Les élections ne permettent plus d'influencer le fonctionnement des services secrets, des forces d'interposition et d'autres. Pour éviter de nouveaux attentats, il faut donc poser des problèmes à un niveau bien différent que la simple opposition simpliste que nous proposent les médias américains. L'auteur avance que la prise en compte de l'écologie sociale, avec la dénonciation des causes et des effets de notre société de consommation, peut être un élément important pour amener ce changement. Il faut aussi pour cela avoir la capacité à prendre du recul vis-à-vis des Etats et de leurs dirigeants. Bonnes réflexions.

■ **Terre des veuves**, *Claire Chavaroche, éd. L'Harmattan, 2001, 161 p.* Les femmes ont été les survivantes des massacres du Rwanda en 1994. Aujourd'hui, ce pays vit de manière curieuse, presque en l'absence des hommes pour la vie quotidienne (les hommes ont toujours le monopole du pouvoir). L'auteur n'a que vingt ans quand elle décide d'aller enquêter sur place sur ce massacre. Son journal est aujourd'hui là pour témoigner.

■ **Afghanes d'Afghanistan**, *Jean-Jacques Greneau, éd. Cerisier (B-Mons), 2001, 62 p. 7 €.* Dans le cadre du théâtre-action, l'auteur a monté un triptyque : une première pièce de théâtre présentait le problème algérien, la deuxième la dictature en

Argentine, la troisième, présentée en juillet 2001, était consacrée à la femme afghane. Curieux destin de cette pièce percutee par les attentats du 11 septembre et la guerre qui en a suivi.

■ **Femmes dans les crises urbaines**, *François Hainard, Christine Verschuur, éd. Karthala, 2001, 304 p. 24,4 €.* En 2005, quatre milliards de personnes vivront dans les villes du Sud. Dans la plupart d'entre elles, les administrations ne suivent plus le rythme. Ce livre montre comment la désorganisation favorise une féminisation de la pauvreté. Cela vient pour une bonne part de l'écart grandissant entre celles qui assurent le quotidien et ceux qui dirigent. Le livre présente plusieurs études de cas.

■ **«Future» ou «no future»**, *Jean-Paul Allétru, éd. Panthéon, 2001, 220 p. 16,77 €.* Les trois-quarts de l'ouvrage sont une reprise, en langage clair, de la situation dans laquelle nous mène une économie capitaliste. Dans le dernier quart, l'auteur tente des propositions : aller vers la semaine de 30 h, redéployer les pouvoirs de l'Etat sur l'économique, protéger et développer les services publics, et enfin que chacun s'engage dans les différents combats à mener.

■ **Dépossédés, les Indiens du Brésil**, *revue Ethnies n°28, 2002, 128 p. 12 €.* La population indigène du Brésil ne représente plus que 7 % de la population totale. Beaucoup ont su maintenir leur identité. Depuis 1993, l'Etat reconnaît les terres indigènes, mais la loi est rarement appliquée. Le risque est grand que disparaissent ces peuples. Ce document présente les groupes les plus exposés aujourd'hui. Richement illustré.

■ **Médecine familiale des quatre saisons**, *de Marie-France Muller, éd. Jouvence, 2001, 96 p. 7,5 € chacun.* Quatre petits guides pour rappeler les remèdes familiaux disponibles en fonction des petites maladies de tous les jours, avec un classement par saison : prévention, régime alimentaire, repos, plantes médicinales, huiles de massage, cataplasme, compléments alimentaires, bref tout ce qui peut permettre d'éviter la marchandisation de la santé.

■ **Et la mère Terre reflourira**, *Pascal Laurent (09130 Artigat), 2000, 54 p.* Recueil de poésies pour ceux et celles que la vie émerveille, en l'honneur des paysans, en l'honneur des rythmes naturels.

■ **Dionysos en transe : la voix des femmes**, *Clara Acker, éd. L'Harmattan, 2002, 380 p. 30 €.* Ce livre d'histoire ancienne se pose la question de la place des femmes dans la religion grecque. L'occasion de se rappeler que déjà elles mettaient en avant les valeurs communautaires et le respect des êtres vivants. Lecture ardue.

■ **Le corps et ses rythmes**, *Eric Marsaudon, éd. Dangles, 2002, 160 p. 17 €.* La chronobiologie est une nouvelle discipline médicale qui étudie les rythmes du corps et ses capacités d'adaptation aux variations de l'environnement. Il y a des rythmes que nous reconnaissons tout de suite : sommeil/éveil, rythme des saisons... Le livre, très médical, présente ce que l'on sait de la manière dont notre corps réagit à ces rythmes et les maladies liées au rythme : maux de tête, diabète, dépression saisonnière... Pas facile à lire.

■ **Drogues, contre la criminalisation de l'usage**, *Théo Simon, éd. Monde libertaire, 2002, 134 p. 7 €.* Cet ouvrage remplace le débat sur la décriminalisation des drogues dans le contexte de notre société ou tout se

## LE LIVRE DU MOIS Nucléaire, la démocratie bafouée

**Didier Anger**  
**Ed. Yves Michel**  
**(05300 Barret)**  
**2002 - 280 p. - 21 €**

Installé depuis 1970 dans la Manche, Didier Anger est devenu, avec sa femme Paulette, un des porte-parole de la lutte anti-nucléaire, tout particulièrement sur la question du centre de retraitement Cogéma implanté à La Hague. Mais localement, ce n'est pas le seul problème nucléaire. Pour la seule presqu'île du Cotentin, il faut ajouter le centre de stockage de la Manche, l'arsenal de Cherbourg, les réacteurs de Flamanville, les transports autour de la gare de Valognes, et enfin l'immersion de déchets dans les années 50 dans la fosse des Casquets. Cette concentration nucléaire a amené l'auteur à se pencher très vite sur les modes de décision concernant la filière dans un pays à prétention démocratique. Didier Anger rappelle alors les liens familiaux (autour de Giscard) qui unissent ceux qui vont, à la fin des années 60, lancer à grande échelle un nucléaire jusqu'alors encore essentiellement militaire. La première usine à La Hague voit le jour en 1967. Le centre de stockage des déchets ouvre en 1969. Le cancer nucléaire est en route. Au fur et à mesure que les emplois se créent, les élus reculent, la presse devient servile... La démocratie est oubliée. Autour de l'historique local, l'auteur élargit la réflexion au mouvement antinucléaire en général, avec souvent des incompréhensions : les personnes éloignées demandent «la fermeture de la Hague» alors que les locaux, qui y voient les montagnes de déchets, demandent seulement l'arrêt du retraitement (inutile sauf pour les surgénérateurs et les bombes) et la reprise du conditionnement des vieux déchets, la poursuite de la recherche sur la destruction de ces déchets, l'arrêt de l'arrivée de nouveaux déchets venus de toute l'Europe et du Japon. Il est intéressant de se rappeler qu'avant l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981, le PCF et la CGT militaient contre le nucléaire localement. 1981 marque le lancement de l'extension de l'usine. L'opposition militante est au plus bas. Des groupes antinucléaires se transforment en groupes écologistes, certains participant à la création des Verts en 1984. Tchernobyl en 1986 marque le réveil du mouvement antinucléaire : l'accident est devenu possible. D'autres facteurs focalisent l'attention sur La Hague : le nombre de maladies professionnelles est en hausse rapide, tout comme le nombre de cancers dans la région. L'ACRO, laboratoire indépendant né après Tchernobyl, multiplie les mesures et découvre sans cesse des zones de pollution. Greenpeace met la pression sur les rejets en mer. Jusqu'au risque terroriste évoqué après les attentats du 11 septembre 2001. La servitude des syndicats et des élus locaux conduit ceux-ci à des actions violentes (lors de la venue de Cohn-Bendit par exemple) alors que des menaces pèsent de plus en plus sur les activités locales après la fin du retraitement décidé par l'Allemagne puis la Belgique. Historien de formation, Didier Anger remet sous les lumières de nombreux documents officiels, de nombreuses déclarations qui sont autant d'arguments pour montrer comment le nucléaire évite la démocratie. Un court chapitre conclut le livre sur les possibilités de sortie du nucléaire. MB.

te, l'ouvrage rappelle que la lutte contre certaines drogues cache souvent la lutte contre le plaisir. Il montre également que certaines drogues sont bien acceptées comme la télévision, l'alcool, le tabac ou même le dopage dans le sport. Il manque toutefois une approche de ceux et celles qui vivent leur plaisir sans recours aux drogues.

■ **Le racisme républicain**, *Pierre Tévanian, éd. Esprit frappeur, 2002, 194 p. 4,57 €.* Au nom de la République, on cherche à ce que plus une seule tête ne dépasse. Le racisme va alors se nicher dans la chasse au foulard, aux sans-papiers, etc. Les Chevenement et autres républicains sont-ils des nationalistes racistes ? Ce livre en fait la démonstration. Le discours de Chevenement est intimement lié à celui de Sami Nair, universitaire, en tête de la lutte

contre les lois Pasqua dans les années 80, et qui effectue ensuite un long virage pour se retrouver vice-président du Mouvement des citoyens. L'auteur montre de plus que ce virage s'accomplit dans un climat antiféministe. On y retrouve Georges Sarre, Max Gallo, Pierre-André Taguieff... et des valeurs comme la fierté de notre période coloniale, de nos valeurs patriarcales, de notre statut d'homme blanc, etc. Ces nouvelles formes de racisme se diffusent sur tout l'échiquier politique dans la confusion du vocabulaire, au grand bonheur du FN. La post-face qui annonce un affaiblissement de l'extrême-droite tombe par contre à plat aujourd'hui !



## Encrassement des sens

Lecteur occasionnel depuis de nombreuses années, j'ai un peu de sous ces temps-ci et je vais donc en profiter pour prendre un abonnement.

Je voudrais en profiter pour vous remercier : ça me fait beaucoup de bien de voir que certaines des questions importantes pour moi depuis des années sont également présentes dans vos colonnes, que certaines de mes pratiques quotidiennes paraissent avoir un sens même au-delà de mon regard personnel.

C'est quand même usant de se faire traiter de fou ou d'imbécile, au long des années, parce que je ne souhaite pas mobiliser l'ensemble de mes capacités pour acquérir des biens, parce que je souhaite une vie simple, parce que je crois nécessaire de repenser nos comportements quotidiens, pour limiter ma prédation sur l'environnement, pour limiter «l'encrassement des sens».

Usant ! Et bien souvent je me suis demandé s'ils n'avaient pas raison, si je n'étais pas un idéaliste stupide, limité dans ma perception du monde. Alors, cela est probablement vrai en partie, mais vous me donnez régulièrement un peu de soutien, d'éclairage, d'appui. Merci Silence, vous me faites beaucoup de bien.

**Nicolas Danigo** ■  
Ariège.

## Décroissance : on peut agir

Votre appel à la décroissance soutenable n'est pas forcément, dans un premier temps, mal recevable par les consommateurs.

En effet, une relocalisation de la production près des lieux de consommation casserait par trois les transports, de quelque nature que ce soit. A cet effet, il faut une loi incitative. Il s'agit de taxer les entreprises et les importations sur le ratio chiffre d'affaires sur masse salariale, plutôt que sur les bénéficiaires (entreprises) ou sur n'importe quoi (importations). Enfin, si les véhicules passent à l'hydrogène, et si toute l'énergie électrique est produite par géothermie, solaire, éolien et hydraulique, on casse le tiers des transports qui reste par encore un facteur trois. Les hydrocarbures ne seraient alors plus utilisés que pour la chimie fine. A noter que la chimie lourde (organique) disparaîtrait si on remplaçait les emballages plastiques par du papier (c'est le cas aux USA) ou par le verre. Je ne vois pas en quoi de telles transformations affecteraient en quoi que ce soit les consommateurs. Diviser les transports par 10 est un bel exemple de décroissance très soutenable. Il n'y aurait guère que les transporteurs et les boîtes d'import-export pour râler...

Je regrette toutefois que vous ne mentionnez pas le géothermique. C'est un peu plus lourd à mettre en place que l'éolien, mais c'est inépuisable et indépendant des aléas climatiques. Si vous voulez, je vous ferai un résumé du livre de l'ADEME à ce sujet, agrémenté de remarques personnelles (j'ai participé au projet BRGM de Creil dans l'Oise au début des années 80). Les techniques de forage et d'exploitation sont maintenant au point (ce qui n'était pas le cas il y a 20 ans). Si les métropoles se dotaient toutes d'une centrale de ce type, on pourrait fermer toutes les centrales nucléaires.

Dernière remarque: je n'ai pas voulu utiliser comme vous l'adjectif «convivial» pour qualifier la décroissance. Vous commettez ainsi, sans le savoir, un délit de détournement de pensée aux dépens de Ivan Illich, inventeur de la Convivialité en 1973 (voir son bouquin au Seuil, la même année). Il est vrai que les médias ont tout fait à partir de cette date pour galvauder ce terme, qui n'existait dans aucun dictionnaire usuel de français à l'époque. Le sens qu'ils en ont donné était volontairement édulcoré; non seulement ils ont commis là un piratage, mais bien plus ils se sont livrés ainsi à une mise à mort d'un concept révolutionnaire et écologiste, dans la lignée directe de «Penser avec les mains» du regretté Denis de Rougemont. Là aussi, si vous le désirez, je peux vous faire un petit laïus sur la convivialité et la dominance des outils de développement humain, telles que les concevaient ces deux grands incontournables du développement soutenable.

**Olivier Liétard** ■  
Ile-de-France.



## Décroissance soutenable

Je reviens du Cun et je veux tout d'abord vous remercier : quel bel anniversaire ! Moi, je veux bien que vous ayez vingt ans chaque année ! Bravo à l'équipe du journal, aux organisateurs et aux bénévoles.

Rempli des projets qui ont germé dans les ateliers du Larzac, et tout enthousiaste, je rentre chez moi et pan, formulaire de réabonnement !

Ben oui, je me réabonne ! Mais comme j'ai écouté les «décroissance soutenable» et les «simplifier sa vie», «attention à l'effet rebond», etc, j'ai quitté mon boulot de salarié

d'association d'environnement pour décroître. Je paie donc le minimum. Donc plus vos idées passent, moins les lecteurs peuvent payer d'abonnement, c'est dur l'écologie !

**Sylvain Godinot** ■  
Meuse

## Développement et décroissance

J'espère qu'à Silence personne n'est contre le développement de l'agriculture biologique ou des énergies renouvelables ! Il ne faudrait pas attribuer au développement la responsabilité qui incombe aux mécanismes de profit.

La même logique entraîne la fuite en avant dans une croissance folle et de n'importe quoi, pourvu que ça se vende. Tant qu'on produira pour vendre, cela ne risque pas de s'arrêter... jusqu'à destruction de la vie planétaire.

Cela indique la solution : fabriquer des produits pour leurs usages et non pour les vendre !

Mais c'est incompatible avec l'économie de profit (du moins pour commencer, reposant sur le seul profit et comme notre économie tient debout grâce aux dépenses publiques, on a déjà fait la moitié du chemin).

Le seul projet que je connaisse allant dans ce sens est l'économie distributive, capable à la fois d'utiliser l'abondance créée par le capitalisme et dans laquelle il s'empêtré, et aussi de développer ou d'arrêter à volonté une activité selon qu'elle est utile ou non, compatible ou incompatible avec la vie terrestre.

Un moyen radical d'arrêter la fuite en avant serait l'égalité économique et sociale. L'abondance l'autoriserait dans les pays du G7. Mais cela implique une mentalité nouvelle. En attendant cette abondance permet de «donner aux uns sans prendre aux autres». C'est aussi vrai dans l'ensemble du monde pour la nourriture, mais pas en économie de profit.

Cette réalité peut servir à instaurer pacifiquement une société nouvelle dans laquelle l'environnement deviendrait une priorité.

Avant de prôner la décroissance, il faut déterminer quelles activités menacent réellement notre avenir (voir aussi le courrier de Françoise Géophile du n° d'avril), éliminer l'exclusion et la pauvreté, résultats automatiques du fonctionnement capitaliste et placer l'économie sous le contrôle des citoyens.

Ce sera beaucoup plus facile avec un régime économique ne les opposant pas sans cesse les uns aux autres. Et ne compter pas maîtriser le progrès scientifique et technique avant d'avoir mis en place un tel régime !

N'oublions pas que l'économie, comme la société, est une œuvre humaine qui peut être remplacée par une autre. Ses lois ne sont autres que des habitudes, des réflexes conditionnés ou leur résultat. Merci à Raymond Villedary pour son renfort.

En attendant, rien n'empêche les citoyens conscients d'utiliser les armes que leur offre tout de même le capitalisme, d'exercer leur choix de «client-roi» et de boycotter les productions fâcheuses aussi souvent qu'ils le peuvent. Par exemple lorsqu'on propose un article «à la mode» au lieu de celui qu'ils attendaient. Nous disposons là d'un bulletin de vote permanent.

Pour mieux saisir l'absurdité du régime en vigueur, il faut avoir dans l'esprit la réalité suivante. Il existe deux catégories de biens : les biens durables et ceux que l'on doit renouveler constamment. On peut logiquement penser qu'une fois les besoins satisfaits, les premiers n'exigent plus qu'une activité ralentie, sinon s'arrêtent. L'arrêt de Saint-Béton et Saint-Goudron n'empêchera pas le blé et les légumes de pousser, ni les vaches de brouter. Eh bien, c'est faux en régime du profit. Pour boire du lait, manger des légumes et des céréales, on doit continuer à bétonner et goudronner !



# Bon de commande

Les numéros disponibles et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges.

## numéros disponibles (franco de port)

- 212-213 Ecologisme et Etat. .... 5,8 €
- 218 Alternatives en Alsace ..... 3,8 €
- 237 Alternatives à la mondialisation ..... 3,8 €
- 239-240 Enquête sur les écologistes ..... 5,8 €
- 242 Eau, pollution de nos WC ..... 3,8 €
- 243 Pesticides, enfants et cancers ..... 3,8 €
- 244 Bioclimatisation ..... 3,8 €
- 245 Vélos du futur ..... 3,8 €
- 246-247 Autour des SEL ..... 5,8 €
- 248 Crimes publicitaires ..... 3,8 €
- 249 Sauver la bio ? ..... 3,8 €
- 250 Sortir de la voiture ..... 3,8 €
- 251 Ecoféminisme ..... 3,8 €
- 252-253 Les gros raflent la mise (1) ..... 5,8 €
- 254 Ecopsychologie ..... 3,8 €
- 255 L'empreinte écologique ..... 3,8 €
- 256 Commerce équitable ..... 3,8 €
- 257 Ecole et écologie ..... 3,8 €
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes ..... 3,8 €
- 261 Sortir du sport marchandise ..... 3,8 €
- 262 Quelle démocratie ? ..... 3,8 €
- 264 Technologies et solitude ..... 3,8 €
- 267 Où sont les jeunes ..... 3,8 €
- 268 Manger, c'est politique ..... 3,8 €
- 269 Mouvement vers Bure ..... 3,8 €
- 270 Afrique : nouvelles colonies  
Autonomie conviviale. Porto Alegre ..... 3,8 €
- 271 Inégalités dans les SELs  
Naïf, conciliateur ou rebelle. Tibet. Gros raflent la mise ..... 3,8 €
- 272-273 Alternatives dans le Rhône  
Liberté démasquée (1). Hommes violents. Gros raflent ..... 6 €
- 274 Habitat convivial aux Etats-Unis  
Bure. Agri bio et eau pure. Liberté démasquée (2) ..... 4 €
- 275 Vers une bio sociale ?  
Eolien. Vache folle. Révolution jeune ..... 4 €
- 276 Microfinances en question  
Alain Lipietz. Images de souffrance. Riace. 11 septembre ..... 4 €
- 277 Land Art et écologie  
Noël Mamère. Guerre. Maurienne. Déchets ..... 4 €
- 278-279 Alternatives en Normandie  
Défaire le développement. Liberté 0 %. Tittytainment ..... 6 €
- 280 Décroissance  
AZF Pierre Rabbi ..... 4 €
- 281 Eau et santé  
Décroissance et abondance. Biopiraterie ..... 4 €
- 282 Ecovillages : du rêve à la réalité  
Nucléaire : droite de réserve ? ..... 4 €
- 283 Routes et déroutés du voyage  
Refaire le monde. Nourriture manufacturée. Eolien ..... 4 €
- 284 Jeûner pour sortir du nucléaire ?  
De la pauvreté à la misère. Ecovillages : réactions ..... 4 €
- 285-286 Alternatives en Isère  
Elections. Femmes et paix. Espagne noire et verte ..... 6 €
- 287 Décroissance et simplicité volontaire  
Ecole et écologie. Ecovillage africains. Eurostatory ..... 4 €

## Librairie par correspondance

- Nouveautés**
- Les gros raflent la mise ..... 19 €
- Le pouvoir mis à nu ..... 33 €
- Que la crise s'aggrave ! ..... 6,90 €
- Rural ..... 10,95 €
- Guide des vacances écologiques ..... 12 €
- Hors-série Silence**
- Du chômage à l'autonomie conviviale ..... 4 €
- Les métiers de l'écologie ..... 8 €
- SEL : pour changer échangeons ..... 7 €
- Editions Silence**
- Construisez votre cuisinière solaire ..... 4,5 €
- La cuisson solaire facile ..... 4,5 €
- L'écologisme à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle ..... 15 €
- La liberté de circuler ..... 10 €
- Où va le climat ? ..... 6 €
- Quelle écologie radicale ? ..... 10 €
- Tracts anti MacDo (250 ex.) ..... 15 €
- Séphastoché, mon premier cuiseur ..... 5,5 €
- Le Soleil à votre table ..... 13 €
- Diffusion Silence**
- Ed. Ecososité (Montréal)**
- Leur catalogue complet sur demande.**
- Les aliments trafiqués ..... 27 €
- La belle vie ..... 19 €
- Les carnets d'un militant ..... 24 €
- Deux roues, un avenir ..... 22 €
- Écosophie ou la sagesse de la nature ..... 19 €
- Notre empreinte écologique ..... 27 €
- Et si le Tiers-Monde s'autofinancait ..... 24 €
- La globalisation du monde ..... 27 €
- L'imposture néo-libérale ..... 19 €
- Libérez les enfants ..... 33 €
- Moi, ma santé ..... 19 €
- Mondialisation de la pauvreté ..... 27 €
- Le municipalisme libertaire ..... 24 €
- Pierre Kropotkine, prince anarchiste ..... 33 €
- Propagande, médias, démocratie ..... 16 €
- Des ruines du développement ..... 19 €
- La simplicité volontaire ..... 24 €
- Société à refaire : écologie de la liberté ..... 24 €
- Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)**
- Philo écologie politique de l'anarchisme ..... 5 €
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ? ..... 5 €
- Sociobiologie ou écologie sociale ..... 5 €
- Ed. Monde libertaire / Alternative libertaire**
- Anarchisme et non-violence ..... 3 €
- Ed. Utovie (Landes)**
- L'homme qui plantait des arbres ..... 5,5 €
- Nous sommes peut-être frères ..... 5,5 €
- Ed. du Fraysse (Lot)**
- Guide des alternatives 1999 ..... 14,5 €
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
- Le solaire pour tous ..... 14 €
- Ed. Goliath**
- Petit manuel anti-McDo ..... 7 €
- José Bové, la révolte d'un paysan ..... 10 €
- Ed. Orcades (Poitiers)**
- Nourrir le monde ou l'agrobusiness ..... 7,5 €
- Ed. Agone (Marseille)**
- De la guerre comme politique étrangère ..... 13 €
- Ed. La Plage (Tressan)**
- La chasse en cent questions ..... 8 €
- Fessée et châtiments corporels ..... 8 €
- La non-violence active ..... 8 €
- Ed. Ostal del libre**
- Jouets de toujours ..... 18,5 €
- Jouets rustiques ..... 18,5 €
- Jeux de Cocagne ..... 16 €
- Ed. Terre Vivante (Mens)**
- L'habitat écologique ..... 16 €
- L'isolation écologique ..... 27 €
- La maison des négawatts ..... 12 €
- Ed. Réseau Sortir du nucléaire**
- Agir pour l'efficacité énergétique ..... 3 €
- Par ici la sortie du nucléaire ..... 3 €
- Autoédition**
- Ya trop d'étrangers dans le monde ..... 7,5 €
- Dessins les droits de l'Homme ..... 7,5 €
- Aux victimes harcèlement économique ..... 7,5 €
- Ed. Yves Michel**
- Les SEL : pour un vrai débat ..... 10 €
- Ed. Esprit frappeur**
- Tout nucléaire, une exception française ..... 1,5 €
- Rwanda, un génocide français ..... 1,5 €
- Autoédition**
- Somport, le tunnel de l'absurde ..... 14,5 €
- Si les Femmes comptaient**
- Who's counting ? ..... 24 €

## Frais de port

- 1 ouvrage ..... 2,5 €
- 2 ouvrages ..... 4,5 €
- 3 ouvrages et plus ..... 6 €

## Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

### FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année ..... 15 €
- Particulier ..... 12 n° ..... 40 €
- Institution ..... 12 n° ..... 80 €
- Soutien ..... 12 n° ..... 50 € et +
- Petit futé ..... 24 n° ..... 65 €
- Groupés par 3 ex ..... 3 x 12 n° ..... 100 €
- Groupés par 5 ex ..... 5 x 12 n° ..... 150 €
- Petit budget ..... 12 n° ..... 25 €

### AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année ..... 6 n° ..... 22 €
- Particulier ..... 12 n° ..... 45 €
- Institution ..... 12 n°a ..... 90 €
- Soutien ..... 12 n° ..... 50 € et +
- Petit futé ..... 24 n° ..... 70 €
- Petit budget ..... 12 n° ..... 40 €

### je règle un total de :

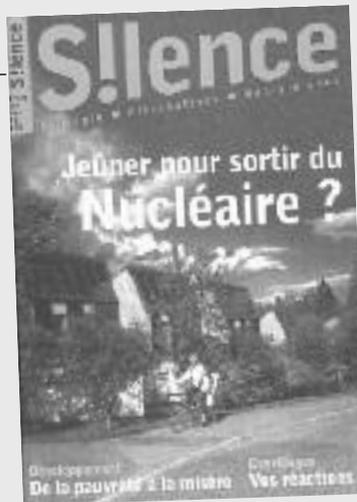
NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont 33, B - 1380 Ohain, tél : 02 633 10 48



Jean Mestrallet ■  
Haute-Savoie

## Jeûne pour sortir du nucléaire

Je suis très sensible à l'idée d'un jeûne pour sortir du nucléaire et plus encore pour faire avancer toutes les mesures nécessaires à la protection de notre environnement, pour un avenir possible pour les générations à venir : agriculture, transport, industrie chimique, mode de distribution, décroissance, alimentation...

Je pense cependant que nous aimons trop la vie pour la mettre en jeu. Pourquoi ne pas organiser un relais de jeûne qui pourrait durer plusieurs mois s'il le faut. Tous ceux qui veulent jeûner (et dans ce cas j'en serais) disent combien de semaines ils pensent pouvoir le faire (de une à six semaines par exemple) et chaque fois que l'on s'arrête, un autre prend le relais. Ainsi nous pouvons tenir longtemps. L'opinion y sera encore plus sensible si l'information est bien faite car il y aura un nombre de jeûneurs bien plus grand (atteindre deux cent personnes en France me semble possible avec une permanence de cinquante). Pourquoi ne pas proposer ce jeûne à tous les pays industrialisés et même les autres ? Que ce jeûne soit mondial ! Tous les humains sont concernés. Cela demande une longue préparation et une coordination à toute épreuve, de bien choisir les points névralgiques aux quatre coins de la France et de faire un gros travail pour sensibiliser les consciences et surtout mettre les enfants dans le coup.

Je pense qu'en Bretagne, nous sommes prêts pour cette action de grande envergure. Face au triomphe de la droite, nous aurons un long combat pour le respect de toute vie et de l'environnement. Les positions seront plus claires. Nous allons sortir du flou de la cohabitation.

Alexis Robert ■  
Morbihan.

## Dépression ou provocation

La lecture de la lettre de Laurent de Lille (avril 2002) au sujet de la surpopulation humaine me laisse perplexé. Non sur l'opinion exprimée — chacun a le droit de penser ce qu'il lui plaît — mais quant à l'absence d'argumentation et de proposition, et l'accusation selon laquelle tous les êtres humains parents ou désireux de l'être un jour ne seraient ni plus ni moins que d'ignobles individus narcissiques et égoïstes.

(...) Si l'on décide de ne plus faire d'enfant du tout, allons-nous contraindre l'humanité à l'abstinence forcée, créer un ministère international de l'abstinence, une nouvelle police de répression du vice et de la promotion de la vertu et des prisons pour enfermer les animaux sexués que nous sommes, coupables de fornication et/ou d'amour ? Allons-nous ligaturer, de force s'il le faut, les trompes des femmes ? Imposer aux hommes des vasectomies ? Ou bien larguer sur l'Afrique des capsules de bromure en guise de repas ? Allons-nous stériliser les bébés à la naissance ? Ou les euthanasier ?

Si on décide de limiter les naissances, quels seraient les critères de sélection ? La classe sociale ? La couleur de peau ? La religion ? Les idées des parents (on pourrait ne laisser vivre que les enfants dont les deux parents sont écologistes notoires depuis au moins cinq ans). En procédant à des analyses génétiques déterminant le potentiel intellectuel ? En établissant des quotas (sexe, taille... on pourrait privilégier les personnes de petite taille, qui mangent moins, défèquent moins et prennent moins de place !).

Inutile de délirer davantage. Je me demande si ce courrier n'est que l'expression d'un mal-être ou une simple provocation en vue de recevoir des réactions et tromper l'ennui. De mon point de vue, l'écologie est en soi une logique de vie, de pérennité, et quand je me bats pour préserver cette planète, c'est aussi pour les générations futures.

Si demain, comme le souhaite cette personne, seuls les êtres humains nés avant demain (dont il est bien entendu) auraient le droit de « vivre » sans se reproduire et d'être les derniers humains à profiter de la vie sur Terre, alors je me demande où il se situe ce monstre d'égoïsme.

Virginie Derensy ■  
Nord



# BOTSWANA : DES DIAMANTS OU DES HOMMES ?

Les Bushmen gana et gwi sont brutalement expulsés de leur terre ancestrale au Botswana. Les autorités les ont arrachés à leurs maisons, leur ont coupé l'approvisionnement en eau, leur ont interdit la chasse et la cueillette et les ont déportés dans de sinistres camps de relogement où règnent misère et désespoir. Le Botswana prétend qu'ainsi il leur apporte le 'développement' – les Bushmen pensent que ce n'est qu'un prétexte pour laisser la voie libre à l'exploitation de diamants. Vous pouvez venir en aide aux Gana et aux Gwi voués à l'exil et à la ruine. Soutenez notre campagne. Envoyez votre don à 'Survival – campagne Bushmen' CCP 15850 J Paris.

**[www.survival-international.org](http://www.survival-international.org)**

Survival 45 rue du Faubourg du Temple  
75010 Paris Tél : 01 42 41 47 62

